

MENS

Revue d'histoire intellectuelle et culturelle



Louise
Bienvenue

*Le collège classique comme
lieu de mémoire : présences
contemporaines d'une
formation disparue*

.....
Dominique
Marquis

*Un homme et son journal :
comment Jules-Paul Tardivel
« domestiqua » La Vérité*

.....
François-Olivier
Dorais

*Gaétan Gervais : témoin et agent
d'une mutation référentielle en
Ontario français*

MENS

Revue d'histoire intellectuelle et culturelle

DIRECTEUR

Harold Bérubé, Université de Sherbrooke

COMITÉ DE RÉDACTION

Damien-Claude Bélanger, Université d'Ottawa

Joel Belliveau, Université Laurentienne

Michel Bock, Université d'Ottawa

Karine Hébert, Université du Québec à Rimouski

Martine-Emmanuelle Lapointe, Université de Montréal (secrétaire de rédaction)

Jonathan Livernois, Université Laval

Mathieu Noël, Université du Québec à Montréal (comptes rendus)

COMITÉ CONSULTATIF

Gérard Bouchard, Université du Québec à Chicoutimi

Linda Cardinal, Université d'Ottawa

Kevin J. Christiano, University of Notre Dame

Ramsay Cook, Dictionnaire biographique du Canada

Sylvie Lacombe, Université Laval

Yvan Lamonde, Université McGill

Jocelyn Létourneau, Université Laval

Élisabeth Nardout-Lafarge, Université de Montréal

Roberto Perin, York University

Allan Smith, University of British Columbia

Joseph Yvon Thériault, Université du Québec à Montréal

Mise en pages : Martin Roy, CRCCF

Révision linguistique : Josée Therrien et Colette Michaud

Révision des épreuves : Colette Michaud, CRCCF

PARTENAIRES



uOttawa

Centre de recherche en
civilisation canadienne-française

Mens : revue d'histoire intellectuelle et culturelle est une revue semestrielle dont les numéros paraissent les printemps et automne de chaque année. Les textes publiés dans *Mens* n'engagent que leurs auteurs. Toutes les demandes de reproduction doivent être acheminées à Copibec : 514 288-1664 / 1-800-717-2022 / licences@copibec.qc.ca.

Pour tout renseignement concernant les modalités d'abonnement, se reporter à la dernière page. On peut nous joindre à l'adresse suivante :

Revue *MENS*

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

Université d'Ottawa, Pavillon Morisset

65, rue Université, pièce 040, Ottawa (On) K1N 6N5

Téléphone : 613 562-5800, poste 4007 • Télécopieur : 613 562-5143

redaction@revuemens.ca • www.revuemens.ca

ISSN (imprimé) : 1492-8647

ISSN (en ligne) : 1927-9299

TABLE DES MATIÈRES

Présentation..... 5

Perspectives

Le collège classique comme lieu de mémoire :
présences contemporaines d'une formation disparue
Louise Bienvenue..... 7

Articles

Un homme et son journal : comment Jules-Paul Tardivel
« domestiqua » *La Vérité*
Dominique Marquis..... 35

Gaétan Gervais : témoin et agent d'une mutation
référentielle en Ontario français
François-Olivier Dorais..... 59

Comptes rendus

Christophe Prochasson. *François Furet : les chemins
de la mélancolie*
(*Éric Bédard*) 101

Germain Lacasse, Johanne Massé et Bethsabée Poirier.
*Le diable en ville : Alexandre Silvio et l'émergence de la
modernité populaire au Québec*
(*Harold Bérubé*) 105

Frédéric Smith. « *La France appelle votre secours* » :
Québec et la France libre, 1940-1945
(*Magali Deleuze*)..... 108

Simon Jolivet. <i>Le vert et le bleu : identité québécoise et identité irlandaise au tournant du XX^e siècle</i> (Gillian I. Leitch).....	111
<i>La Gazette littéraire de Montréal (1778-1779), édition présentée par Nova Doyon et annotée par Jacques Cotnam, en collaboration avec Pierre Hébert</i> (François Melançon)	115
Benoît Melançon. <i>Les yeux de Maurice Richard : une histoire culturelle</i> (Michel Nareau).....	119

Présentation

Cette livraison de *Mens* réunit trois études qui abordent, tour à tour, la problématique de la mémoire, celle des réseaux de sociabilité et celle des transformations idéologiques qu'a connues le Canada français pendant la seconde moitié du xx^e siècle. Sous la rubrique « Perspectives », Louise Bienvenue nous offre une réflexion percutante sur la transformation du collège classique canadien-français en « lieu de mémoire ». L'auteure soutient que le souvenir souvent idéalisé que conservent du collège classique certains acteurs, qui voient en lui le dépositaire de la culture, du savoir et des humanités classiques, correspond surtout à la forme qu'il a prise au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'institution s'étant considérablement transformée au fil du temps. Après avoir fait un bref retour sur la patrimonialisation intellectuelle et matérielle du collège classique pendant la Révolution tranquille, elle en analyse les représentations souvent divergentes dans le débat sur l'éducation au Québec depuis une vingtaine d'années. « Contre-modèle » pour les uns, car trop peu démocratique et réservé, dans l'ensemble, à la gent masculine, le collège classique s'est vu réhabilité par les contempteurs du système scolaire actuel et les « hérauts d'un nationalisme québécois irrigué de sa source canadienne-française ».

L'article de Dominique Marquis, pour sa part, porte sur la mobilisation du réseau ultramontain, à la fin du xix^e siècle, autour du journal *La Vérité* de Jules-Paul Tardivel. L'auteure, comme elle l'explique elle-même, s'intéresse non pas au contenu idéologique du journal, mais plutôt à sa structure en tant qu'entreprise de presse. Confronté à de nombreuses difficultés financières, fonctionnant le plus souvent avec les moyens du bord, un journal de combat comme *La Vérité* éprouvera beaucoup de mal à se maintenir à flot au moment où la presse d'information semble en passe de repousser la presse d'opinion à la marge. La solution de Tardivel, qui a momentanément considéré la constitution du journal en société, consistera, en fin de

compte, à le « domestiquer », c'est-à-dire à en faire une entreprise familiale qu'épauleront ses amis dans les milieux ultramontains. L'étude de cas que nous propose l'auteure nous permet de mieux saisir les rouages internes d'une entreprise de presse indépendante au tournant du xx^e siècle, de même que les ressources qu'avaient à leur disposition les ultramontains pour s'imposer dans l'espace public.

Enfin, l'étude de François-Olivier Dorais sur l'œuvre intellectuelle de l'historien Gaétan Gervais nous plonge au cœur des mutations intellectuelles qu'a connues l'Ontario français à partir des années 1960. Originaire de Sudbury, professeur à l'Université Laurentienne de 1972 à 2008 et concepteur du drapeau franco-ontarien, Gervais a apporté une contribution remarquable au débat franco-ontarien en tentant de concevoir l'expérience historique et le destin de l'Ontario français dans la continuité du projet national canadien-français, tout en s'adaptant aux transformations qu'il a subies pendant et après la Révolution tranquille. L'auteur nous présente ici un intellectuel qui a toujours milité en faveur de l'autonomie référentielle et institutionnelle de l'Ontario français, de même qu'un historien dont le positionnement épistémologique l'a conduit à réfléchir à son objet à partir de celui-ci, c'est-à-dire à ne jamais le considérer comme une abstraction vidée de sens. L'étude de Dorais offre, en même temps, de nombreuses pistes permettant de mieux saisir les conditions dans lesquelles agissent les intellectuels en milieu francophone minoritaire, ceux que nous pourrions nommer, en paraphrasant François Paré, les « intellectuels de l'exiguïté ».

En terminant, *Mens* regrette de devoir annoncer le départ d'une des siennes, Nova Doyon, dont la contribution importante à la revue et l'enthousiasme contagieux nous manqueront grandement. Nous nous réjouissons, toutefois, de l'arrivée au comité éditorial de Jonathan Livernois, professeur à l'Université Laval, à qui nous souhaitons la plus chaleureuse bienvenue.

Michel Bock
Pour l'équipe de Mens

Perspectives

Le collège classique comme lieu de mémoire : présences contemporaines d'une formation disparue¹

Louise Bienvenue
Université de Sherbrooke

Cinquante ans après son arrêt de mort, signé par le rapport Parent et le gouvernement Lesage, le cours classique n'est pas tout à fait enterré. Son spectre plane toujours sur la société québécoise. Par « la volonté des hommes » et « le travail du temps », selon les termes consacrés par Pierre Nora, ce fleuron du système éducatif d'avant la Révolution tranquille semble avoir acquis un véritable statut de lieu de mémoire ; il s'impose comme « point de cristallisation de l'héritage collectif² ».

¹ Cette réflexion a d'abord été présentée dans le cadre du congrès de la Société du patrimoine politique du Québec (SOPPOQ), tenu le 18 octobre 2013 sur le thème « Les années 1950 au Québec ». L'auteure aimerait remercier Pierre Meese pour son assistance dans le travail de recherche documentaire de même que le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada pour son soutien financier.

² Cité dans Alexandre Lafon, « Les *Lieux de mémoire* : un livre, un concept, des utilisations possibles », [En ligne], [http://crdp.ac-bordeaux.fr/cddp47/mediatheque/intro_casseneuil.asp] (10 décembre 2013). Voir aussi Pierre Nora, « Entre mémoire et histoire, la problématique des lieux de mémoire », dans Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire*, t. 1 : *La République : symboles, monuments, pédagogie, commémorations, contre-mémoire*, Paris, Gallimard, 1984, p. xvii-xlii.

Cette étude vise à explorer en quoi le cours classique et les institutions qui l'ont dispensé au fil des ans travaillent toujours l'inconscient scolaire québécois d'une manière discrète, certes, et néanmoins persistante. En effet, la référence au cours classique est encore invoquée de nos jours dès que vient le temps de réfléchir collectivement au rapport que nous entretenons au savoir et à la culture. Davantage que d'autres archétypes mémoriels comme l'école de rang ou l'institut familial, le collège classique – pourtant fréquenté historiquement par une minorité de garçons et un nombre presque anecdotique de filles³ – est l'institution qui incarne au mieux un « ancien temps » de l'éducation, mais aussi l'envers de la *doxa* pédagogique actuelle, axée sur la démocratisation du savoir, l'expression de soi, la perspective utilitariste de même que la mixité des sexes et des cultures. Dans la trame de notre mémoire culturelle, il y aurait donc un **avant** et un **après** au cours classique.

Notre réflexion sera structurée en trois temps. En recourant à la notion de tradition inventée⁴, nous tenterons, dans la première partie, de départager le collège historique du collège imaginé. Nous y expliquerons en quoi l'image classique du collège, invoquée dans les discours, n'a rien d'intemporel et se rapporte plus précisément à l'expérience des années d'après-guerre, période qui marque le zénith de l'institution. Dans la deuxième partie, nous brosserons un portrait succinct de la variété des manifestations mémorielles contemporaines qui conservent vivant le cours classique et qui en font une référence toujours active de notre vie sociétale. Enfin, d'une manière plus ciblée,

³ En 1953, chez les francophones du Québec, 8 % des fils et moins de 1 % des filles étaient inscrits au secondaire. Andrée Lévesque, « La Révolution tranquille : une histoire réinterprétée et genrée », *Possibles*, vol. 35, n° 1 (automne 2011), p. 12-18, [En ligne], [<http://redtac.org/possibles/files/2011/11/Possibles-RevTranquille-vol35-Final1.pdf>]. Pour étayer son analyse, l'auteure se réfère à Claude Galarneau, *Les collèges classiques au Canada français*, Montréal, Éditions Fides, 1978, p. 63-65.

⁴ Une notion initialement développée dans le cadre des travaux sous la direction d'Eric J. Hobsbawm et Terence Ranger, *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983.

nous nous intéresserons aux usages du cours classique dans le débat sur l'éducation des vingt dernières années au Québec.

Le collège « classique » : une tradition partiellement inventée

Le collège classique, comme le rappelait récemment l'historienne Denyse Baillargeon, est « une institution quasi mythique au Québec ». Il demeure dans l'imaginaire collectif comme ce lieu « ayant vu défiler la fine fleur de la société⁵ ». En plus d'un droit d'accès à l'université, c'est au sein de ces maisons tenues par le clergé catholique que l'élite canadienne-française a longtemps fait la conquête de la culture humaniste, composante essentielle du capital culturel des classes dominantes. Les traits caractéristiques associés aux collèges d'autrefois sont bien connus. Bastions des valeurs catholiques et des traditions canadiennes-françaises, défenseurs d'une culture générale très littéraire plongeant ses racines dans la Grèce et la Rome antiques, ils auraient résisté avec conviction aux sirènes du présentisme et aux impératifs techniques et matérialistes de tous ordres. On y formait, selon le mot de Montaigne, des têtes bien faites plutôt que des têtes bien pleines.

*Pas si classiques que ça, les vieux collèges?
L'éclairage de l'historiographie récente*

Malgré ses allures immémoriales, ce portrait des collèges et petits séminaires diocésains d'autrefois colle davantage à la réalité historique des décennies 1940, 1950 et 1960 qu'à celle des époques antérieures. Des études récentes montrent, en effet, le caractère en partie construit d'une telle image au moins jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

⁵ Denyse Baillargeon, « Les collèges classiques : nouveaux regards sur une vieille institution », *Historical Studies in Education* = Revue d'histoire de l'éducation, vol. 21, n° 1 (printemps 2009), p. 1, [En ligne], [http://historicalstudiesineducation.ca/index.php/edu_hse-rhe/issue/view/217/showToc]. Longtemps, le cours classique fut nécessaire pour accéder aux principales facultés universitaires : droit, théologie, médecine. La situation s'assouplira dans l'après-guerre.

Ainsi, notre réflexe de penser le collège québécois comme une institution figée reproduisant à l'identique, depuis le premier établissement jésuite de 1635 jusqu'à la fin des années 1960, la tradition d'un *Ratio studiorum* conçu à la Renaissance, serait à remettre en cause.

S'intéressant à la trajectoire de l'enseignement humaniste, Paul Inchauspé rappelait à juste titre le contexte de fondation du réseau des collèges québécois : « Les premiers collèges étaient plutôt des collèges professionnels », soulignait-il, « [s]ur les douze collèges classiques créés entre 1840 et 1875, huit étaient auparavant des collèges industriels commerciaux et agricoles⁶ ». Les travaux de Christine Hudon sur le collège de Sainte-Anne-de-La-Pocatière étaient de manière plus précise cette idée. L'historienne soutient que l'institution du Bas-Saint-Laurent s'était particulièrement bien adaptée aux besoins de formation de la population rurale. Pour mieux la desservir, les autorités du collège avaient développé, en plus des humanités classiques, une formation pratique arrimée à la société marchande. Dès 1842, par exemple, le collège met en place un cours commercial – appelé aussi « cours anglais » – qui sera donné pendant plus de cent ans et accueillera un nombre important d'élèves⁷. On trouve aussi, dans la récente monographie de l'abbé Jean Panneton sur le Séminaire Saint-Joseph, des matériaux abondants qui déconstruisent l'image d'étanchéité au monde et d'immobilisme des anciennes institutions collégiales. Les notables laïques à l'origine de la maison trifluvienne fondée en 1860 et qui deviendra par la suite un séminaire diocésain avaient l'ambition initiale de développer concurremment diverses formations : classique, industrielle, commerciale et agricole.

⁶ Paul Inchauspé, « Un nouvel humanisme, socle du nouveau système d'éducation proposé », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 12, n° 2 (hiver 2004), p. 68.

⁷ C'est en 1946 que le cours commercial s'éteint. Christine Hudon, « Quelques observations et réflexions sur les projets éducatifs des collèges québécois pour garçons à partir d'un exemple : Sainte-Anne de La Pocatière au 19^e siècle », *Historical Studies in Education = Revue d'histoire de l'éducation*, vol. 21, n° 1 (printemps 2009), p. 24-40, [En ligne], [http://historicalstudiesineducation.ca/index.php/edu_hse-rhe/issue/view/217/showToc].

C'est ainsi que, dès 1871, le collège amorce sa diversification en la justifiant de cette façon : trop d'élèves quittent le cours classique après deux ou trois ans sans leur baccalauréat en poche, mais en ayant consacré beaucoup – trop – de temps à l'étude du grec et du latin⁸. À Trois-Rivières désormais, selon un modèle que partageront d'ailleurs plusieurs établissements au Québec, les premières années de scolarisation sont consacrées au cours commercial ; seuls les élèves poursuivant au-delà du troisième ou quatrième degré s'adonnent aux humanités gréco-latines. On voit là s'exprimer le sens pratique de dirigeants qui, loin de miser uniquement sur la formation d'une élite universitaire et sacerdotale, s'engagent à fournir des outils de développement à une plus large portion de la jeunesse.

On pourrait penser que cette plasticité des maisons d'enseignement secondaire fut le fait exclusif de milieux ruraux composant avec la pauvreté et la rareté des ressources éducatives au XIX^e siècle. Mais, là encore, il convient de nuancer cette impression à la lumière de travaux récents sur la réalité urbaine. Retraçant le parcours des élèves du collège de Montréal à partir des registres d'inscription et de compte, Ollivier Hubert observe, pour sa part, la grande hétérogénéité des groupes de garçons (différences d'âge, d'origine géographique, de statut – pensionnaire ou externe) qui fréquentent l'institution. Ces élèves suivent, de surcroît, des parcours scolaires diversifiés (école anglaise, école française) et à durée variable. Le spectre des acquis éducatifs se révèle donc fort étendu, estime l'auteur, allant d'une littéracie de base à l'approfondissement de la philosophie. Il ne faut pas perdre de vue, toutefois, qu'une minorité seulement des élèves (environ 10 %) termine le cours classique au cours des années 1789 à 1860. Vraiment, la marche sera longue avant que ce collège ne s'impose comme le bastion élitare auquel on a tendance à l'associer aujourd'hui⁹.

⁸ Jean Panneton, *Le Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières : 1860-2010*, Québec, Éditions du Septentrion, 2010.

⁹ Ollivier Hubert, « De la diversité des parcours et des formations dans les collèges du Bas-Canada : le cas de Montréal (1789-1860) », *Historical Studies in*

Soulignons enfin que la réalité plurielle des collèges que nous venons d'évoquer n'est pas propre aux institutions naissantes du XIX^e siècle. C'est du moins ce que montre l'*Histoire du Séminaire de Mont-Laurier*, de Félix Bouvier, qui met en lumière le rôle significatif de l'institution dans le développement « intégral » de la région des Hautes-Laurentides au cours de la période 1910-1965. Si ce séminaire diocésain a contribué à la formation de l'élite cléricale et professionnelle, il a aussi investi de manière soutenue dans la préparation des classes moyennes grâce à une offre de formation diversifiée. En plus des cours commercial et classique, souligne l'auteur, l'institution laurentienne a mis en place une école d'arts et métiers ainsi qu'une école d'agriculture¹⁰.

Comme nous avons antérieurement tenté de l'exposer¹¹, il faut attendre les années 1920 et les efforts des communautés de frères enseignants en vue de développer un niveau secondaire – le primaire supérieur – à vocation commerciale et technique, pour que le collège québécois se « classicise » véritablement. Dans un effort progressif de se distinguer des formations concurrentes, les collèges seront, en effet, contraints de préciser leur vocation en abandonnant les filières d'enseignement pratique qu'ils avaient mises sur pied antérieurement. L'après-guerre verra triompher ce collège classique et clérical-nationaliste que la mémoire retiendra comme pérenne; l'image d'Épinal sera enfin fixée.

Education = Revue d'histoire de l'éducation, vol. 21, n° 1 (printemps 2009), p. 19-43, [En ligne], [http://historicalstudiesineducation.ca/index.php/edu_hse-rhe/issue/view/217/showToc].

¹⁰ Félix Bouvier, *Histoire du Séminaire de Mont-Laurier : formation d'une élite et d'une classe moyenne*, Montréal, Éditions Fides, 2005.

¹¹ Louise Bienvenue, « Former à l'académie commerciale ou au collège classique? Un débat sur l'enseignement secondaire des garçons au début des années 1920 », *Historical Studies in Education = Revue d'histoire de l'éducation*, vol. 21, n° 1 (printemps 2009), p. 4-23, [En ligne], [http://historicalstudiesineducation.ca/index.php/edu_hse-rhe/issue/view/217/showToc].

Les collèges d'après-guerre : des institutions puissantes mais sujettes à la critique

L'après-guerre marque-t-il l'âge d'or du cours classique ? C'est l'époque, en tout cas, où le réseau d'institutions offrant cette formation atteint sa plus forte expansion. La période est marquée par une croissance économique et démographique significative, et cette prospérité amène les familles à investir davantage dans l'éducation de leurs enfants. Or ce nouvel enthousiasme pour l'éducation crée une pression sur le système ; la demande est forte et l'offre, résolument insuffisante. Se posent déjà avec acuité de multiples questions concernant le financement et la nécessaire coordination du système scolaire dont témoigne l'intense débat public autour de la question qui se prolonge tout au cours des années 1950 et préfigure les délibérations de la commission Parent. L'exemple habituellement employé pour témoigner de cette fébrilité est la commission Tremblay, qui portait sur les problèmes constitutionnels, mais où 140 des 250 mémoires déposés abordaient des questions touchant l'éducation¹².

Dans ce contexte particulier, la charge critique à l'endroit des collèges privés, monopole du clergé séculier et régulier, est intense, elle aussi. Peut-être n'a-t-on autant parlé du cours classique qu'en ce mitan du xx^e siècle où chacun inventorie minutieusement ses vices et ses vertus. Bien sûr, ce n'est pas d'hier que se déploie la critique des collèges¹³, mais force est de constater que la fronde s'amplifie.

¹² Claude Lessard, « Arthur Tremblay : contribution à l'étude des problèmes et des besoins de l'enseignement dans la province de Québec », dans Claude Corbo (dir.), *Monuments intellectuels québécois du xx^e siècle : grands livres d'érudition, de science et de sagesse*, Québec, Éditions du Septentrion, 2006, p. 128. Voir aussi Andrée Dufour, « Les années 1950 : une décennie annonciatrice de grands changements », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 12, n^o 2 (hiver 2004) p. 21.

¹³ Robert Gagnon, « Capital culturel et identité sociale : les fonctions sociales du discours sur l'encombrement des professions libérales au xix^e siècle », *Sociologie et sociétés*, vol. 21, n^o 2 (automne 1989), p. 129-146, [En ligne], [http://www.erudit.org/revue/socsoc/1989/v21/n2/001268ar.pdf]. Voir aussi Louis Fréchette, *Lettres à l'abbé Baillargé : à propos d'éducation*, Montréal, Bibliothèque québécoise, 2003.

Dans le journal *Le Jour*, par exemple, le journaliste Jean-Charles Harvey réclame des changements en profondeur, dont un cours secondaire plus accessible inspiré du modèle du *high school*, qui offrirait des spécialités diverses comme les sciences – ces mal-aimées des collèges classiques – et le commerce¹⁴. Mais sans surprise, c'est le monopole du clergé sur l'éducation préuniversitaire que l'hebdomadaire libéral fustige avant tout : « Aussi longtemps que l'Instruction publique, à tous les degrés, ne sera pas entre les mains de l'État, comme autorité suprême, la province de Québec ne pourra se vanter de vivre sous un régime démocratique¹⁵. » Des intervenants plus modérés, tel Ignace Brouillet, président de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS), appellent également de leurs vœux des réformes conséquentes, « après tout nous ne vivons pas dans une civilisation de mandarins et nous devons armer solidement nos enfants pour les combats qui les attendent », affirme ce dernier en 1950¹⁶.

Par ailleurs, au cours des mêmes années, le développement de « sections classiques » au sein des commissions scolaires publiques¹⁷ n'est pas sans inquiéter les autorités des « vrais » collèges et petits séminaires diocésains qui craignent la concurrence d'un secteur public gratuit¹⁸. Pour ces raisons, entre autres, la Fédération des collèges

¹⁴ Paul Riverin [pseud.], « Baptiste aura ses high schools », *Le Jour*, vol. 9, n° 24 (16 février 1946), p. 8 ; voir aussi Jean-Charles Harvey, « Monopole colossal », *Le Jour*, vol. 9, n° 10 (10 novembre 1945), p. 1, cités dans Johanne Rochette, *Les débats sur l'enseignement des sciences dans les collèges classiques au Québec, 1929-1953*, mémoire de maîtrise (histoire), Montréal, Université de Montréal, 1991, p. 262.

¹⁵ Paul Riverin [pseud.], « Collège et université », cité dans Rochette, *Les débats sur l'enseignement*, p. 263.

¹⁶ Ignace Brouillet, « Discours présidentiel : où en sommes-nous dans l'enseignement pré-universitaire? », *Annales de l'ACFAS*, vol. 18 (1952), p. 51, cité dans Rochette, *Les débats sur l'enseignement*, p. 306.

¹⁷ Claude Galarneau compte 58 « sections classiques » intégrées au réseau public au cours de la période 1940-1969 (*Les collèges classiques au Canada français*, p. 66).

¹⁸ L'expansion du secteur public est certes considérable car, à la fin des années 1950, 45 % des étudiants de l'Université de Montréal viennent déjà de l'enseignement secondaire public (Jean Gould et Nicole Gagnon, « De l'école à l'université :

classiques est créée en 1953. Un front commun semble devenu nécessaire pour défendre les intérêts d'institutions naguère encore si jalouses de leur autonomie¹⁹.

Malgré ces développements et la grogne qui sourd de segments de plus en plus larges de la population, peu de gens parieraient au cours des décennies 1940 et 1950 sur la fin imminente du cours classique. Des voix autorisées, comme celle du futur sous-ministre de l'Éducation Arthur Tremblay, considèrent le scénario parfaitement invraisemblable. Le problème des collèges, estime ce dernier, n'est pas tant la concurrence du système public que la gestion de leur propre croissance²⁰. Le développement des collèges est, en effet, phénoménal, comme l'a établi Claude Galarneau : alors que de « 1635 à 1939, 68 collèges avaient été fondés sur l'ensemble du territoire québécois », « [l]a période 1940-1965 voit apparaître à elle seule 135 institutions privées [...] »²¹.

quelle scolarisation? », dans Fernand Dumont (dir.), *La société québécoise après 30 ans de changements*, Québec, Éditions de l'IQRC, 1990, p. 132.

¹⁹ Le climat d'incertitude semble agir comme un aiguillon sur les collèges, les entraînant dans un effort inégalé de modernisation administrative et pédagogique dans les années 1960 : réforme du programme, aménagement des immeubles pour le sport et l'intimité, introduction des méthodes actives dans l'enseignement, disparition du grec (Gould et Gagnon, « De l'école à l'université », p. 131-141). Voir également le film documentaire de Pierre Patry, *Collège contemporain*, Office national du film du Canada, 20 min, 1960.

²⁰ Il est alors professeur à l'École de pédagogie et d'orientation de l'Université Laval. Son étude est financée à hauteur de 100 000 \$ par la Fondation Carnegie pour procéder à une enquête rigoureuse sur l'état de l'éducation au Québec. Il sera plus tard membre adjoint sans droit de vote à la commission Parent puis, au sein du jeune ministère de l'Éducation, il occupera le poste de sous-ministre (Lessard, « Arthur Tremblay », p. 134).

²¹ Si l'ensemble des régions géographiques profite de cette croissance, il faut préciser, cependant, que les institutions n'offrent pas toutes le cours complet de huit ans et que la majorité se spécialise dans le premier cycle dans un esprit d'accessibilité. Un certain nombre de ces institutions auront aussi la vie brève (Galarneau, *Les collèges classiques au Canada français*, p. 66).

Les anciens collèges : des traces de pierres et de mots

Mais après le triomphe vint la chute. Le rapport Parent en appelle à un nouvel humanisme contemporain²², et le gouvernement Lesage décide que celui-ci ne s'enseignera pas dans les collèges, mais bien au sein de nouvelles créations que sont les polyvalentes et les cégeps. Depuis, le collège classique survit sous forme de traces. Les anciennes institutions, reconverties pour plusieurs en écoles secondaires privées, cultivent à leur façon la mémoire du vénérable cours classique : les anniversaires, par exemple, sont autant d'occasions d'en raviver le souvenir. Plusieurs maisons profitent de ces anniversaires pour organiser des événements et faire paraître des ouvrages commémoratifs. Ainsi, on a souligné récemment le 150^e anniversaire du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières de même que le 200^e anniversaire du Séminaire de Saint-Hyacinthe²³, qui ont donné lieu à des publications dans lesquelles est évoqué un ancien temps où se mêlent, dans une sorte de folklore, les redingotes rigides, les coups pendables du pensionnat, les concours de rhétorique, les leçons de grec et la gastronomie approximative des réfectoires. Les grandes figures qui font la gloire de ces maisons – hommes politiques, évêques, artistes – ont aussi droit à leurs pages réservées. Les moments forts ponctuant la vie des anciennes communautés collégiales sont également relatés : tournois sportifs, joutes oratoires, concours d'académies littéraires, retraites de vocation et cérémonies des rubans figurent comme autant d'épisodes structurants dans la vie de jeunes hommes en formation. Ces récits et éphémérides regroupés font écho à ce que l'on retrouve de façon plus dispersée dans les mémoires et autobiographies d'anciens collégiens, comme ceux patiemment

²² Claude Corbo, « L'éducation et le nouvel humanisme contemporain », *L'éducation pour tous : une anthologie du Rapport Parent*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2002, p. 65-80.

²³ Diane Leblanc, *Le Séminaire de Saint-Hyacinthe : deux siècles d'histoire, 200 ans d'éducation (1811-2011)*, Montmagny, Les Éditions Marquis, 2011 ; Panneton, *Le Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières, 1860-2010*.

colligés par Claude Corbo²⁴. De plus en plus, semble-t-il, les ouvrages maison commandités par les collèges mettent aussi en évidence les trésors patrimoniaux que renferment les vieux murs de pierres grises : livres rares, tableaux de valeur, artefacts des anciens musées des sciences naturelles, reliques religieuses rapportées de Rome ou de Jérusalem par quelques prêtres. Traces matérielles de ce que le Canada français avait de Beau et de Grand, les collèges incarnent un patrimoine qui gagne en noblesse, mais aussi en exotisme, à mesure que le temps passe. Par ailleurs, les machines bien huilées que sont les associations d'anciens, les amicales et conventums font le reste pour perpétuer la mémoire des collègues, qui peut encore prendre assise sur la solidarité des camarades. *Huit ans collégiens pensionnaires*²⁵, comme l'affirme le titre d'un ouvrage souvenir préparé par des élèves du 122^e cours du collège de Sainte-Anne-de-La-Pocatière, ça crée des liens !

Mais pour plusieurs personnes, moins directement touchées par l'institution et son histoire, le collège classique est avant tout une mémoire de pierres. Il faut dire que plusieurs de ces établissements figurent de belle manière dans nos villes et villages. Ces élégants bâtiments, avec colonnes ou pilastres, pignons, lucarnes et portails, en imposent ; ils sont un peu – avec les églises et autres ensembles conventuels – comme nos châteaux à nous²⁶. De « magnifiques collèges », des « citadelles nationales », c'est ainsi qu'Étienne Parent en parlait en son temps²⁷. S'il ne référait pas prioritairement à leurs qualités esthétiques, il reste que plusieurs de ces immeubles sont désormais inscrits au Répertoire du patrimoine culturel du Québec

²⁴ Claude Corbo, *La mémoire du cours classique*, Montréal, Éditions Logiques, 2000.

²⁵ Paul Mathieu et Jean-Louis Levesque (dir.), *Huit ans collégiens pensionnaires*, Sherbrooke, Éditions de l'UTA, 2002. L'ouvrage a été préparé à l'occasion du 175^e anniversaire de la maison.

²⁶ François Roy, « Au temps des collèges classiques : voyage dans le temps », *Le Nouvelliste*, 28 septembre 2002, p. 36.

²⁷ Cité dans Lionel Groulx, *Professionnels et culture classique, causerie prononcée au Séminaire de Sainte-Thérèse à la réunion annuelle des Anciens, le deux mai mil neuf cent quarante-huit*, [s. l., s. n.], 1948, p. 3.

et y font l'objet de classements divers²⁸. Dans un Québec qui a tant sacrifié son patrimoine bâti au profit de promoteurs cupides, on peut se réjouir de ce que plusieurs de ces édifices aient échappé au pic des démolisseurs en devenant soit des écoles secondaires privées, soit des cégeps ou les deux. Au gré de restaurations nécessaires, la mise en valeur de ce patrimoine architectural a parfois constitué une pièce maîtresse de la revitalisation des centres-villes. L'exemple du boulevard L'Ange-Gardien de l'Assomption est probant. Sur cette artère où sont désormais installés cafés et restaurants branchés ainsi que le théâtre Hector-Charland, le collège fondé par Jean-Baptiste Meilleur en 1832 figure comme un joyau. Il bénéficie, le soir, d'un éclairage étudié qui ne manque pas de faire son effet.

Le collège classique et la figure du collégien pensionnaire d'autrefois survivent aussi, autrement, à travers certaines œuvres de fiction. On en trouve une évocation fugitive dans *Les belles-sœurs*, de Michel Tremblay²⁹. La pièce de théâtre *Les Feluettes* de même que son adaptation cinématographique situent, pour leur part, certains passages de l'action dramatique dans un vieux collège. Sous la plume du dramaturge Michel Marc Bouchard, c'est la culture du théâtre classique et les relents homosensuels de ces milieux clos qui sont rappelés à la mémoire ainsi que l'intolérance paradoxale d'une époque vis-à-vis des amitiés particulières³⁰. Par ailleurs, du point de vue d'une certaine identité masculine québécoise que les collèges ont contribué à façonner, les figures contrastées des frères de la famille Plouffe sont aussi bien inscrites dans nos imaginaires. Magnifiquement réincarénées dans le film de Gilles Carle, au tournant des années 1980, elles évoquent en concentré la cohabitation parfois difficile de la virilité avec la culture savante. Dans le coin droit, Guillaume, l'athlète,

²⁸ Ministère de la Culture et des Communications du Québec, « Répertoire du patrimoine culturel du Québec », [En ligne], [<http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq>] (26 juin 2013).

²⁹ Michel Tremblay, *Les belles-sœurs*, Montréal, Leméac éditeur ; Arles (France), Actes Sud, [1968] 2007.

³⁰ Michel Marc Bouchard, *Les feluettes ou La répétition d'un drame romantique*, 2^e éd., Montréal, Leméac éditeur, 1988.

champion de fers et de baseball, nourri aux *comics books*. Il rêve de Cincinnati tout en ne craignant pas, dans l'intervalle, d'affronter à vélo les rues pentues du Vieux-Québec. C'est aussi un séducteur. Dans le coin gauche, Ovide, amateur de beaux-arts, d'opéra et de grande littérature, est tenté par l'idée d'une vocation qui serait peut-être surtout une échappatoire. Parlant une langue châtiée qui ne trouve pas son public, il est isolé par une culture classique qui se révèle un obstacle à la communication. Dans les milieux modestes, les acquis livresques s'inscrivent en faux contre la *doxa* masculine populaire, qui mise plutôt sur la force physique, le sens pratique et la maîtrise de l'anglais. On retrouve là les fameuses « tapettes du classique », auxquelles fait référence Lucien Bouchard dans son autobiographie³¹. Cela revient à dire que la culture, si belle et si grande soit-elle, est toujours potentiellement un péril pour le jeune homme qui l'acquiert. N'est-ce pas un peu ce qu'exprime la tirade devenue classique : « Y'a pas de place nulle part pour les Ovide Plouffe du monde entier³² » ?

À la recherche des traces vivantes du cours classique, on se tourne aussi, bien sûr, vers la classe politique. Malgré le renouvellement des générations et l'entrée significative d'hommes et de femmes formés dans les polyvalentes, les écoles privées et les cégeps, une partie des parlementaires actuels – pour ne parler que de cette fraction du groupe dirigeant – et nombre d'anciens politiciens toujours présents sur la scène publique portent encore l'empreinte du cours classique. Rappelons que de Pierre-Joseph-Olivier Chauveau jusqu'à Jean Charest³³ qui mettait fin, pensions-nous, à cette longue tradition, presque tous les premiers ministres du Québec ont fait leurs études classiques³⁴. En 1998, un éditorialiste du *Quotidien* de Chicoutimi

³¹ Lucien Bouchard, *À visage découvert*, Montréal, Éditions du Boréal, 1992, p. 31.

³² Gilles Carle, *Les Plouffe*, production Justine Héroux, 1981. Le film est inspiré du roman de Roger Lemelin (Québec, Bélisle, 1948).

³³ Jean Charest a fait son cours secondaire à la polyvalente Montcalm de Sherbrooke.

³⁴ Selon le site de l'Assemblée nationale du Québec, il y aurait cinq exceptions à la règle : Henri-Gustave Joly de Lotbinière (Paris), Joseph-Alfred Mousseau (Académie de Berthier), Simon-Napoléon Parent (école normale), Antonio Barrette

décrivait d'ailleurs l'affrontement de Jean Charest et de Lucien Bouchard sur la scène politique québécoise comme celui du « cours classique contre les cégeps³⁵ ». Or si l'on pensait alors que Charest avait mis un terme à une trame quasi ininterrompue, c'était avant que Pauline Marois, en digne diplômée du collège Jésus-Marie de Sillery où elle a fait son cours classique, reprenne le fil rompu, mais dans une version féminine.

Une telle formation a-t-elle laissé une marque particulière, une couleur précise, sur notre culture politique québécoise ? La question est importante et mériterait une étude plus approfondie que celle que nous développons ici. On pense immédiatement, néanmoins, à l'enseignement de la rhétorique, cet art mis en exergue par les collèges et qui préparait entre autres, rappelons-le, à la prédication religieuse. Vient aussi à l'esprit l'influence probable d'une approche éducative généraliste, destinée à former le jugement, à développer le goût du bien commun, à conserver en toute chose un sens clair des finalités. Certes, des modèles viennent en tête : un Lucien Bouchard, élève du collège de Jonquière, citant Cicéron et séduisant les foules par sa harangue emportée. Un Bernard Landry multipliant les locutions latines avec une diction soignée qui n'est sans doute pas étrangère au Séminaire de Joliette qu'il a fréquenté³⁶. Mais il faut se garder de trop de généralités à ce chapitre. S'il y a un *habitus* hérité de la formation collégiale, un style bien « cours classique » comme on se plaît à le dire, il est difficile de conclure à sa transposition dans une orientation

(Académie Saint-Viateur), Daniel Johnson (fils) (lieu de scolarisation secondaire inconnu), Jacques Parizeau (collège Stanislas). [En ligne], [<http://www.assnat.qc.ca/fr/patrimoine/pm.html>] (26 juin 2013).

³⁵ Carol Néron, « Bouchard-Charest : le cours classique contre les cégeps », *Le Quotidien*, 31 mars 1998, p. 8. L'auteur dit emprunter cette idée à un reporter de la tribune de l'Assemblée nationale qu'il ne nomme pas.

³⁶ Dans son film documentaire *À hauteur d'homme* (Productions Virage, 2003), Jean-Claude Labrecque fait bien ressortir ces traits, entre autres, dans une scène où Bernard Landry répète plusieurs fois la même locution latine – *Audi alteram partem* – lors d'une conférence de presse.

et un style d'action particuliers. Car chez les finissants du cours classique, n'y a-t-il pas autant d'orateurs de talent que de rhétoriciens malhabiles, d'indépendantistes convaincus que de fiers fédéralistes, de leaders aux sensibilités sociales assumées que d'amis du laisser-faire, de personnages aux allures populistes que de chefs à la prestance plus distinguée, d'hommes d'État ayant un sens aigu de l'histoire que de carriéristes soucieux de la prochaine élection ?

Il y a, au demeurant, dans l'héritage des anciens des collèges et séminaires tout un rapport à la culture catholique, qui reste à approfondir, mais qui a assurément moulé les consciences et le sens moral de nos dirigeants, quelle que soit la façon dont a évolué, par la suite, leur rapport au religieux. Sait-on qu'au moins deux de nos anciens premiers ministres récents, Daniel Johnson père (qui a fréquenté le Séminaire de Saint-Hyacinthe) et Lucien Bouchard, ont raconté avoir été tiraillés par le sacerdoce, cette forme supérieure d'engagement si valorisée par les prêtres enseignants³⁷ ?

Certes, l'histoire du collège classique nous instruit surtout sur la formation de l'élite masculine, mais la chose n'est pas exclusive. Par exemple, au lendemain du décès de la mairesse Andrée Boucher de Québec, une ancienne consœur de classe lui rendait hommage dans les pages du *Soleil* de Québec, rappelant comment sa formation classique au collège de Sillery dans les années 1950 avait moulé la jeune oratrice :

Andrée avait sûrement commencé à exercer son verbe très jeune ; mais à mesure que nos études avançaient, son imaginaire nourri par le récit de ces épopées, son vocabulaire enrichi par ses études, avec le sens de l'humour qu'on lui connaît, elle s'amusait à lancer des

³⁷ Lors de la cérémonie du ruban qui suivait la retraite de fin d'études, le moment culminant était l'annonce des vocations religieuses, auxquelles on réservait le ruban blanc. On peut entendre les propos de Lucien Bouchard à l'émission *J'avais 20 ans* de Radio-Canada, 17 février 2007, [En ligne], [<http://www.radio-canada.ca/radio/profondeur/20ans.html>]. Voir aussi Pierre Godin, *Daniel Johnson, t. 1 : 1946-1964, la passion du pouvoir*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1980.

débats durant les récréés, empruntant le langage d'un Charlemagne, jouant le rôle d'un César, Hannibal ou Scipion l'Africain. [...] Tout sujet de débat était traité à la romaine, à la grecque et prenait un ton de guerre³⁸.

Le débat pédagogique des vingt dernières années

Là où le collège survit avec une étonnante vitalité, comme référence positive mais aussi parfois négative, c'est au sein du débat pédagogique. À partir d'articles de la presse écrite francophone³⁹ et d'essais portant sur l'éducation publiés au cours des vingt dernières années, nous allons tenter de faire saillir la référence au cours classique pour en montrer la variété et la durabilité des usages⁴⁰. Nous examinerons d'abord deux thèmes pour lesquels la mémoire du classique est invoquée fréquemment : la transmission de la culture et la qualité de la langue. Nous présenterons ensuite d'autres types d'intervention autour de questions scolaires qui font également appel au modèle de l'ancienne institution.

La transmission de la culture

Le thème de la transmission de la culture semble particulièrement propice à l'évocation du cours classique. Au tournant des années 1990, Nicole Gagnon et Jean Gould trempaient leur plume dans le vitriol pour analyser l'évolution de la scolarisation des Québécois depuis les grandes réformes de la Révolution tranquille. Le jugement posé par les auteurs était sans appel : tout est à jeter aux orties. En plus de s'être technocratisé, le secondaire démocratique – « c'est-à-

³⁸ Claire Vézina, « Souvenir de collégiennes avec Andrée », *Le Soleil*, 2 septembre 2007, p. 23.

³⁹ Le repérage d'articles de presse a été fait à partir de la base de données *Eureka.cc*. La recherche a été menée à partir de mots clés, tels « humanités », « collèges classiques », « cours classiques », pour les années 1990 à 2013.

⁴⁰ La démarche sera forcément exploratoire; le discours sur l'éducation étant un continent, tenter d'en rendre compte d'une manière systématique est un défi; nous avons tenté d'en faire un bon tour d'horizon en sachant que des pièces pourraient éventuellement s'ajouter au dossier.

dire, calibré sur la moyenne inférieure » – se serait également déshumanisé. « Personne n’habite plus l’école ni le savoir. La vie se passe ailleurs », se plaignaient les sociologues dans une argumentation où la référence aux anciennes humanités était persistante :

On a démoli des institutions d’éducation pour fabriquer un système de scolarisation destiné à répondre aux besoins de la société ou de l’individu. L’école est devenue une grande gare de triage des aptitudes vers les divers secteurs du marché du travail. Le savoir a été oublié au profit de la mise en valeur de la ressource humaine. Au lieu de transmettre la culture, c’est-à-dire d’y introduire la jeune génération, on prétend répondre à ses besoins, qui sont en réalité les besoins de l’économie en main-d’œuvre informée. Dès la petite école, on prend prétexte de la spontanéité des enfants pour leur cultiver ladite « créativité » qui est au fond une première forme de comportement productif. Les adolescents se font corner les oreilles par des cours de choix de carrière qu’ils sont les premiers à trouver « complètement débiles » et se font initier aux mystères de la Bourse, alors qu’ils seraient tout disposés à apprendre le latin⁴¹.

Plus tard, au début des années 2000, dans le cadre de l’introduction controversée de la fameuse « réforme scolaire », le modèle du cours classique s’immisçait à nouveau en filigrane des échanges. Dans ce contexte agité, le collectif de réflexion Le Pont entre les générations signait une lettre au *Devoir* sous le titre « Les sciences de l’éducation forment-elles de véritables maîtres? ». On y attirait l’attention du lecteur sur l’achoppement de la transmission des valeurs humanistes :

Voilà pourquoi l’école secondaire a un rôle si important. Elle n’est pas le seul lieu où on transmet l’héritage humaniste, mais c’en est certainement l’un des principaux. Elle doit certes fournir des savoirs pratiques, des habiletés techniques et une bonne préparation au marché du travail. Mais son autre grande finalité est de transmettre les connaissances de base, les valeurs de la société et du pays, le patrimoine culturel d’une civilisation.

⁴¹ Gould et Gagnon, « De l’école à l’université », p. 135.

Ce préambule établi, l'organisme amorçait une critique des « compétences transversales » destinées à prendre le pas, dans le contexte de la réforme, sur la culture elle-même. Un ressaisissement s'imposait, passant par un retour aux matières fondamentales comme le français et l'histoire, en conformité d'ailleurs avec les conclusions des États généraux sur l'éducation tenus quelques années auparavant. Or remettre ces matières au programme ne suffisait pas, il fallait aussi doter les écoles de maîtres compétents pour les enseigner. C'est là où le bât blesse, arguait Le Pont, puisque depuis 1994, les futurs enseignants sont tous impérativement inscrits en sciences de l'éducation plutôt que dans un programme disciplinaire et reçoivent, de ce fait, une formation moins consistante : « L'objectif est moins de transmettre des connaissances, un savoir, une culture, que de pouvoir "gérer une classe", "comprendre" la psychologie des enfants, saisir le "contexte de diversité" de l'école postmoderne ». Prévenant des attaques, Le Pont entre les générations se réclamait stratégiquement de la modernité du rapport Parent pour soutenir sa position : « Le recentrage de la formation des maîtres autour des matières de base n'a donc rien d'une nostalgie de l'ancien régime. Il constitue plutôt la réaffirmation de valeurs humanistes au cœur du projet de la Révolution tranquille⁴². »

Pourtant, quelques jours plus tard, toujours dans les pages du *Devoir*, le doyen de la Faculté d'éducation de l'Université du Québec à Montréal, Marc Turgeon, qualifiait les auteurs de la lettre d'« obsédés du paradis perdu », faisant allusivement référence au modèle révolu du cours classique. « Ma mémoire personnelle de ce que fut l'enseignement secondaire est assez différente », insistait le doyen, qui

⁴² Le Pont entre les générations, « Les sciences de l'éducation forment-elles de véritables maîtres? », *Le Devoir*, 23 janvier 2003 (à noter que l'auteur de cet article était membre du regroupement au moment de la parution des lettres). Pour une part stratégique, cet argument montre néanmoins que le débat est plus complexe qu'une simple opposition entre traditionalistes et modernistes. En effet, en regard de la radicalisation récente de la pensée pédagogique centrée sur l'élève (souvent présentée sous l'étiquette du socioconstructivisme), le rapport Parent apparaît désormais, aux yeux de plusieurs, comme une solution modérée par son souci de préserver le meilleur de la tradition humaniste tout en l'inscrivant dans la modernité.

rappelait l'incurie pédagogique et psychologique de ses anciens maîtres : « Un cours de maths avec un prof me regardant d'un air hagard parce que je ne comprenais pas les rudiments de la trigonométrie et qui ne m'adressera plus la parole de l'année. » Turgeon s'en prenait aussi à la dimension foncièrement élitiste du cours classique : « La perte de la Tradition que le PEG déplore ne serait-elle que la nostalgie d'une reconnaissance publique des élites et de leur droit d'accéder à une éducation leur permettant de se reproduire⁴³? »

Cet enjeu de la pérennité de l'héritage culturel, souvent conçu dans son acception nationale, est assurément un thème récurrent. On en trouve une nouvelle évocation en 2008, cette fois sous la plume du Collectif pour une éducation de qualité, dans un mémoire déposé à la commission Bouchard-Taylor :

Au Québec, la question de la transmission de la culture, comme héritage occidental ou comme patrimoine transmis par des générations de Québécois, est particulièrement sensible. La grande culture humaniste, que tentaient de transmettre, non sans défauts, les collèges classiques d'autrefois et dont il subsiste un reliquat dans les cégeps, est aujourd'hui frappée de suspicion. On la juge trop élitiste, pas assez pratique ; elle aurait créé, chez les jeunes issus des milieux défavorisés, une forme malsaine d'inhibition. Cette culture humaniste des collèges classiques est également associée à un sombre passé, celui de la « grande noirceur » canadienne-française, et à un clergé qui, selon une vulgate toujours en vogue, n'aurait cherché qu'à maintenir tout un peuple dans l'ignorance. Aujourd'hui, les écoles québécoises, bien qu'elles aient accompli de grands progrès dans la promotion de l'accès à l'éducation, font face à des pressions multiples, venant tant de l'État que du marché ou de la société civile, qui les soumettent à la valse-hésitation des changements de programme et d'approches pédagogiques où se perd la finalité de la transmission d'un patrimoine culturel.

⁴³ Marc Turgeon, « Réplique au Pont entre les générations : les "obsédés du paradis perdu" n'ont pas raison », *Le Devoir*, 29 janvier 2003, [En ligne], [<http://www.ledevoir.com/non-classe/19233/replique-au-pont-entre-les-generations-les-obsedes-du-paradis-perdu-n-ont-pas-raison>].

Si le cours classique sert à nouveau d'assise à une critique de l'école contemporaine et de l'ensemble des mécanismes de reproduction de la culture, le lien est plus clairement tissé dans ce mémoire entre la solidité de la transmission de l'héritage national et la capacité à accueillir sereinement l'immigration⁴⁴. Dans le contexte d'audiences portant sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles, l'association du collège classique à la Grande Noirceur n'est pas sans évoquer toute la difficulté qu'éprouvent encore les Québécois à métaboliser leur passé catholique et la fragilisation identitaire que représente parfois ce rapport douloureux au religieux.

Par ailleurs, au terme d'une décennie de mise en œuvre controversée d'une réforme scolaire axée sur la poursuite des « compétences », il n'est pas anodin qu'un portrait de la ministre de l'Éducation Michelle Courchesne, paru dans le magazine *L'Actualité* en 2009, ait été intitulé : « J'ai une certaine nostalgie du cours classique ». Celle-là même qui a été saluée pour avoir mis un holà aux innovations pédagogiques des fonctionnaires en voulant rétablir le bulletin chiffré et la possibilité de faire redoubler les élèves, reconnaissait en entrevue sa foi dans le livre : « Pour moi, la lecture est vraiment essentielle dans une vie. Je crois beaucoup à son pouvoir. Internet et la télé, ce n'est pas suffisant. Comment peut-on se développer sans lire ? » L'article évoquait ensuite le vœu de la ministre pour que la littérature retrouve une place importante à l'école et citait ainsi sa confession : « J'ai une petite nostalgie du cours classique [...]. Sans vouloir

⁴⁴ Collectif pour une éducation de qualité, *Transmettre adéquatement un patrimoine culturel et historique*, mémoire présenté dans le cadre des audiences de la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles. Le texte est reproduit avec une introduction d'Éric Bédard et Marc Chevrier, « La transmission du patrimoine historique en péril : le Collectif pour une éducation de qualité (CEQ) se prononce », dans *Bulletin d'histoire politique*, vol. 16, n° 2 (hiver 2008), [En ligne], [<http://www.bulletinhistoirepolitique.org/le-bulletin/numeros-precedents/volume-16-numero-2/la-transmission-du-patrimoine-historique-en-peril-le-collectif-pour-une-education-de-qualite-ceq-se-prononce>] (26 juin 2013).

retourner en arrière, je crois que cette formation recelait quelques bons aspects qui mériteraient d'être recyclés⁴⁵. »

Plus récemment, le débat sur le changement de nom du programme collégial Arts et lettres a été une nouvelle occasion d'invoquer l'ancienne formation classique et ses vertus. Dans *Le Devoir* du 14 juin 2013, le professeur de littérature Jean Larose, pourfendeur de longue date des apories de l'école contemporaine, revenait à la charge à l'occasion d'une initiative du ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie pour actualiser l'intitulé du programme Arts et lettres au cégep. Pour l'essayiste, la décision de Pierre Duchesne de renommer le programme Culture et communication représentait plus qu'une banale modernisation de vocable ; elle constituait rien de moins qu'une « rupture historique ». On s'employait ainsi à retirer au patrimoine littéraire la dernière petite place qu'il occupait encore dans la formation générale pour l'inféoder plus parfaitement au complexe médiatico-numérique et à sa culture addictive de divertissement. « Au jeune poète qui espère *Regards et Jeux dans l'espace*, on apprendra à gérer son profil en ligne, à planifier la mise en marché de son œuvre future avec sa production. » Les décideurs qui agissent de la sorte, déplore encore le professeur de littérature, sont manifestement les représentants d'une génération nouvelle :

Il fut un temps au Parti québécois où l'on estimait que dans l'identité nationale comptait non seulement Joseph-Armand Bombardier mais aussi Gaston Miron. Gilles Vigneault n'était pas un entrepreneur culturel pour René Lévesque, ses poèmes n'étaient pas des produits artistiques. Jacques Parizeau n'aurait pas douté que les Lettres favorisent « le développement intégral de la personne ». Bernard Landry n'aurait pas eu la simplicité de croire que Communication est plus rassembleur que Lettres.

⁴⁵ Danielle Stanton, « "J'ai une petite nostalgie du cours classique" : portrait de Michelle Courchesne », *L'Actualité*, vol. 34, n° 8 (15 mai 2009), p. 37.

Évoquant ainsi une ancienne génération de politiciens – celle formée au cours classique, aurait-il pu facilement ajouter –, Larose en remet : « Les politiques qui furent élus en 76 avaient lu. Ils avaient encore la naïveté de trouver le français beau et précieux (en ce temps-là, un ministre pouvait s'exprimer sans faire deux fautes de français par phrase). » L'essayiste s'attache ensuite à recomposer la généalogie ayant rendu possible l'« erreur » du changement de dénomination en remontant au rapport Parent :

Il y a deux générations, pour corriger l'injustice qui réservait le patrimoine classique à l'élite, au lieu d'ouvrir celui-ci à tout le monde, on l'a enlevé à tout le monde. Plus tard, le PQ légiférant pour sauver le français, étrangement n'a pas fait le rapport avec sa langue mère, le latin. On a sauvé l'arbre et coupé ses racines.

S'en prenant au présentisme qui impose à l'école une culture définie par le marché, il s'offusque : voilà comment on déshérite une jeunesse « d'une part essentielle de la culture nationale au profit du marché des biens culturels⁴⁶ ».

La qualité de la langue

Les humanités classiques attachaient beaucoup d'importance à la maîtrise de la langue et, dans la pédagogie des collèges, l'apprentissage des langues anciennes était la voie royale pour atteindre à cette compréhension fine, garante d'un usage adéquat. On ne se surprendra pas que dans les débats sur la langue française et sur son enseignement – pléthoriques au Québec – la référence au cours classique surgisse à nouveau. À titre d'exemple, en 1999, dans un rapport du Conseil de la langue française, signé par le linguiste Jacques Maurais et intitulé *La qualité de la langue : un projet de société*, l'auteur notait les progrès importants accomplis depuis l'adoption de la *Charte de la langue française* en 1977. Or si l'objectif de la loi 101 était de faire

⁴⁶ Jean Larose, « À l'école du présent », *Le Devoir*, 14 juin 2013, [En ligne], [<http://www.ledevoir.com/societe/education/380866/a-l-ecole-du-present>].

du français la langue commune au Québec, force est de constater, affirmait en substance l'auteur, que présence n'égalait pas qualité. Pour atteindre à cette qualité qui laisse toujours à désirer, les stratégies éducatives doivent être surveillées de près, martelait le rapport. Soutenant le principe selon lequel le colinguisme ou la comparaison entre deux langues est un excellent moyen d'améliorer la connaissance de la langue maternelle, Maurais rappelait avec insistance les qualités propres à l'enseignement classique, en ne se gênant pas pour écorcher au passage les pédagogies désormais à l'honneur, centrées sur l'expression de l'élève :

Au Québec, l'enseignement classique avait compris l'importance d'établir des comparaisons systématiques entre le français et les autres langues alors au programme (anglais, latin, grec). C'était, évidemment, avant l'âge d'or de la pédagogie du vécu et de l'oral [...]. Avec la disparition du grec et celle, presque complète, du latin de notre enseignement secondaire, avec l'arrivée de nouvelles méthodes dans l'enseignement de l'anglais, le travail de comparaison systématique entre deux systèmes linguistiques a été abandonné. Pourtant, le rapport Parent avait rappelé l'importance d'une réflexion de type comparatif sur la langue⁴⁷.

On le constate, la valorisation de l'ancien cours classique est encore ici une façon de mettre en évidence, par effet de contraste, les faiblesses de l'école contemporaine. Débordant du strict sujet de la langue, l'auteur profite de l'exercice comparatiste pour faire passer son message concernant la pédagogie contemporaine, surtout orientée vers l'élève. Si l'expression de soi a la cote, semble observer Maurais, c'est au détriment d'un véritable apprentissage de la langue qui exigerait un plus grand décentrement.

Plus tard, en 2007, le thème de la maîtrise de la langue française est repris par Louis Cornellier, qu'on connaît surtout pour ses

⁴⁷ Jacques Maurais, *La qualité de la langue : un projet de société*, rapport présenté au Conseil de la langue française, janvier 1999, p. 74, [En ligne], [www.cslf.gouv.qc.ca/publications/pub147/b147.pdf] (22 juin 2013).

chroniques au *Devoir*, mais qui s'exprimait, cette fois-là, dans l'hebdomadaire régional *L'Expression*. Sur ce sujet épineux, le journaliste formulait, pour sa part, un point de vue moins dramatique :

Avant la démocratisation de l'enseignement, très peu d'enfants québécois fréquentaient longuement le système scolaire. Les finissants du cours classique écrivaient peut-être à peu près sans faire de fautes, mais les autres, la majorité, abandonnaient l'école et, souvent, n'écrivaient plus.

Se référant à l'essai *La grande aventure de la langue française*, de Jean-Benoît Nadeau et Julie Barlow, Cornellier rappelait le très petit nombre de Québécois qui, il y a quelques décennies encore, pouvaient espérer terminer un cours classique. Tous les autres abandonnaient en chemin. Il faut donc applaudir au progrès que représente l'accès désormais massif à la scolarisation collégiale. Même si bon nombre de candidats qui en sortent écrivent mal, souligne le chroniqueur, au moins ils écrivent, et les meilleurs élèves d'aujourd'hui sont certainement aussi bons que les finissants du cours classique d'il y a un demi-siècle : « Toute la différence est là et ne pas y voir un progrès revient à ne voir que le mauvais côté des choses⁴⁸. »

Les autres thèmes

Assurément, les thématiques qui soulèvent des enjeux identitaires sont les plus susceptibles de faire intervenir la référence aux vieux collèges du Canada français. Or le souvenir de ceux-ci ressurgit aussi à l'occasion d'autres propos. Par exemple, c'est sur un ton plus léger, celui de la douce nostalgie, qu'un collaborateur du *Nouvelliste* de Trois-Rivières abordait, en 2002, un thème moins fréquenté lorsqu'il est question de la bonne éducation, celui de la beauté des lieux et de la qualité d'un milieu de vie. Disant ne pas s'opposer à la modernité,

⁴⁸ Louis Cornellier, « Qualité de la langue : pas de panique », *L'Expression*, 21 novembre 2007, p. 6.

le journaliste François Roy se souvenait néanmoins d'un autre temps, plus centré sur l'humain et la beauté :

Car, en fait, les collèges en question n'étaient pas seulement des « boîtes à cours ». Ils étaient des milieux de vie presque complets, où les arts et les sciences prenaient une place énorme. Quand on s'approchait d'un collège classique, le premier art que l'on remarquait, c'était bien sûr l'architecture [...]. Et puis, à l'intérieur des murs, on y retrouvait un théâtre, un musée, une chapelle pour le chant et la musique d'orgue, sans oublier un cabinet de sciences naturelles, avec toute une collection d'animaux empaillés.

La présence de la nature dans l'environnement collégial d'autrefois est ainsi rappelée par Roy, qui semble autant influencé par son imaginaire cinématographique que par l'histoire véridique des collèges québécois :

À l'extérieur, lorsque le collège trônait en milieu rural, on pouvait admirer une sorte de forêt aménagée, avec des sentiers sous les arbres, des étangs, de jolis ponts couverts, de même qu'une sorte d'enclos avec des bancs, pour les lectures publiques. Si vous avez vu le film « La Société des poètes disparus », vous savez sans doute que la poésie et la rhétorique se portent souvent mieux quand on les pratique au grand air⁴⁹.

Par ailleurs, la lancinante question du décrochage scolaire a également donné lieu à une comparaison entre l'ancien système et le nouveau. En 2003, la journaliste Marie-Andrée Chouinard du *Devoir* s'attaquait à ce problème alarmant en l'appréhendant dans sa dimension historique. Dans le cadre d'un dossier spécial sur les 40 ans du rapport Parent, elle interrogeait à ce propos Guy Rocher, personnage-clé de la célèbre Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec (commission Parent) :

Bête noire de tout ministre de l'Éducation, le décrochage scolaire faisait aussi rage à l'époque du cours classique [...]. Ça frôlait

⁴⁹ François Roy, « Au temps des collèges classiques : voyage dans le temps », *Le Nouvelliste*, 28 septembre 2002, p. 36.

parfois 70-75 %. On était une centaine en éléments latins et, à la fin, on n'était plus qu'une trentaine, parfois 25. Le cours classique ne s'adaptait pas à nous, on s'adaptait au cours classique⁵⁰!

Sur ce terrain précis du décrochage, les nostalgiques du cours classique sont assurément moins diserts, sans doute parce que les chiffres sont accablants. À moins de revendiquer radicalement une école qui soit un lieu d'écramage, on préfère laisser un voile pudique sur de telles statistiques. Les mêmes chiffres seraient aussi susceptibles de donner prise à ceux qui cherchent à interpréter les problèmes scolaires des garçons autrement que par l'argument d'une féminisation excessive de l'école⁵¹. Car à l'époque des collèges classiques de garçons, on ne pouvait reprocher au système d'être « trop féminisé », considérant que s'y trouvait, essentiellement, un personnel enseignant masculin.

Enfin, la tourmente du « Printemps érable » de 2012 a entraîné un nouvel usage polémique du cours classique, une formation qui représentait pour plusieurs des déboursés considérables et proportionnellement plus importants que les actuels droits de scolarité universitaires en regard d'un revenu moyen. Dans une lettre ouverte au *Devoir*, par exemple, le professeur titulaire François Colbert, de HEC Montréal, appuyait l'intransigeance du gouvernement contre les associations étudiantes :

J'ai fait mes études universitaires entre 1969 et 1973. J'ai payé mes droits de scolarité, mon appartement, ma nourriture, mon habillement, et ensuite mes dettes d'études. J'ai aussi payé pour

⁵⁰ Guy Rocher, cité dans Marie-Andrée Chouinard, « Les 40 ans du rapport Parent : le décrochage, du cours classique à aujourd'hui », *Le Devoir*, 29 mars 2003, p. B6.

⁵¹ Pour un exemple de ce type de réflexion : « Les garçons ont besoin de bouger. L'école les tétanise, les ennuie. L'« édu » est souvent leur matière préférée, où ils se défoulent et excellent. Les choix actuels des écoles de Jonquière [qui favorisent les arts] me semblent un symptôme de la féminisation étouffante de l'école » (Myriam Ségal, « La féminisation de l'école étouffe les garçons », *Le Quotidien*, 31 mars 2009, [En ligne], [<http://www.lapresse.ca/le-quotidien/opinions/chronique/200903/31/01-841931-la-feminisation-de-lecole-etouffe-les-garcons.php>]). Le recul historique invite certainement à ne pas simplifier de la sorte cette question complexe de l'échec et du décrochage des garçons.

les droits de scolarité de mon cours classique, car mes parents n'avaient pas les moyens de payer. Si je l'ai fait au coût projeté pour les étudiants actuels dans cinq ans, eux aussi peuvent le faire! Mes amis d'alors qui étudiaient en histoire, en philosophie, en théâtre étaient dans la même situation que moi; nous avons travaillé et nous avons réussi, nous ne sommes pas morts. Nous avons fait des sacrifices. Malheureusement, les mots « sacrifice » et « efforts » semblent avoir disparu du dictionnaire⁵²!

On le constate, l'époque du collège classique, c'est aussi, dans l'imaginaire de bien des protagonistes du débat pédagogique, l'époque révolue d'une culture de l'effort et de la persévérance que plusieurs souhaiteraient voir réhabilitée auprès de la jeunesse contemporaine.

Conclusion : que reste-t-il du cours classique?

Qu'il s'agisse de la formation des maîtres, de l'enseignement du français, des droits de scolarité ou du rapport à l'effort, la référence au cours classique semble demeurer encore bien vivante et efficace au sein de l'agora. Épouvantail pour les uns, joyau sacrifié à l'autel de la modernité pour les autres, on évoque sa mémoire, figée dans son glorieux modèle d'après-guerre, pour soutenir diverses argumentations concernant l'éducation. Il y a fort à parier qu'une enquête plus minutieuse encore, examinant les thèmes de l'enseignement de l'histoire, de la discipline à l'école ou des vertus de l'uniforme, enrichirait encore davantage ce bilan déjà substantiel des usages contemporains du cours classique. Or la référence n'est pas revendiquée également par tous, il est vrai. Si certains évoquent le collège classique comme un contre-modèle, représentant d'un temps moins démocratique et assurément plus sexiste, par exemple, ce sont surtout les contempteurs du modèle scolaire actuel et les hérauts d'un nationalisme québécois irrigué de sa source canadienne-française qui ont le plus souvent les mots « humanités » et « collèges classiques »

⁵² François Colbert, « J'appuie notre gouvernement! », *Le Devoir*, 21 mars 2012, p. A8.

à la bouche puisqu'ils les ont, également, au cœur. Ce réflexe s'éteindra-t-il avec les derniers diplômés? Le Québec perdra-t-il un jour définitivement son latin? La mémoire vive risque certes de s'atténuer, mais il semble, étonnamment, que le collège soit toujours dans la mire de certains commentateurs qui n'étaient pas même nés au moment où les derniers établissements ont fermé leurs portes. Lisons, en guise de conclusion, Mathieu Bock-Côté dans une chronique du *Journal de Montréal* portant sur « La bonne éducation », en février 2013 :

Pourquoi sentons-nous que l'école québécoise a fait faillite? Je ne parle pas d'une faillite financière, mais d'une faillite morale et culturelle. La réponse est simple : c'est parce qu'elle ne comprend plus sa propre mission. Elle ne sait plus ce que veut dire éduquer. [...] Cette révolution délirante a mené au désastre. L'homme n'est pas « libéré », il est déculturé, déraciné. L'essentiel n'est pas de pomper des milliards en éducation, mais d'imposer un changement de philosophie. Il faudra en revenir à une conception classique de l'éducation⁵³.

Si une nouvelle génération de tribuns brandit ainsi le modèle de la formation classique, on peut penser que ce lieu de mémoire a encore quelques belles années devant lui. Certaines initiatives, comme la fondation récente du Collège néo-classique, qui entend « offrir le meilleur des études classiques aux leaders de la génération montante⁵⁴ », laissent penser que le modèle des humanités gréco-romaines risque d'agir encore durablement comme une sorte de contrepoids aux tendances présentistes, voire instrumentales de l'école contemporaine. *Ad multos annos!* Non, le collège classique n'est pas mort.

⁵³ Mathieu Bock-Côté, « La bonne éducation : autrefois, l'homme avait des devoirs envers le monde », *Le Journal de Montréal*, 19 février 2013, [En ligne], [<http://www.journaldemontreal.com/2013/02/19/la-bonne-education>].

⁵⁴ *Collège néo-classique* [site Web], [<http://www.collegeeoclassique.org>] (10 décembre 2013).

Articles

Un homme et son journal : comment Jules-Paul Tardivel « domestiqua » *La Vérité*¹

Dominique Marquis
Département d'histoire
Université du Québec à Montréal

Résumé

En 1881, Jules-Paul Tardivel lance à Québec *La Vérité*, un journal de combat ultramontain. Tardivel porte ce journal à bout de bras, mais il n'est pas seul : il est soutenu par un réseau ultramontain encore très actif à cette époque. En 1890, Tardivel fait face à des difficultés matérielles telles que la survie du journal est sérieusement mise en péril. Les amis ultramontains de Tardivel sont alors mis à contribution pour trouver une solution. Plusieurs propositions sont évoquées, mais Tardivel, ne voulant pas partager la direction du journal, trouvera finalement une solution lui permettant de demeurer le seul maître à bord. Cette incursion dans l'histoire de ce journal, rendue possible grâce à une volumineuse correspondance, permet de comprendre un aspect du rôle du réseau ultramontain dans la construction de *La Vérité*.

¹ Cet article fait suite à une communication présentée lors du Congrès annuel de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, Sherbrooke, octobre 2012. Je remercie les évaluateurs de la revue *Mens* pour leurs précieux commentaires.

Abstract

In 1881, in Quebec City, Jules-Paul Tardivel launches La Vérité, a fiercely ultramontane newspaper. Tardivel is the main operator of this enterprise, but he's not isolated: an ultramontane network that is still fairly active at the end of the 19th century supports him. In 1890, Tardivel is faced with material difficulties that threaten the newspaper's survival. His ultramontane friends are called upon to come up with a solution. Many propositions are on the table, but Tardivel insists on keeping sole control of the newspaper. In the end, a satisfactory arrangement is found that allows La Vérité to continue its crusade under Tardivel's lead. This incursion in the newspaper's history, made possible by an important amount of correspondence, demonstrates the importance of the ultramontane network in the construction of La Vérité as its principal written platform.

Jules-Paul Tardivel est reconnu comme un des plus ardents défenseurs des idées ultramontaines au Québec. Né aux États-Unis en 1851, il termine son cours classique au Séminaire de Saint-Hyacinthe où l'on enseigne abondamment la pensée ultramontaine. Après ses études, il fait un bref retour aux États-Unis, puis il revient au Canada où il acquiert de l'expérience comme journaliste à Saint-Hyacinthe et à Montréal. Installé à Québec à la suite de son mariage, il travaille pour quelques journaux de la ville, dont *Le Courrier du Canada* et *Le Canadien*. En juillet 1881, encouragé – moralement et financièrement – par quelques amis, Tardivel publie le premier numéro de *La Vérité*, un journal indépendant des partis politiques et entièrement consacré à la défense du catholicisme et de la nation canadienne-française. Pendant plus de vingt ans, soit jusqu'à son décès en 1905, il a été à la barre de cet hebdomadaire qui tirait à boulets rouges sur tous ceux, clercs ou laïcs, qui s'éloignaient, un tant soit peu, de l'orthodoxie catholique romaine².

² Pierre Savard, « Jules-Paul Tardivel », dans *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. XIII : 1901-1910, [En ligne], [http://www.biographi.ca/fr/bio/tardivel_jules_paul_13F.html].

L'historiographie québécoise s'est beaucoup intéressée à la question de l'ultramontanisme³. Philippe Sylvain a rédigé des études et des synthèses qui ont mis en lumière, entre autres, les premiers lieux de diffusion de la pensée ultramontaine et les principaux antagonismes entre ultramontains et libéraux⁴. Nadia Eid a exploré les liens entre le clergé et le pouvoir politique à travers l'idéologie ultramontaine⁵ et Pierre Rajotte a analysé les stratégies discursives des ultramontains⁶. Rendant hommage à Philippe Sylvain, plusieurs historiens se sont penchés sur cette question et, dans un ouvrage collectif consacré aux ultramontains canadiens-français, ils ont abordé différentes facettes de cette idéologie qui liait régulièrement les intérêts de l'Église à des enjeux politiques⁷.

Quelques chercheurs ont cependant analysé la question sous un angle différent. Ainsi, René Hardy a utilisé l'exemple des zouaves pontificaux pour illustrer la stratégie du clergé ultramontain, surtout de M^{gr} Bourget, dans sa lutte contre les libéraux⁸. Christine Hudon a, quant à elle, analysé le développement du diocèse de Saint-Hyacinthe pour souligner le processus de transformation, influencé par l'ultramontanisme, de l'action et du discours clérical vers une plus grande uniformisation et un plus grand contrôle des pratiques.

³ La majorité de ces travaux date de plus de vingt ans. Le sujet de l'ultramontanisme au Québec n'a pourtant pas été épuisé, d'autres approches, notamment celles inspirées de l'histoire culturelle, méritent d'être explorées.

⁴ Voir, par exemple, Philippe Sylvain, « Les débuts du "Courrier du Canada" et les progrès de l'ultramontanisme canadien-français », *Cahiers des Dix*, vol. 32 (1967), p. 255-278, [En ligne], [<http://www.nosracines.ca/fl/toc.aspx?id=8777>]; et « Quelques aspects de l'antagonisme libéral-ultramontain au Canada français », dans Jean-Paul Bernard (dir.), *Les idéologies québécoises au 19^e siècle*, Montréal, Boréal Express, 1973, p. 127-149.

⁵ Nadia Fahmy-Eid, *Le clergé et le pouvoir politique au Québec : une analyse de l'idéologie ultramontaine au milieu du XIX^e siècle*, Montréal, Hurtubise HMH, 1978.

⁶ Pierre Rajotte, *Les mots du pouvoir ou le pouvoir des mots : essai d'analyse des stratégies discursives ultramontaines au XIX^e siècle*, Montréal, L'Hexagone, 1991.

⁷ Nive Voisine et Jean Hamelin (dir.), *Les ultramontains canadiens-français*, Montréal, Boréal Express, 1985.

⁸ René Hardy, *Les zouaves : une stratégie du clergé québécois au XIX^e siècle*, Montréal, Boréal Express, 1980.

Cette transformation serait à l'origine des démonstrations plus « spectaculaires » de piété qu'on voit apparaître durant la seconde moitié du XIX^e siècle⁹. Ces travaux ont su quitter le champ exclusif de l'analyse idéologique pour montrer comment la pensée ultramontaine a fait son chemin dans la culture et dans les pratiques religieuses.

L'idéologie de Jules-Paul Tardivel a suscité l'intérêt de quelques chercheurs. L'étude la plus importante est sans conteste celle de Pierre Savard, publiée en 1967¹⁰. Il y dresse un portrait exhaustif de la pensée du journaliste concernant les relations de la France et des États-Unis avec le Canada français. Grâce à une analyse qui repose en grande partie sur les idées véhiculées par le journal *La Vérité*, mais qui a aussi fait appel aux archives du journaliste, Savard montre les origines politico-religieuses de la pensée de Tardivel et la constance de son argumentation. Réal Bélanger, quant à lui, s'est intéressé de près au nationalisme de Tardivel¹¹. Utilisant surtout le contenu du journal, mais aussi quelques fragments de l'abondante correspondance du journaliste, il soutient que « le nationalisme certes important, [qui] tient en quelque sorte lieu de référent dans la pensée de Jules-Paul Tardivel, ne sert qu'à renforcer la position religieuse et représente en somme l'idéologie d'appoint de son idéologie ultramontaine¹² ». Il souligne néanmoins l'aspect quelque peu visionnaire de Tardivel dans son projet « indépendantiste », le journaliste ayant ouvert la voie

⁹ Christine Hudon, *Prêtres et fidèles dans le diocèse de Saint-Hyacinthe : 1820-1875*, Sillery, Éditions du Septentrion, 1996.

¹⁰ Pierre Savard, *Jules-Paul Tardivel, la France et les États-Unis (1851-1905)*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1967. Pierre Savard a aussi rédigé les notices sur le roman *Pour la Patrie*, le pamphlet *L'Anglicisme, voilà l'ennemi*, l'étude *Vie du pape Pie IX ses œuvres et ses douleurs*, les *Notes de voyage* et les *Mélanges ou Recueil d'études religieuses, sociales, politiques et littéraires*, parues dans Maurice Lemire (dir.), *Dictionnaire des œuvres littéraires du Québec*, t. 1 : *Des origines à 1900*, Montréal, Éditions Fides, 1980, [En ligne], [www.services.banq.qc.ca/sdx/DOLQ/].

¹¹ Réal Bélanger, « Le nationalisme ultramontain : le cas de Jules-Paul Tardivel », dans Voisine et Hamelin (dir.), *Les ultramontains canadiens-français*, p. 267-303.

¹² *Ibid.*, p. 299.

à d'autres penseurs du nationalisme, comme Henri Bourassa et Lionel Groulx.

Alors que ces études portaient surtout sur l'idéologie de Tardivel, je m'intéresse davantage à l'histoire du journal *La Vérité* comme entreprise de presse qu'à son contenu idéologique¹³. Si de nombreux chercheurs ont analysé les journaux sous l'angle de l'idéologie, ultramontaine ou autre¹⁴, rares sont ceux qui se sont attardés à la structure d'un journal de combat comme *La Vérité*¹⁵. Outre les idées bien arrêtées de son directeur sur la vie religieuse et politique, quelle est la nature de l'information et des différents textes que ce journal propose à ses lecteurs? Comment est-il construit ou structuré? Qui accepte de déboursier quelques dollars pour acheter de la publicité dans un journal si idéologiquement marqué à une époque où la presse d'information connaît de plus en plus de succès et est certainement un véhicule publicitaire beaucoup plus efficace¹⁶? Un journal de combat témoigne d'une pensée et de valeurs partagées par le rédacteur

¹³ Voir Dominique Marquis, « "Procurer à mes lecteurs quelques heures de délassément" : *Les Mélanges*, les *Notes de voyage* et le roman *Pour la patrie* de Jules-Paul Tardivel », *Journal of the Canadian Historical Association = Revue de la Société historique du Canada*, vol. 23, n° 1 (2012), p. 157-178; et « "Monsieur le rédacteur,..." ou quand les lecteurs de *La Vérité* prennent la plume : analyse d'une correspondance, 1887-1888 », dans Guillaume Pinson (dir.), *La lettre et la presse : poétique de l'intime et culture médiatique*, 2010, [En ligne], [<http://www.medias19.org/index.php?id=303>].

¹⁴ Voir, notamment, Fernand Dumont *et al.*, *Les idéologies au Canada français*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1971-1981, 4 t.; et Philippe Boivin, *Le libéralisme du journal Le Soleil, 1896-1911*, mémoire de maîtrise (histoire), Québec, Université Laval, 2008.

¹⁵ Il faut cependant noter le travail de Christiane Campagna (*Le rôle de la presse selon les propriétaires et rédacteurs des journaux montréalais 1830-1880*, mémoire de maîtrise (histoire), Montréal, Université du Québec à Montréal, 1998), qui, sans aborder la structure même de la presse d'opinion, se distingue néanmoins des études essentiellement idéologiques par sa volonté de montrer les objectifs multiples que se sont fixés les propriétaires de journaux.

¹⁶ Sur le rôle de la publicité dans la presse d'information, voir Jean de Bonville, *La presse québécoise de 1884 à 1914 : genèse d'un média de masse*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1988; ou Sébastien Couvrette, *Un discours masculin sur la société : la publicité dans les quotidiens québécois des années 1920 aux années 1960*, thèse de doctorat (histoire), Montréal, Université du Québec à Montréal, 2009.

et ses lecteurs; quelles relations ont donc été établies entre Tardivel et les lecteurs de *La Vérité*? En comparant l'analyse plus approfondie du contenu du journal à celle de la volumineuse correspondance de Tardivel¹⁷, je compte mettre au jour la nature même du journal ainsi que les réseaux complexes qui l'alimentent¹⁸. Cette étude de cas permettra de mieux comprendre les moyens pris par les ultramontains de la fin du XIX^e siècle pour maintenir leur espace de discussion dans la cité. Elle mettra aussi en lumière les rouages internes d'un journal de combat publié alors que la transition de la presse d'opinion à la presse d'information est bien amorcée. À la fin du XIX^e siècle, la gestion d'un journal de combat n'est pas toujours chose aisée et l'exemple qui suit souligne la justesse de cette affirmation.

Les souvenirs du directeur

En 1903, Jules-Paul Tardivel, propriétaire, directeur et principal rédacteur de l'hebdomadaire ultramontain *La Vérité* depuis 1881, publie le troisième tome de ses *Mélanges ou Recueil d'études religieuses, sociales, politiques et littéraires*¹⁹. Il s'agit essentiellement d'une série d'articles qui ont paru dans le journal au cours des années 1883 et 1884, l'objectif étant ici de rappeler à ses fidèles lecteurs que les enjeux liés à la survie de l'Église et de la religion catholiques au Québec sont toujours aussi importants, même vingt ans après les faits²⁰. Outre un retour sur la pensée de Tardivel, l'intérêt de ce troisième tome repose aussi sur son introduction d'une cinquantaine de pages dans laquelle il brosse une « histoire sommaire de *La Vérité* ».

¹⁷ À ce jour, plus de 1200 lettres, reçues et envoyées par Tardivel, ont été saisies dans une base de données et une analyse exhaustive de leur contenu a été entamée.

¹⁸ Une étude semblable a été réalisée autour de l'entreprise du Bien public. Voir Maude Roux-Pratte, *Le Bien public, 1909-1978 : un journal, une maison d'édition, une imprimerie*, Québec, Éditions du Septentrion, 2013. L'auteure souligne comment les réseaux d'Albert Tessier, de Clément Marchand et de Raymond Douville ont été mis à contribution pour assurer le succès et la pérennité de l'entreprise.

¹⁹ Jules-Paul Tardivel, *Mélanges ou Recueil d'études religieuses, sociales, politiques et littéraires*, Québec, Imprimerie S. A. Demers, 1903.

²⁰ *Ibid.*, p. LXVII.

Tardivel y raconte les grandes lignes de l'histoire du journal²¹, mais, par moments, son texte ressemble aussi à une confession dans laquelle il livre ses états d'âme et ses fréquentes envies de tout laisser tomber, tellement le métier de journaliste catholique est difficile, ingrat et peu lucratif. Sans nommer qui que ce soit, le directeur évoque régulièrement le soutien moral et financier qu'il a reçu de ceux qu'il identifie toujours comme ses amis.

Plus particulièrement, Tardivel témoigne des difficultés financières rencontrées à la fin de l'année 1890 :

En 1890, la *Vérité* passa par une dernière crise matérielle, la plus forte de toutes, peut-être. À cette époque, l'honorable M. Mercier était au pouvoir, et il était tout-puissant. La *Vérité* l'avait appuyé en plus d'une circonstance, mais elle était restée absolument indépendante à son égard et blâmait ceux de ses actes qui paraissaient dignes de blâme. Cette indépendance déplut-elle à M. Mercier lui-même et résolut-il de créer des embarras à la *Vérité*? Je ne saurais l'affirmer. Toujours est-il que certains intrigants, qui tenaient de près au cabinet, réussirent à persuader MM. L. Drouin & Frère que leur commerce de librairie irait mieux, qu'ils recevraient de fortes commandes du gouvernement s'ils cessaient d'administrer la *Vérité* et même de lui donner l'hospitalité²².

Il importe de préciser ici que, depuis novembre 1881, le journal est administré par la firme L. Drouin & Frère, libraires et imprimeurs ayant pignon sur la rue Saint-Joseph dans le quartier Saint-Roch. Cette entreprise veille à imprimer et à expédier le journal et elle gère la vente d'annonces et la collecte des abonnements. Tardivel y loue un petit bureau. Il n'a donc pas à se soucier des tracas administratifs, et il consacre tout son temps à la rédaction du journal et à la correction des épreuves²³. La menace, qui aurait émané de cercles entourant le premier ministre Mercier, a été prise au sérieux et le lien d'affaires qui unissait Tardivel et les frères Drouin depuis neuf ans a été rompu.

²¹ *Ibid.*, p. v-LIX.

²² *Ibid.*, p. IX-X.

²³ *Ibid.*, p. VII.

Non seulement Tardivel doit désormais s'occuper seul de l'administration du journal, mais il doit aussi chercher une imprimerie et un autre local pour loger *La Vérité*. Étant, de son propre aveu, un piètre administrateur, il raconte la suite de l'aventure :

[...] je commençai par un faux pas. Dans l'espoir d'améliorer la situation du journal, [...] je voulus agrandir le champ de mes opérations en créant une imprimerie d'ouvrages de ville. Grâce à la générosité de quelques amis, à qui j'avais fait part de mon projet, je montai, à Saint-Roch, à des frais assez considérables, un atelier d'imprimerie générale.

Me voilà donc directeur, rédacteur en chef et administrateur du journal et, par surcroît, chef d'imprimerie.

C'était une folle entreprise. Heureusement saint Joseph qui a toujours été le véritable *homme d'affaires* de la *Vérité*, me fit comprendre, à temps, qu'à vouloir conduire deux besognes à la fois je les gâcherais inévitablement toutes deux. Il m'inspira l'idée de me faire petit, au lieu de vouloir me faire grand. J'abandonnai donc, le plus tôt possible, mais non sans d'assez lourdes pertes, ma téméraire entreprise d'agrandissement qui eût fini par m'entraîner à la ruine complète : et je résolus de m'occuper à l'avenir exclusivement du journal. Je transportai bureaux et ateliers à la maison que, grâce à la générosité d'autres amis, je venais d'acquérir sur les hauteurs de Ste-Foye, près de la ville. J'installai la *Vérité* dans la cave et en fit une œuvre domestique, très modeste, mais solide²⁴.

Si le récit de cette aventure publié dans le bref historique du journal est plutôt laconique et se résume à quelques paragraphes, la correspondance entre Tardivel et ceux qu'il nomme ses amis montrent que la situation fut plus complexe et que les enjeux étaient, aux yeux de Tardivel, liés autant à la direction du journal qu'à sa survie. Comment sauver un journal de combat du naufrage ? Un tel journal

²⁴ *Ibid.*, p. x-xi.

peut-il être dirigé par plusieurs têtes? L'article qui suit présente cet épisode de l'histoire administrative de *La Vérité*.

Des débuts difficiles

Rappelons que Jules-Paul Tardivel fonde *La Vérité* en juillet 1881 non seulement pour dire toute la vérité, mais aussi pour combattre l'erreur, peu importe sa provenance²⁵. Dans son programme, il affirme qu'il n'adhérera à aucun parti afin de maintenir sa liberté et son impartialité. Il ne s'attaquera pas aux hommes, mais aux idées. Il ne prétend toutefois pas usurper la place des évêques, puisqu'il ne souhaite pas s'élever au-dessus du rang que sa position de laïc lui impose. Il affirme que plusieurs écrivains « de talents » ont déjà signifié leur intérêt pour son journal et qu'ils feront partie des collaborateurs réguliers, mais lui seul en assurera l'entière direction²⁶.

Très au fait des difficultés financières vécues par de nombreux journaux parce que plusieurs lecteurs négligent le paiement de leur abonnement, Tardivel aborde ainsi cette épineuse question :

Comme nous voulons que notre journal vive et prospère, nous avons pris la ferme résolution d'exiger que tous les abonnements soient payés d'avance. [...] Que ceux qui ne nous croient pas, [*sic*] essaient d'obtenir le journal sans payer l'abonnement d'avance! Le système que suivent les journaux en ce pays est ruineux. Pour notre part, nous sommes décidés à en finir avec la routine. Nous aimons mieux dix abonnés qui paient d'avance, que cinquante qui ne paient que lorsqu'on les tire par l'oreille. [...] tout homme qui a le moyen de payer la somme de \$ 1.50 [alors le coût d'un abonnement d'un an] dans le cours de l'année, peut trouver ce montant à un moment donné. Ainsi, encore une fois, payable d'avance sans aucune exception²⁷.

²⁵ L'expression « combattre l'erreur » a été fréquemment utilisée pour désigner la dénonciation de tout ce qui dérogeait à l'orthodoxie catholique.

²⁶ *La Vérité*, 14 juillet 1881, p. 1.

²⁷ *Ibid.*

Malheureusement pour Tardivel, il a beau vouloir « en finir avec la routine », il doit rapidement faire face au même problème que la plupart de ses concurrents : les abonnés négligent de payer leur dû et les soucis financiers commencent à hanter le directeur du journal. Tardivel, marié et père de cinq enfants, réussit difficilement à vivre décemment de cette unique plume. Il se plaint d'ailleurs régulièrement de cette situation pour le moins inconfortable. Afin de combler le manque à gagner, il accepte des contrats de traduction²⁸ – il traduit notamment le roman de Robert Louis Stevenson *The Strange Case of Dr Jekyll and Mr Hyde*²⁹ – et il devient même, durant quelques années, chroniqueur parlementaire à la pige pour le journal *L'Étendard* de Montréal.

Tardivel et *La Vérité* bénéficient aussi du soutien des « amis ». L'abondante correspondance du directeur témoigne de fréquents épisodes de découragement durant lesquels il songe sérieusement à tout abandonner. Par exemple, en novembre 1889, Tardivel se plaint à son ami Georges-Allan Bourgeois de l'incompréhension dont fait preuve son mentor, le père Joseph Grenier :

Le bon Père n'ayant jamais eu les soucis d'élever une famille ne peut pas se rendre compte de la situation d'un père de cinq enfants qu'il faut nourrir, vêtir et instruire à même un journal qui n'a jamais donné à son propriétaire et rédacteur en chef, après huit années d'un travail opiniâtre, plus de \$ 15 par semaine, [...]. Il me dit que je suis tenté par le démon du découragement. Je veux bien le croire; mais enfin, il me semble que mon premier devoir est de chercher un moyen de gagner la vie de ma famille³⁰.

Invariablement, chaque fois qu'il exprime de tels sentiments, les amis lui rappellent l'importance de poursuivre sa mission en dépit

²⁸ Journal de Jules-Paul Tardivel, vol. 2 (1884-1886), Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre d'archives de Québec (ci-après BAnQ-Q), Fonds Jules-Paul Tardivel, P683.

²⁹ Savard, « Jules-Paul Tardivel ».

³⁰ Lettre de Jules-Paul Tardivel à Georges-Allan Bourgeois, 29 novembre 1889, BAnQ-Q, Fonds Jules-Paul Tardivel, MSS225.

des sacrifices exigés et ils l'assurent de leur soutien³¹. Outre ces paroles d'encouragement, ce soutien se traduit généralement par d'importants dons en argent. Le journal n'étant pas rentable, à maintes reprises des campagnes de souscription sont lancées pour en assurer la survie. Mais les amis, parmi lesquels on compte plusieurs médecins et avocats résidant autant à Montréal et à Trois-Rivières qu'à Québec³², vont plus loin que de simplement maintenir le journal à flot : en 1888, ils offrent au journaliste un voyage de sept mois en Europe, afin qu'il puisse rencontrer les plus grands penseurs catholiques³³, voyage dont il fera profiter ses lecteurs en faisant parvenir chaque semaine au journal ses impressions de voyage³⁴. De plus, en 1890, alors que les frères Drouin annoncent qu'ils doivent laisser tomber *La Vérité*, une autre campagne de souscription est déjà en cours, campagne dont l'objectif est, cette fois-ci, de permettre à Tardivel d'acheter la maison du chemin Sainte-Foy qu'il occupe avec sa famille.

À la recherche d'une solution

En juillet 1890, la nouvelle du désengagement de Drouin & Frère à l'endroit de *La Vérité* a donc l'effet d'une petite bombe. Il faut rapidement trouver une solution. Le processus de consultation est enclenché. La première réaction de Tardivel est plutôt sereine : dans une lettre au D^r Louis-Édouard Desjardins³⁵, un ami de Montréal,

³¹ Lettre de Georges-Allan Bourgeois à Jules-Paul Tardivel, 2 janvier 1888, Archives des Jésuites au Canada (AJC), Fonds Jules-Paul Tardivel, BO-170-2, 1.

³² Les noms rencontrés le plus fréquemment dans la correspondance de Tardivel sont Georges-Allan Bourgeois de Trois-Rivières, Louis-Édouard Desjardins, Philippe Landry et Gustave Lamothe de Montréal, les D^{rs} Boulet, Garneau et Sanson de Québec, sans oublier le père Joseph Grenier, s.j.

³³ « Départ pour l'Europe », *La Vérité*, 8 septembre 1888, p. 58.

³⁴ Ces notes seront publiées chaque semaine dans le journal et elles seront reprises dans un ouvrage, *Notes de voyage en France, Italie, Espagne, Irlande, Angleterre, Belgique et Hollande*, Montréal, Eusèbe Sénécal & fils, 1890.

³⁵ Louis-Édouard Desjardins (1837-1919). Médecin, il est un des pionniers de l'ophtalmologie au Québec. Il prendra position en faveur de l'École de médecine et de chirurgie de Montréal contre les volontés assimilatrices de l'Université Laval. Les rencontres et les échanges de lettres sont fréquents entre les deux hommes.

il estime que la situation n'est pas critique et que de ce contretemps pourrait émerger quelque chose de bien : « je suis convaincu que c'est un désagrément momentané pour un bien considérable. » « Il serait assez facile de profiter de cette circonstance imprévue pour mettre *La Vérité* sur un pied plus solide et plus satisfaisant. » Il suggère alors de créer une société par actions qui deviendrait propriétaire du journal et qui pourrait embaucher un gestionnaire pour occuper la fonction de gérant administratif. Il prend l'exemple de *L'Univers*, journal ultramontain parisien fondé par Louis Veuillot, qui fonctionne de cette manière et qui s'en tire très bien. Évidemment, pour Tardivel, il n'est pas question de laisser cette propriété entre les mains de n'importe qui. Les actions de la société ne seraient pas offertes à des « gens quelconques », mais à des amis, à des gens sûrs. Aucun homme politique, qu'il soit bleu ou rouge, ne serait admis dans la société : le journal doit demeurer indépendant, et ses propriétaires doivent l'être aussi. Il est conscient que les profits ne seraient pas immédiatement au rendez-vous, mais il estime que le projet est réaliste³⁶.

Tardivel soumet aussi, en même temps, cette solution au père Joseph Grenier, un jésuite qui est à la fois son mentor, son confident et son conseiller, mais qui se révèle aussi ce « saint Joseph » qui aurait toujours été « le véritable homme d'affaires de *La Vérité* », comme le mentionne Tardivel dans son histoire du journal. Dans une lettre adressée au jésuite, qui est alors en mission au Sault-Sainte-Marie, il présente son projet de société par actions et insiste sur le fait qu'il s'agit de la seule solution qui lui permette de se consacrer uniquement à la rédaction du journal en le libérant du poids de l'administration et que, de surcroît, cette solution pourrait devenir une occasion de développement. « Il serait possible, dit-il, avec une administration soignée et bien surveillée, et en augmentant un peu le matériel du journal afin de pouvoir faire quelques impressions, de trouver dans

³⁶ Lettre de Jules-Paul Tardivel à Louis-Édouard Desjardins, 23 juillet 1890, BAnQ-Q, Fonds Jules-Paul Tardivel, MSS225.

le journal de quoi payer les dépenses et de donner au rédacteur un salaire convenable³⁷. »

Gustave Lamothe, avocat montréalais et administrateur du journal *L'Étendard*, est aussi consulté. Tardivel le connaît de longue date et il a confiance en son jugement, notamment parce qu'il est en voie de tirer le quotidien ultramontain d'une situation difficile à la suite du décès du sénateur François-Xavier-Anselme Trudel, fondateur et propriétaire de *L'Étendard*³⁸. Tardivel expose donc son projet à l'avocat et il lui demande de le conseiller sur les procédures à suivre, en lui fournissant quelques chiffres sur la situation financière de *La Vérité*. Le journal n'est pas très endetté et surtout, si les 1500 abonnés payent leur dû (un abonnement coûte alors deux dollars par année) et qu'on ajoute les revenus d'annonces et de travaux d'impression de 500 \$, il serait possible, alors que les dépenses (papier, typographes et administration) s'élèvent à environ 2150 \$, de dégager un surplus de 1350 \$ par année, ce qui serait nettement suffisant pour payer un loyer acceptable et un salaire décent au rédacteur³⁹.

Selon Tardivel, cette solution nécessiterait toutefois des investissements importants dans l'imprimerie et une surveillance beaucoup plus étroite de l'administration, en assurant plus particulièrement un meilleur suivi du paiement des abonnements. L'option de la société par actions est la seule possible puisqu'elle offrirait aux amis de Tardivel qui l'ont fréquemment aidé à assurer la survie du journal une participation à d'éventuels profits. Comme Tardivel ne veut plus quémander, cette solution lui garantirait une certaine autonomie financière :

Je cherche surtout, en favorisant cette compagnie, à être déchargé de toute responsabilité vis-à-vis des amis qui m'ont aidé par le

³⁷ Lettre de Jules-Paul Tardivel au père Joseph Grenier, 24 juillet 1890, BAnQ-Q, Fonds Jules-Paul Tardivel, MSS225.

³⁸ Tardivel ayant été sollicité pour prendre la relève de Trudel à Montréal et ayant décliné l'invitation, Lamothe a en effet réussi à réorganiser le journal en collaborant étroitement avec le fils du sénateur.

³⁹ Lettre de Jules-Paul Tardivel à Gustave Lamothe, 25 juillet 1890, BAnQ-Q, Fonds Jules-Paul Tardivel, MSS225.

passé à maintenir le journal. Je crois avoir fait un bon usage de l'aide reçue, mais la situation sera plus satisfaisante pour tout le monde, lorsque ceux qui soutiennent le journal auront leur part légitime dans sa direction⁴⁰.

Tardivel consulte ainsi plusieurs amis ; il cherche des conseils et des appuis. Il suggère au père Grenier de prendre une partie de l'argent destiné à l'achat de sa maison de Sainte-Foy pour relancer le journal. Toujours animé d'un esprit de sacrifice, Tardivel poursuit en affirmant qu'à ses yeux, l'achat de cette maison, qui ne profiterait qu'à lui et à sa famille, est moins urgent que la survie du journal⁴¹. Dans une lettre au D^r Louis-Édouard Desjardins, il précise que Grenier n'est pas d'accord avec cette proposition. Le jésuite aurait demandé à Tardivel de ne pas s'engager prématurément dans le processus de création d'une société par actions. Il faudrait, selon lui, attendre que la souscription lancée en faveur de l'achat de sa maison soit terminée⁴². Tardivel sonde le terrain auprès de Desjardins : que doit-il favoriser, le journal ou lui-même ? Il ose croire qu'il serait possible de mener les deux campagnes de front.

Toutefois, seules deux options lui paraissent plausibles : donner un nouvel élan au journal en créant cette société qui lui permettrait de grossir les installations et de diversifier l'offre de services afin de générer plus de revenus, ou en suspendre définitivement la publication. Ce n'est pas de gaieté de cœur qu'il en arrive à ce constat. Ne souhaitant pas vraiment mettre fin aux activités du journal, et contre l'avis du père Grenier, Tardivel lance donc le processus de création d'une société d'actionnaires. Le 9 septembre, il écrit au D^r Desjardins :

Si nous voulons que *La Vérité* se maintienne, il faut absolument agrandir un peu le cadre de ses opérations, établir un atelier

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ Lettre de Jules-Paul Tardivel au père Joseph Grenier, 30 juillet 1890, BANQ-Q, Fonds Jules-Paul Tardivel, MSS225.

⁴² Lettre de Jules-Paul Tardivel à Louis-Édouard Desjardins, 20 août 1890, BANQ-Q, Fonds Jules-Paul Tardivel, MSS225.

d'impressions qui aide le journal à vivre. Or cet atelier ne peut s'établir sans un capital additionnel de 1 500 \$ à 2 000 \$ et je ne l'ai pas. Si je l'avais, je l'y risquerais, car dans les affaires de journalisme, une seule tête vaut mieux que plusieurs, c'est incontestable⁴³.

Il aimerait demeurer le seul maître à bord et ne pas avoir à quémander encore une fois des fonds supplémentaires, mais la situation très précaire dans laquelle il se trouve l'oblige à envisager ce nouvel arrangement.

Les échanges de lettres sont nombreux : plusieurs correspondants émettent des réserves à propos du projet de société d'actionnaires. Tardivel lance donc cette menace : « Si l'on ne peut pas mettre la *Vérité* sur un meilleur pied, je vais la laisser tomber. » Cette menace est répétée plusieurs fois : si aucune solution n'est trouvée, le journal cessera de paraître le 31 octobre, date d'expiration du contrat des typographes et de l'entente avec les frères Drouin⁴⁴. Tardivel demande même à son grand ami, le D^r Georges-Allan Bourgeois, inspecteur des postes à Trois-Rivières, de l'aider à se trouver un nouvel emploi. Bourgeois s'empresse de lui offrir son « concours » même s'il estime que, Tardivel n'étant certainement pas prêt à accepter un emploi pour l'un ou l'autre gouvernement, la démarche ne sera pas facile⁴⁵.

Pourtant, malgré toutes ces incertitudes, Tardivel va de l'avant. En effet, dès le 13 septembre, une offre d'emploi pour un apprenti typographe paraît dans le journal⁴⁶ et à la fin de septembre, *La Vérité* annonce que ses nouveaux ateliers pourront très bientôt réaliser « toutes sortes d'impressions »⁴⁷. Durant tout le mois d'octobre, les lecteurs sont avisés que les bureaux du journal déménageront bientôt

⁴³ Lettre de Jules-Paul Tardivel à Louis-Édouard Desjardins, 9 septembre 1890, BANQ-Q, Fonds Jules-Paul Tardivel, MSS225.

⁴⁴ Lettre de Jules-Paul Tardivel au père Joseph Grenier, 25 septembre 1890, BANQ-Q, Fonds Jules-Paul Tardivel, MSS225.

⁴⁵ Lettre de Georges-Allan Bourgeois à Jules-Paul Tardivel, 1^{er} octobre 1890, AJC, Fonds Jules-Paul Tardivel, BO-170-2, 1.

⁴⁶ *La Vérité*, 13 septembre 1890, p. 62.

⁴⁷ *La Vérité*, 27 septembre 1890, p. 80.

et qu'on y offrira désormais des services d'imprimerie générale. On demande aux lecteurs de confier des mandats et de réserver l'impression de leurs ouvrages pour la nouvelle imprimerie, mais surtout, en ces temps difficiles, on leur demande de payer leur abonnement. Cette annonce sera publiée toutes les semaines et on insistera beaucoup sur le besoin pressant d'argent.

Ainsi, pendant que dans les pages de *La Vérité* on affiche un certain optimisme en annonçant le déménagement prochain du journal et de nouvelles activités commerciales, une part de pessimisme anime les échanges entre Tardivel et ses proches. Même s'il poursuit ses démarches en vue d'acquérir l'équipement nécessaire et sollicite ses connaissances pour obtenir des contrats d'impression – il communique notamment avec le curé David Gosselin, responsable de la publication de *La Semaine religieuse de Québec* pour lui demander de confier l'impression de l'hebdomadaire à ses ateliers⁴⁸ –, le financement de la nouvelle société ne progresse pas très rapidement. Pire encore, Tardivel perçoit une certaine indifférence de la part des abonnés. En effet, plutôt que d'encourager les abonnés à régler leurs dettes envers le journal, les rappels lancés dans le journal incitent plusieurs d'entre eux à mettre fin à leur abonnement. Le 8 octobre, Tardivel se confie au père Grenier :

N'y a-t-il pas lieu d'examiner sérieusement s'il n'y a pas, dans cette indifférence si générale, si persistante, qui augmente toujours, au lieu de diminuer, un signe, que pour une raison ou pour une autre, le bon Dieu ne veut pas que l'œuvre continue. Je n'ai pas le moindre doute sur l'excellence de la cause que la *Vérité* défend ; mais il peut entrer dans les desseins de la Providence que cette cause ne soit pas défendue ou ne le soit pas par moi⁴⁹.

⁴⁸ Lettre de Jules-Paul Tardivel au curé David Gosselin, 15 octobre 1890, BAnQ-Q, Fonds Jules-Paul Tardivel, MSS225.

⁴⁹ Lettre de Jules-Paul Tardivel au père Joseph Grenier, 8 octobre 1890, BAnQ-Q, Fonds Jules-Paul Tardivel, MSS225.

Les desseins de la Providence n'ont peut-être pas été exprimés assez clairement puisque Tardivel poursuit ses démarches et, le 12 octobre, il annonce au père Grenier et au D^r Desjardins qu'il a trouvé un local et qu'il prépare son déménagement pour le début de novembre. Il précise qu'il a toujours besoin de soutien et il espère que ses amis trouveront les moyens pour l'aider à redresser le journal et sa propre situation financière. En effet, Tardivel aura besoin de 2500 \$ supplémentaires pour faire fonctionner le journal et nourrir sa famille. Des sommes d'argent lui ont déjà été remises, mais elles sont nettement insuffisantes pour couvrir les frais engagés pour l'achat d'une presse et des caractères nécessaires aux différents travaux de ville⁵⁰.

Malgré les multiples précautions qu'il compte prendre pour « faire un choix éclairé » des actionnaires initiaux, Tardivel s'inquiète toujours du risque que les actions d'une éventuelle société puissent tomber entre des mains indésirables, voire ennemies, que ce soit par leur vente ou simplement par leur cession. Il semble difficile d'avoir l'assurance qu'une telle éventualité ne survienne pas. Devant l'hésitation de ses proches à s'engager dans le projet de société par actions, Tardivel lance une perche en proposant une nouvelle solution, mitoyenne : entre la souscription à « fonds perdus » qui lui permettrait de demeurer seul maître à bord et la société d'actionnaires face auxquels il lui faudrait rendre régulièrement des comptes et même se plier à certaines exigences, il serait possible de créer une sorte de société d'amis. Il conserverait le contrôle absolu et exclusif du journal, mais il s'engagerait à soumettre annuellement à ceux qui auraient fourni le capital nécessaire à la réorganisation de *La Vérité*, un état détaillé des affaires du journal. Si, après s'être payé un salaire raisonnable estimé à 1200 \$ par année, il restait des profits, ils seraient distribués sous forme de bonus aux contributeurs. De plus, si les affaires du journal reprenaient un réel élan, Tardivel pourrait rembourser entièrement la mise de fonds des investisseurs, se libérant ainsi de

⁵⁰ Lettres de Jules-Paul Tardivel au père Joseph Grenier et à Louis-Édouard Desjardins, 12 octobre 1890, BAnQ-Q, Fonds Jules-Paul Tardivel, MSS225.

toute obligation envers eux⁵¹. Cette proposition montre à quel point le directeur de *La Vérité* cherche désespérément une solution, mais aussi comme il est frileux à l'idée de devoir partager le contrôle du journal avec d'autres, même s'il s'agit d'amis sûrs.

Tardivel tentera même sa chance auprès d'Eusèbe Sénécal, l'imprimeur montréalais avec lequel il a fait affaire pour la publication de ses *Notes de voyage*. Il lui propose de prendre en charge l'administration et l'impression du journal, un peu comme le faisaient les frères Drouin. Sa lettre détaille les conditions d'un éventuel contrat de plusieurs années⁵². La réponse de Sénécal n'a pas été conservée dans les archives, mais manifestement cette demande n'a pas été reçue favorablement, et aucun des deux hommes ne semble y avoir donné suite.

La proposition, entre « l'action et le don », ne recevant pas l'assentiment des principaux intéressés, et même si une solution définitive n'est pas encore trouvée, Tardivel poursuit l'organisation de la nouvelle imprimerie. Le journal annonce finalement son déménagement à la fin de novembre. On précise alors que les installations sont prêtes et que l'imprimerie possède un bel assortiment de caractères « très complet et dans les derniers goûts » et qu'on peut rapidement livrer aux curés les cahiers nécessaires au recensement de leur paroisse à bon prix. On rappelle toujours l'importance de payer son abonnement⁵³.

Confiné au Sault-Sainte-Marie où il est en mission, le père Grenier suit de loin les mésaventures de son protégé. Rappelons qu'il n'approuve pas le projet de société par actions, et il le met en garde : plusieurs souscripteurs ont signifié leur refus de modifier les objectifs de leur contribution, ils pourraient retirer leur don si cet argent n'était

⁵¹ Lettre de Jules-Paul Tardivel à Louis-Édouard Desjardins, 17 octobre 1890, BAnQ-Q, Fonds Jules-Paul Tardivel, MSS225 ; Lettre de Jules-Paul Tardivel au père Joseph Grenier, 18 octobre 1890.

⁵² Lettre de Jules-Paul Tardivel à Eusèbe Sénécal, 28 décembre 1890, BAnQ-Q, Fonds Jules-Paul Tardivel, MSS225.

⁵³ *La Vérité*, 29 novembre 1890, p. 150-151.

pas destiné à l'achat de la maison⁵⁴. Les affaires s'annoncent très mauvaises pour *La Vérité* et la nouvelle imprimerie. Tardivel avoue avoir agi avec imprudence en investissant trop rapidement dans un grand atelier d'imprimerie, et il est découragé. Les appuis se font plus rares, il craint que ses amis ne l'abandonnent. Il a des difficultés à faire face à ses obligations et il n'arrive toujours pas à se payer un salaire. Il avoue au père Grenier avoir commis une erreur en ne suspendant pas la publication du journal ; il est conscient de ses piètres qualités de gestionnaire, mais il demeure convaincu de la validité de sa proposition de créer une société d'actionnaires :

Décidément je ne suis pas fait pour être à la tête d'une entreprise comme celle que j'ai sur les bras. Je ne suis pas homme d'affaires le moins du monde. À [vouloir] conduire les affaires matérielles du journal et de l'imprimerie, je vais ruiner ma santé et échouer misérablement, j'en ai peur. Si on avait pu ou voulu accepter mon projet de former une société qui m'eût déchargé de toute responsabilité financière, c'eût été infiniment mieux⁵⁵.

La domestication du journal

Jusqu'à la fin de l'année 1890, quelques amis et lecteurs fidèles à la cause s'affairent à ramasser des fonds, mais les sommes sont insuffisantes⁵⁶. La concurrence étant vive sur le marché québécois des travaux de ville, les commandes d'impression ne sont pas au rendez-vous. Le journal souffre énormément de la situation parce que, trop occupé par la gestion de l'imprimerie, le rédacteur ne peut se consacrer entièrement aux choses essentielles à son métier : il ne peut se tenir au courant du « mouvement des esprits dans le monde

⁵⁴ Lettre de Jules-Paul Tardivel à Georges-Allan Bourgeois, 23 novembre 1890, BAnQ-Q, Fonds Jules-Paul Tardivel, MSS225.

⁵⁵ Lettre de Jules-Paul Tardivel au père Joseph Grenier, 6 décembre 1890, BAnQ-Q, Fonds Jules-Paul Tardivel, MSS225.

⁵⁶ La correspondance de Tardivel compte plusieurs dizaines de lettres dans lesquelles le journaliste remercie des lecteurs de leur contribution pécuniaire. Les sommes reçues oscillent entre 5 \$ et 100 \$.

civilisé, des événements des deux hémisphères ». La situation est presque catastrophique. Le directeur de *La Vérité* sent même le besoin de s'excuser auprès de ses lecteurs :

Nous comptions bien rencontrer des difficultés dans nos travaux de déménagement et d'installation ; car l'expérience était là pour nous avertir de ne point nous attendre au succès, même relatif. [...] Mais, franchement, depuis quelques semaines les déceptions et les obstacles se multiplient au-delà de nos prévisions. [...] Nous osons donc espérer que nos lecteurs voudront bien se montrer indulgents. De notre côté, nous ferons toute la diligence possible et n'épargnerons aucun effort pour mettre notre journal en état de poursuivre sa mission⁵⁷.

Puis, soudainement, Tardivel envisage l'avenir de *La Vérité* autrement. Il écrit au père Grenier en janvier 1891 : « Le bon Dieu, voyant, je suppose, que la leçon était suffisante, m'envoie une de ces idées nettes et claires qu'illuminent [*sic*] l'esprit subitement. Au lieu de vouloir faire grand dans l'espoir d'augmenter les recettes du journal, je vais faire petit afin d'en réduire les dépenses. » Il veut désormais installer son atelier dans sa maison du chemin Sainte-Foy. Il pourra ainsi réduire son personnel au minimum en ne conservant qu'un compagnon typographe et un apprenti. De plus, ayant reçu l'approbation de son épouse, il compte impliquer ses filles dans les affaires courantes du journal en leur demandant de s'occuper de la préparation des exemplaires, des envois postaux et de la gestion des listes d'abonnés. De cette manière, il estime que les dépenses n'excéderont pas 20 \$ par semaine, soit environ 1000 \$ par année. Avec la possibilité, plus réaliste, de conserver 1000 abonnés à deux dollars par année, il réussira ainsi à faire vivre le journal et sa famille⁵⁸. Il confesse au père Grenier sa sottise et son erreur et il fait preuve d'humilité en avouant que

⁵⁷ « À nos lecteurs », *La Vérité*, 10 janvier 1891, p. 1.

⁵⁸ Il est à noter que dans l'historique publié dans le troisième tome des *Mélanges*, Tardivel laisse entendre que l'idée lui aurait été inspirée par « saint Joseph », alors que la correspondance montre bien que Tardivel a trouvé lui-même la solution et la présente au père Grenier.

« [p]our réaliser ce projet avec avantage, il faut que j'achète la propriété où je suis car je ne veux pas être dérangé au bout d'un an. C'est ainsi que, après vous avoir fait des reproches parce que vous ne vouliez pas lâcher votre plan, nous y sommes forcément ramenés⁵⁹ ». Le 17 janvier 1891, *La Vérité* publie une annonce : une presse à cylindre et un couteau « tout neuf » pour couper le papier sont à vendre.

Le projet de société par actions est donc définitivement abandonné – il était de toute manière voué à l'échec – et Tardivel devient, grâce à la campagne de souscription lancée en sa faveur, propriétaire de la maison du chemin Sainte-Foy. Le 7 février 1891, la une de *La Vérité* annonce la nouvelle installation. Avec une franchise étonnante, Tardivel explique à ses lecteurs que la nouvelle imprimerie générale ne lui causait que des embarras et que les économies réalisées lui permettront de « joindre les deux bouts » et de s'« occuper sérieusement de la rédaction du journal ». Tout devrait rentrer dans l'ordre dans un mois et les « lecteurs n'auront qu'à se féliciter du changement⁶⁰ ». Une telle manière d'exposer une situation difficile souligne le caractère plus « familial », voire plus intime de ce journal de combat. Tardivel ne s'adresse pas à une masse anonyme, mais comme au sein d'une grande famille unie, il partage ses craintes, ses erreurs et ses espoirs avec ses lecteurs.

Conclusion

Cet épisode de l'histoire de *La Vérité* est éclairant à plusieurs égards : d'une part, il constitue un bon exemple de l'activisme du réseau ultramontain quand survient un événement pouvant nuire à la cause⁶¹. Dès que Tardivel annonce que les frères Drouin mettront fin à leur entente, les ultramontains, qui comptent sur lui pour être leur

⁵⁹ Lettre de Jules-Paul Tardivel au père Joseph Grenier, 16 janvier 1891, BAnQ-Q, Fonds Jules-Paul Tardivel, MSS225.

⁶⁰ *La Vérité*, 7 février 1891, p. 1.

⁶¹ La recherche que j'effectue actuellement sur Tardivel et le journal *La Vérité* permettra de définir avec plus de précision les contours exacts de ce réseau.

porte-parole, s'animent et cherchent une manière de permettre à *La Vérité* de poursuivre sa mission. Ils ne sont pas tous d'accord sur la solution à apporter, mais tous s'entendent pour dire qu'il ne faut pas que *La Vérité* disparaisse : elle est leur voix. Certains délient considérablement les cordons de leur bourse, notamment le Dr Louis-Édouard Desjardins qui versera plusieurs centaines de dollars pour soutenir le journal, d'autres évoquent même la possibilité de déménager Tardivel, sa famille et son journal à Montréal si cela peut en assurer la survie.

D'autre part, cet épisode est aussi significatif pour comprendre le rôle du directeur dans une entreprise de presse comme un journal de combat. Tardivel est le pilier central de ce journal. Même s'il a besoin d'appuis, financiers et moraux, il est très réticent à partager la direction de l'hebdomadaire. À maintes reprises, il affirme que *La Vérité* ne peut pas être dirigée par plusieurs têtes. Bien que la société par actions apparaisse comme une solution raisonnable, Tardivel lui-même la remet fréquemment en question en évoquant le risque d'une perte de pouvoir. Malgré ses fréquentes périodes de découragement, alors qu'il pense à tout abandonner et qu'il aurait peut-être besoin d'aide, il tient *mordicus* à assumer seul la direction et pratiquement toute la rédaction du journal. Ce journal est son journal, et après six mois de tergiversations, sa domestication⁶² lui permet d'en demeurer le seul maître.

Abnégation ou entêtement? Peut-être un peu des deux, mais Tardivel croit à la cause qu'il défend tout autant qu'il tient à son indépendance. Il compte néanmoins sur son réseau pour le soutenir au besoin et le nourrir en informations diverses. Ainsi, afin d'enrichir sa réflexion, il discute abondamment des sujets jugés délicats avec ses correspondants, et ces discussions sont, par la suite, transposées

⁶² Tardivel lui-même utilise le terme « domestication » pour indiquer son choix de transférer les activités du journal – administration, rédaction et impression – dans son domicile familial.

dans le journal⁶³. L'analyse croisée de la correspondance et du journal révélera ce réseau complexe de relations déjà évoqué par Pierre Savard⁶⁴, mais jamais dessiné avec précision. Une chose est certaine, à la suite de cet épisode, la question de l'administration du journal ne se posera plus jamais de manière aussi aiguë et Tardivel, en ayant réduit l'ampleur de ses activités, pourra maintenir son œuvre à flot. Il demeure le seul maître à bord jusqu'à son décès en 1905, en dépit des épisodes plus difficiles qui continueront à jalonner son parcours professionnel.

⁶³ Une première analyse de cette correspondance a paru dans Marquis, « Monsieur le rédacteur... » ou quand les lecteurs de *La Vérité* prennent la plume ».

⁶⁴ Pierre Savard affirme, dans la notice du *Dictionnaire biographique du Canada*, que « Tardivel n'a rien d'un isolé qui n'écoute que lui-même » et qu'il a su bien s'entourer (Savard, « Jules-Paul Tardivel »).



Gaétan Gervais : témoin et agent d'une mutation référentielle en Ontario français¹

François-Olivier Dorais
Département d'histoire
Université de Montréal

Résumé

Cet article propose une analyse des dimensions intellectuelle et historique de l'œuvre de Gaétan Gervais, professeur d'histoire à l'Université Laurentienne de 1972 à 2008, dans son rapport avec le processus de recomposition des cadres de référence identitaire en Ontario français depuis la fin des années 1960 jusqu'à nos jours. En revisitant certains segments de son itinéraire intellectuel et professionnel, l'étude fait apparaître l'historien comme l'une des principales figures énonciatrices d'une représentation identitaire axée sur une continuité référentielle avec le Canada français, porteuse d'une ambition autonomiste. Suivant l'examen de son positionnement épistémologique, l'analyse présente, en dernière instance, quelques pistes de réflexion autour des enjeux liés à la pratique de l'histoire dans les milieux minoritaires.

¹ Le sujet de cet article a d'abord fait l'objet d'une thèse de maîtrise, soutenue à l'Université d'Ottawa en décembre 2012. Nous tenons à remercier tout particulièrement Michel Bock, notre directeur, de même que nos examinateurs, E.-Martin Meunier et Yves Frenette ainsi que les évaluateurs anonymes de la revue *Mens* pour leurs précieux conseils et commentaires autant sur la forme que sur le fond du texte. Nos remerciements vont également au Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) ainsi qu'au Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC) pour leur soutien financier.

Abstract

This article proposes an analysis of the historical and intellectual dimensions of Gaétan Gervais's contribution to the re-composition of Franco-Ontarian identity between the 1960s and today. By revisiting different episodes of the life of the man who was history professor at Laurentian University between 1972 and 2008, this article shows that the historian was one of the main architects of a frame of representation that created a sense of continuity between French-Canadian and French-Ontarian identities. This new framework also included an autonomist ambition at the institutional and referential levels. In examining his epistemological position, this analysis presents, in closing, a few thoughts on the practice of history and the role of historians within minority communities.

Pour peu que l'on s'intéresse à l'évolution récente de l'Ontario français, Gaétan Gervais apparaît comme une figure incontournable. Historien, intellectuel, conférencier, maître à penser, professeur et homme d'action, il est à la fois le témoin et l'agent des multiples transformations vécues par la collectivité franco-ontarienne au cours des dernières décennies. Parmi celles-ci, l'éclatement de la « référence² » canadienne-française, comme principe structurant le

² La notion de « référence » est empruntée ici à Fernand Dumont. Elle correspond au processus par lequel des individus intègrent dans leurs comportements, dans leurs discours, une identité qu'ils ont le sentiment de partager avec d'autres. Elle se situe sur le plan des « imaginaires collectifs » et désigne ce qui meuble la conscience de former une communauté (nationale ou autre), en regroupant l'idée d'une mémoire commune et d'une expérience historique partagée. La « référence » chez Dumont est de l'ordre de la culture seconde, c'est-à-dire qu'elle se constitue comme *horizon*, dans une mise à distance de la culture première qui est celle du quotidien et du monde empirique. Pour l'application de ce concept dans le contexte des francophonies minoritaires, voir Michel Bock, « De la solidarité canadienne-française à l'éclatement des références : la mutation des identités québécoise et franco-ontarienne », dans Jean-François Savard et Alexandre Brassard (dir.), *Les relations Québec-Ontario : un destin partagé?*, Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 2011, p. 83-106 ; Stéphane Savard, « Une référence franco-ontarienne en mutation : émergence de nouvelles composantes identitaires franco-ontariennes

sentiment d'identité et l'organisation de la vie sociale, est sans doute la plus significative. Cette mutation découle, pour l'essentiel, de l'accélération des phénomènes conjugués d'urbanisation et d'industrialisation après la Seconde Guerre, du déclin de l'Église comme institution d'encadrement social et politique, de l'émergence de l'État-providence, de la Révolution tranquille et de la montée du mouvement souverainiste au Québec. Par suite de ces transformations, la communauté française de l'Ontario est amenée à redéfinir les formes de son inscription dans l'espace social, institutionnel et identitaire. De fait, à compter des années 1970, ces nouvelles exigences donnent lieu à la formation d'un nouvel espace intellectuel franco-ontarien, soutenu par un réseau institutionnel en expansion, à l'intérieur duquel la condition de minoritaire peut être interrogée, puis débattue. Les nouveaux discours sur la communauté d'appartenance qui s'y forment – émanant principalement d'une communauté savante, enseignante, artistique, journalistique et associative, surtout laïque – viennent alors formuler autant de points de vue sur le type de société franco-ontarienne qu'il convient de conserver ou de bâtir.

Jusqu'à tout récemment, peu de chercheurs s'étaient penchés, dans une perspective résolument historique, sur la manière dont les intellectuels du milieu franco-ontarien ont problématisé leur dilemme identitaire³. Pourtant, les intellectuels, par leurs écrits, leur parole et leurs prescriptions, sont des acteurs qui contribuent puissamment à donner forme à l'espace référentiel d'une collectivité. Les historiens occupent, à cet égard, une fonction sociale singulière que Fernand

entre 1968 et 1984 sous le gouvernement Trudeau », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 15, n° 3 (printemps 2007), p. 277-292.

³ À ce propos, on soulignera la contribution récente de l'historienne Marie LeBel qui demeure, à notre connaissance, la seule à avoir réalisé des recherches approfondies ayant spécifiquement traité à la constitution du « champ » intellectuel franco-ontarien contemporain (voir Marie LeBel, *Le discours comme patrie : les intellectuels franco-ontariens comme interprétants de la condition historique et identitaire de l'Ontario français*, thèse de doctorat (histoire), Québec, Université Laval, 2009).

Dumont faisait correspondre à celle jouée par les poètes et les écrivains dans la construction des univers discursifs et mémoriels d'une collectivité. Comme le roman, disait-il, l'historiographie englobe tout « [...] un univers et un destin imaginaires dans lesquels [on] peu[t] plus ou moins [se] projeter, [se] voir ou [se] prévoir comme en une sorte d'horizon⁴ ».

C'est donc à partir de cet arrière-plan – celui de l'évolution d'une dynamique référentielle en Ontario français après les années 1960 et l'avènement d'une parole intellectuelle pour en faire sens – que le parcours et l'œuvre de Gaétan Gervais nous interpellent. Son itinéraire personnel et professionnel est celui d'un homme attentif à l'évolution de sa communauté d'appartenance, s'interrogeant sans cesse sur ses inquiétudes, ses espoirs et ses fragilités profondes. C'est le parcours d'un intellectuel « par vocation », ayant pris une part active aux débats de la cité pour tenter d'influencer ses grandes orientations et d'insuffler à ses membres une certaine idée de leur destin collectif⁵. De même, son histoire nous plonge au cœur des débats d'une société confrontée à ses propres indéterminations identitaires, entretenant un lien étroit et parfois en tension avec le rôle du politique et du savant.

Dans cet article, nous entendons montrer en quoi, d'une part, l'œuvre intellectuelle et historique de Gaétan Gervais prend naissance dans le processus de recomposition identitaire de la collectivité franco-ontarienne par suite de l'effritement de la référence canadienne-française et, d'autre part, comment elle tente de proposer une réponse à cette collectivité, un horizon du possible qui puisse prendre en compte les éléments de rupture qui travaillent son être collectif tout en cherchant à l'inscrire dans une continuité, c'est-à-dire dans le maintien d'un dialogue avec sa tradition nationale.

⁴ Fernand Dumont, *Fernand Dumont, un témoin de l'homme*, entretiens colligés et présentés par Serge Cantin, Montréal, L'Hexagone, 2000, p. 93.

⁵ Dominique Foisy-Geoffroy, *Les idées politiques des intellectuels traditionalistes canadiens-français, 1940-1960*, thèse de doctorat (histoire), Québec, Université Laval, 2008, p. 44.

Nous insisterons, surtout, sur les dimensions intellectuelle et historique de l'œuvre de Gervais, en laissant de côté une partie de son œuvre militante, qui compte aussi une riche histoire, notamment en ce qui a trait au développement de l'éducation postsecondaire de langue française en Ontario et à la préservation du patrimoine franco-ontarien. Notre analyse repose principalement sur ses écrits marquants publiés, pour la plupart, entre 1977 et 2005. Elle s'attache notamment à présenter l'historien comme l'une des principales figures énonciatrices d'une représentation identitaire axée sur une continuité référentielle avec le Canada français, porteuse d'une ambition autonomiste sur les plans institutionnel et référentiel.

Notre analyse se déroulera en trois étapes. Il s'agira, dans un premier temps, de retracer certains éléments marquants de la jeunesse de Gaétan Gervais susceptibles de nous renseigner sur le sens de son œuvre. Dans un deuxième temps, nous reviendrons sur le contexte socioculturel et identitaire de l'Ontario français des années 1970, en montrant comment Gervais y coule les fondations d'une conception particulière de l'identité franco-ontarienne et d'un projet historiographique. Dans un troisième temps, nous analyserons certains de ses écrits publiés dans les décennies subséquentes, période au cours de laquelle Gervais oriente sa carrière en histoire franco-ontarienne pour devenir l'un des principaux interprétants de la condition commune des Franco-Ontariens. Cela nous permettra, en définitive, de mettre en évidence son positionnement épistémologique, qui, en conjuguant désir de justice et de vérité, façonne un rapport particulier à l'objet d'étude.

Les années 1960 : une personnalité intellectuelle en gestation

Gaétan Gervais naît à Sudbury le 10 août 1944. Le petit quartier ouvrier du Moulin-à-fleur, un important foyer de la vie catholique française sudburoise, est celui de sa toute première enfance. Son père, Lionel Gervais, après avoir cumulé une expérience dans les secteurs

agricole et forestier, travaille pour l'entreprise minière Inco. Sa mère, Claire Gervais, née Savage, est femme au foyer et s'occupe de la première éducation des cinq enfants. Au début des années 1960, alors qu'il est collégien chez les jésuites du collège du Sacré-Cœur de Sudbury, Gaétan Gervais se plonge dans les livres de philosophie catholique et de littérature française. Comme plusieurs de ses confrères, il vit cette expérience comme un exil par rapport à son milieu d'origine. « Ma vie bascule. C'était comme arriver dans un autre monde, un univers différent⁶ », confiera-t-il à son biographe. Le collège est alors un haut lieu de formation catholique et nationaliste (dans le sens canadien-français du terme), irrigué par les idées et les écrits de la Société historique du Nouvel-Ontario et du chanoine Lionel Groulx, qui s'y rendra à au moins deux reprises pour donner des conférences⁷. Au contact des œuvres, notamment celles du grand historien Arnold J. Toynbee – qui n'était pas indifférent au sort des Canadiens français, chez qui il percevait une force de résilience hors du commun⁸ – Gervais développe rapidement une passion pour la discipline historique et souhaite, dès l'âge de seize ans, en faire une profession. Il s'implique aussi dans le journal étudiant du collège de même que dans la corporation d'archives du professeur d'histoire Guy Courteau, qui le prend sous son aile et lui fait lire la collection de la revue *Laurentie*, publiée entre 1957 et 1962 par l'Alliance laurentienne, une organisation indépendantiste québécoise de droite⁹. C'est à ce moment que Gervais se « connecte » à son milieu – celui du nord de l'Ontario – de même qu'à sa communauté d'appartenance canadienne-française et son passé.

⁶ Cité dans Robert Arsenault, *Gaétan Gervais : le « gardien du dépôt »*, Ottawa, Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques (ci-après CFORP), 2012, p. 15.

⁷ Michel Bock, *Quand la nation débordait les frontières : les minorités françaises dans la pensée de Lionel Groulx*, Montréal, Hurtubise HMH, 2004, p. 377-378.

⁸ Arnold J. Toynbee, *Civilization on Trial*, New York, Oxford University Press, 1948, p. 161.

⁹ Gaétan Gervais, entrevue, Sudbury, juillet 2011.

Jeune étudiant, il se démarque rapidement par l'excellence de son dossier scolaire. Il est admis sans trop de peine au baccalauréat en histoire à l'Université Laurentienne. L'institution publique, nouvellement créée, adopte un mode de fonctionnement bilingue. Alors en pleine commission Laurendeau-Dunton, les débats sur le bilinguisme et le biculturalisme occupent une place prépondérante dans la vie étudiante du campus, où se côtoient quotidiennement les deux groupes linguistiques. Gervais y participe activement à titre de rédacteur français pour *Le Lambda*, le journal étudiant de l'université. En 1963, à 19 ans, il cosigne un article dans lequel il critique, non sans un certain radicalisme, l'idéologie du bilinguisme :

Ce mythe, très peu sacré, du bilinguisme est une force malheureuse qu'il importe de dénoncer avec empressement. La seule réponse possible est d'être intégralement français. Les attitudes tolérantes et libérales d'antan sont largement dépassées. Et nous, nous devons passer à l'action, l'intransigeance et une attitude sans compromis sont nécessaires pour assurer la survivance d'un français qui soit correct et authentique¹⁰.

Sa critique du modèle d'intégration bilingue révèle une pensée en formation, s'articulant déjà sur des paradigmes précis. Elle rappelle notamment l'un des fondements du groulxisme selon lequel la communauté nationale canadienne-française porterait en elle une existence et une « âme » foncièrement distinctes, voire inconciliables avec la conception mécaniste, individualiste et rationaliste de la société défendue par les valeurs libérales anglaises¹¹. Elle évoque aussi une compréhension « englobante » de la culture et de l'histoire du Canada français, qui rappelle l'idée de « culture globale » développée par l'auteur Hubert Aquin dans un texte célèbre publié quelques années plus tôt¹².

¹⁰ James de Finney et Gaétan Gervais, « L'anglais s'impose », *Le Lambda*, vol. 3, n° 4 (20 février 1963), p. 4.

¹¹ À ce sujet, consulter Frédéric Boily, « Lionel Groulx et l'esprit du libéralisme », *Recherches sociographiques*, vol. 45, n° 2 (mai-août 2004), p. 239-257.

¹² Hubert Aquin, « La fatigue culturelle du Canada français », *Liberté*, vol. 4, n° 23 (mai 1962), p. 299-325.

L'année suivante, dans un essai d'histoire qu'il fait paraître dans les pages du même journal, Gervais prend position en faveur de l'indépendance du Québec. Selon lui, « [l]a rupture que fut la Conquête en 1759-1760 marque une division importante non tellement à cause du passage de l'autorité coloniale de Paris à Londres, mais du fait que le mouvement naissant vers l'individualité politique, à peine commencé, ait subi un premier échec¹³ ». Ce passage n'est pas sans rappeler la thèse d'un Guy Frégault qui, dans son maître ouvrage *La Guerre de la Conquête* publié en 1955, soulignait la discontinuité radicale, la déstructuration et la désintégration profonde induites par cet événement tragique. Pour Gervais, le relèvement de la condition des Canadiens français doit passer par une « révolution totale » un « [changement] des cadres ». « [La nation], ne doit jamais se définir en fonction d'une autre personne collective ou politique, un corps hétérogène, ce qui équivaldrait à une aliénation où l'on cesse d'exister en soi¹⁴ », affirme-t-il. Son propos fait écho à tout un imaginaire de la décolonisation alors en vogue dans certains milieux intellectuels de l'époque.

Son engagement ne se limite toutefois pas à la publication d'articles dans le journal étudiant. En 1964, Gervais s'implique aussi activement, au côté du jésuite André Girouard, dans la création de l'Association des étudiants de langue française du nord de l'Ontario (ADELFNO), une organisation étudiante nationaliste canadienne-française militant pour la création d'écoles secondaires françaises subventionnées par l'État. Cette expérience, qui l'amène devant la commission Laurendeau-Dunton à Toronto où il présente un mémoire, lui fait notamment prendre conscience de l'importance de l'engagement civique en milieu minoritaire. Son implication dans cette association sera toutefois de courte durée puisque dès 1966, après un contrat d'enseignement d'une année au collège du Sacré-Cœur, Gervais quitte Sudbury pour suivre une formation supérieure

¹³ Gaétan Gervais, « De notre histoire », *Le Lambda*, vol. 4, n° 7 (avril 1964), p. 4.

¹⁴ *Ibid.*

en histoire à l'Université d'Ottawa. Il y obtient une maîtrise en histoire politique portant sur la vie et l'œuvre de Médéric Lanctôt, qui fera l'objet d'un article dans la grande série sur les idéologies au Canada français, dirigée par Fernand Dumont¹⁵. Gervais s'engage par la suite dans une recherche doctorale sur l'expansion du réseau ferroviaire québécois à la fin du XIX^e siècle, thèse qu'il soutiendra en 1979, sous la supervision du professeur Marcel Hamelin¹⁶.

Un historien dans une société en mutation (1970-1980)

Au moment où Gervais intègre le Département d'histoire de l'Université Laurentienne comme chargé de cours, en 1972, ses champs d'intérêt dans les domaines de la recherche et de l'enseignement portent principalement sur l'histoire des entreprises et du commerce de détail au Canada¹⁷. Comme plusieurs historiens de sa génération, il adopte les perspectives et les méthodes d'analyse de l'histoire économique. Sa pratique est aussi fortement influencée par le renouveau épistémologique qui a cours dans le Canada français des années 1960 et qui amène la discipline historique à se redéfinir sur des fondements plus « scientifiques », à la faveur d'une approche plus « objective » et « matérielle » dans l'étude des changements sociaux. Comme nous le verrons, ce souci des structures, en particulier des institutions, modélisera une large part du discours intellectuel et historique de Gaétan Gervais, et ce, tout au long de sa carrière.

¹⁵ Gaétan Gervais, « Un souverainiste du XIX^e siècle : Médéric Lanctôt 1838-1877 », dans Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy (dir.), *Idéologies au Canada français : 1850-1900*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1971, p. 265-274.

¹⁶ Gaétan Gervais, *L'expansion du réseau ferroviaire québécois (1873-1895)*, thèse de doctorat (histoire), Ottawa, Université d'Ottawa, 1979.

¹⁷ Voir notamment Gervais, *L'expansion du réseau ferroviaire québécois (1873-1895)*; Gaétan Gervais, « Le réseau ferroviaire du nord-est de l'Ontario », *Revue de l'Université Laurentienne*, vol. XIII, n^o 3 (février 1981), p. 35-83; Gaétan Gervais, « Le commerce de détail au Canada : 1870-1880 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 33, n^o 4 (mars 1980), p. 521-556.

Pour comprendre le cheminement intellectuel de l'historien sudburois au cours de la décennie 1970, il faut d'abord considérer que celui-ci évolue dans un contexte particulier dans lequel la collectivité franco-ontarienne cherche à se donner un horizon de sens et à s'affirmer sur le plan symbolique. De fait, comme l'ont déjà fait remarquer Marie LeBel, Danielle Juteau et Lise Séguin-Kimpton, les discours scientifiques qui s'institutionnalisent en Ontario français vers la fin des années 1970 s'ancrent dans un espace réflexif déjà balisé non seulement par la littérature, mais aussi par diverses formes artistiques comme le théâtre, la poésie et la chanson qui tentent, à leur manière, de mettre en forme un nouvel espace social et identitaire¹⁸. Considérons à présent l'un des principaux lieux de réaménagement de la conscience identitaire des Franco-Ontariens à cette époque et auquel Gervais ne restera pas indifférent : l'ébullition artistique et contre-culturelle de Sudbury.

Le projet identitaire de la contre-culture franco-sudburoise

À la faveur de plusieurs mesures de soutien et de redressement déployées par les gouvernements fédéral et provincial, la minorité franco-ontarienne, tout particulièrement celle qui évolue à l'Université Laurentienne de Sudbury, connaît un important éveil culturel au tournant des années 1970. Un intense foyer d'animation théâtrale et littéraire enflamme alors toute une jeunesse francophone dans la ville minière du nord de l'Ontario. La coopérative artistique CANO¹⁹ voit le jour au début de la décennie et remporte un vif succès. Ce mouvement, animé principalement par de jeunes étudiants nouvellement admis à l'Université Laurentienne de même que par quelques professeurs du Département de lettres françaises,

¹⁸ Danielle Juteau et Lise Séguin-Kimpton, « La collectivité franco-ontarienne : structuration d'un espace symbolique et politique », dans Cornelius J. Jaenen, *Les Franco-Ontariens*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1993, p. 265 ; LeBel, *Le discours comme patrie*, p. 232.

¹⁹ À ne pas confondre ici avec le très populaire groupe musical CANO-musique, qui sera l'une des nombreuses émanations de la coopérative.

en particulier Fernand Dorais, un père jésuite originaire de Saint-Jean-sur-Richelieu venu s'établir à Sudbury en 1969, s'inspire de la contre-culture québécoise et californienne²⁰. Il donne lieu à la création de nombreuses institutions culturelles franco-ontariennes telles que le Théâtre du Nouvel-Ontario, le journal étudiant *Réaction*, les Éditions Prise de parole, Théâtre Action, la Nuit sur l'étang, le centre d'art Le Moulinet, Cité-Nord et les « Cuisines de la poésie », pour ne mentionner que celles-ci.

Pour peu qu'elle ait été étudiée par les historiens, cette manifestation franco-ontarienne de la contre-culture occidentale semble projeter de manière ambivalente un double imaginaire de l'enracinement et du détachement. D'un côté, ses animateurs cherchent à se réappropriier l'espace social franco-ontarien en privilégiant un art non pas issu de la tradition classique canadienne-française ou européenne, qu'ils estiment aliénant²¹, mais plutôt enraciné dans le patrimoine régional nord-ontarien, où le lecteur et le spectateur peuvent se reconnaître à la fois dans les lieux et la réalité socio-économique de leurs semblables²². De l'autre, les artistes de la contre-culture cherchent aussi à se redéfinir en marge du traditionalisme canadien-français et des importations culturelles européennes extérieures à leur réalité. Ils font de la rupture leur mot d'ordre et souscrivent de moins en moins à une conception de l'identité qui s'inscrit dans la logique du Canada français, entendue ici comme un certain idéal de la culture, porteur d'une référence nationale transcendant l'individu et le temps. La réapparition, durant cette période,

²⁰ Sur les influences extérieures de la contre-culture franco-ontarienne, se référer à Gaston Tremblay, *Prendre la parole : le journal de bord du grand CANO*, Ottawa, Le Nordir, 1995 ; Robert Dickson, « La "Révolution culturelle" en Nouvel-Ontario et le Québec : opération Ressources et ses conséquences », dans Andrée Fortin (dir.), *Produire la culture, produire l'identité?*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2000, p. 183-202.

²¹ Voir, par exemple, le texte « Molière Go Home » cité dans Tremblay, *Prendre la parole*, p. 21.

²² Lucie Hotte, « Littérature et conscience identitaire : l'héritage de CANO », dans Fortin (dir.), *Produire la culture, produire l'identité?*, p. 53-68.

du néologisme « Nouvel-Ontario » pour désigner à la fois l'espace réel et imaginé du Nord ontarien évoque cet attrait pour le « nouveau », celui d'un vécu dans l'ici et le maintenant, qui a pour conséquence le « rejet » de ce qui l'a précédé²³. Les artistes de CANO feront, pour leur part, de la dualité linguistique l'une des caractéristiques centrales de leur conception de l'identité franco-ontarienne²⁴. En présentant le Franco-Ontarien à l'image d'un être hybride, bilingue, résultat d'un clivage identitaire entre son appartenance à l'imaginaire culturel français et son intégration dans les structures sociales et symboliques de la majorité anglaise, le groupe CANO valorise une appartenance identitaire définie en fonction du reflet renvoyé par le miroir d'une réalité culturelle et sociale vécue au quotidien.

C'est donc avec ces mutations sociologiques et identitaires en toile de fond que Gaétan Gervais est amené à se positionner dans l'espace idéologique franco-ontarien des années 1970. Une part de son engagement intellectuel et de son travail d'historien peut être interprétée en fonction de ce contexte auquel il participera en retour.

Une autre conception de l'identité franco-ontarienne

Contrairement aux artistes de la contre-culture, Gaétan Gervais considère que l'Ontario français doit entrevoir son avenir dans un raccordement et une filiation identitaire et culturelle avec le Canada français. Le déploiement du drapeau franco-ontarien évoque un tel positionnement dans le contexte mouvementé des années 1970. L'histoire est désormais connue : c'est à l'occasion de la rentrée scolaire de l'automne 1975 que Gervais, toujours chargé de cours en histoire, réunit un groupe d'étudiants pour créer ce qui deviendra, quelques années plus tard, le symbole officiel de l'Ontario français²⁵.

²³ Johanne Melançon, « Le Nouvel-Ontario : espace réel, espace imaginé, espace imaginaire », *Québec Studies*, vol. 46 (automne 2008-hiver 2009), p. 54 et 56.

²⁴ Voir Hotte, « Littérature et conscience identitaire », p. 53-68.

²⁵ Bien que le drapeau soit adopté comme symbole officiel de l'Ontario français par l'ACFO provinciale en 1977, il faudra attendre jusqu'en 2001 pour que le gouvernement provincial de l'Ontario le consacre comme emblème officiel de la

L'événement fournit une clé supplémentaire pour comprendre le positionnement idéologique de Gaétan Gervais par rapport au mouvement contre-culturel du Nouvel-Ontario. C'est ce que l'on retient de cette citation de l'historien Guy Gaudreau qui, lors d'un entretien, expliquait en quoi la création d'un drapeau dans le contexte universitaire sudburois de l'époque était tout, sauf un geste neutre d'un point de vue idéologique :

Un drapeau, ça reste quelque chose d'assez traditionnel. Je pense que ces jeunes-là [ceux de la contre-culture] rêvent à autre chose, à une autre culture. Ce n'est pas leur référence. Ils sont très mondialistes dans leurs revendications, dans leur mouvement de contre-culture. Je pense que le drapeau représente [à leurs yeux] quelque chose de plus élitiste. Ça fait vieux jeu... dans leur lecture des choses, les drapeaux ont amené des guerres. Ils n'y voient pas un symbole heureux. Ça ne s'inscrit pas dans la mouvance contre-culturelle de l'époque²⁶.

Il ne serait pas entièrement erroné de voir dans le déploiement du « lys et du trille » l'affirmation d'une identité franco-ontarienne géographiquement délimitée par les frontières de la province ontarienne. Face à l'effritement de la « référence » nationale canadienne-française, la montée du nationalisme québécois et la redéfinition d'un imaginaire canadien sous le gouvernement de Pierre Trudeau, la minorité franco-ontarienne aspire à mettre en représentation la spécificité de son expérience collective, une ambition que peut, sans conteste, canaliser la création d'un drapeau. Toutefois, il importe de rappeler qu'il ne s'agit pas là du sens que cherchent à lui donner Gaétan Gervais et ses étudiants à l'origine. En effet, pour ces derniers, la création du drapeau marque moins un engagement clair en faveur de la consolidation d'une nouvelle identité géographiquement délimitée à l'Ontario qu'un rappel pour les Franco-Ontariens qu'ils

communauté. Pour plus de renseignements sur l'histoire du drapeau, se référer à Guy Gaudreau (dir.), *Le drapeau franco-ontarien*, Sudbury, Éditions Prise de parole, 2005.

²⁶ Guy Gaudreau, entrevue, Montréal, janvier 2012.

restent, en dépit de tout, porteurs d'une communauté d'histoire, celle de la nation française en Amérique du Nord. Pour l'historien sudburois, le drapeau « n'est pas le fruit d'une génération spontanée », mais bien un projet qui s'inscrit d'abord dans une « continuité historique », à la suite du Carillon-Sacré-Cœur (1903), du fleurdelisé (1948), de la proposition (sans suite) d'un drapeau franco-ontarien par la Fédération des sociétés Saint-Jean-Baptiste de l'Ontario (1964), etc.²⁷ En ce sens, il rappelle l'appartenance des Franco-Ontariens à une aventure historique singulière et fondatrice, celle du Canada français. Cette intention est manifeste dans le discours d'inauguration du drapeau préparé par Gervais et Michel Dupuis, l'un de ses étudiants. L'allocution, prononcée le 25 septembre 1975, situe le déploiement du drapeau dans une trame historique, redonnant aux 360 ans d'enracinement français sur le territoire de l'Ontario une dimension mémorielle profonde et dynamique. Le discours rappelle notamment le moment où Champlain a arpenté pour la première fois, en 1615, les eaux de la rivière des Outaouais, de Mattawa, du lac Nipissing, de la rivière des Français jusqu'à la baie Georgienne. Il évoque la fondation des premiers établissements et les premières possessions territoriales pour ensuite raviver le souvenir de ces « milliers de Canadiens français » venus s'établir en Ontario aux XIX^e et XX^e siècles. La suite du texte est pour le moins évocatrice de la dimension politique que les créateurs du drapeau souhaitent insuffler à ce geste, une dimension qui, selon Gervais, avait toujours fait défaut à la contre-culture franco-sudburoise²⁸. Il rappelle à nouveau l'importance pour l'Ontario français de se doter de structures qui lui sont propres :

Toute communauté doit posséder ses symboles : ils deviennent le moyen d'identification, le point de ralliement, l'affirmation de

²⁷ Cité dans Arseneault, *Gaétan Gervais : le « gardien du dépôt »*, p. 72.

²⁸ Gaétan Gervais, « La stratégie de développement institutionnel de l'élite canadienne-française de Sudbury ou le triomphe de la continuité », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 5 (1983), p. 87, [En ligne], [<http://ifolaurentienne.ca/wp-content/uploads/2012/03/rno5.pdf>].

l'appartenance au groupe. [...] Aujourd'hui, nous déployons notre drapeau, mais demain nous déploierons la force économique et politique nécessaire à notre épanouissement. Sans ces pouvoirs, nous n'avons pas d'avenir : notre programme d'action doit comporter en premier lieu l'acquisition de ces pouvoirs économiques et politiques²⁹.

Le discours, faut-il le rappeler, est lu par Yvonne Lemieux, la veuve de Camille Lemieux, rédacteur en chef du journal *L'Ami du peuple*. Ce choix n'apparaît pas anodin non plus dans la mesure où Lemieux avait lui-même été un ardent défenseur de la thèse des deux nations fondatrices du Canada et partisan de l'idée selon laquelle la survie du Canada français dépend directement des institutions dont il dispose³⁰. Ainsi, nous pouvons raisonnablement supposer que c'est d'abord dans un souci de réaffirmer la singularité de l'expérience historique franco-ontarienne et sa dimension fondatrice au Canada que Gaétan Gervais et les étudiants à l'origine du projet s'engagent à lui donner un ancrage symbolique dans l'espace public. On peut penser que cette exigence s'impose d'autant plus que le contexte se prête à la politisation des débats linguistiques, au moment où plusieurs dirigeants franco-ontariens et la Fédération des francophones hors Québec (FFHQ) refusent publiquement de se conformer à la logique du multiculturalisme canadien (officiellement adopté par le gouvernement fédéral en 1971) au motif que celui-ci risque de porter atteinte au statut particulier que leur a conféré le principe du biculturalisme³¹. Ainsi, le drapeau franco-ontarien, s'il témoigne de la recomposition du sentiment d'identité des Franco-Ontariens, vise surtout à rappeler

²⁹ Tiré des archives personnelles de Michel Dupuis et cité dans Stéphanie St-Pierre, « Le drapeau franco-ontarien : "puissent ses couleurs nous rallier dans une nouvelle amitié et fraternité" 1975-1977 », dans Gaudreau (dir.), *Le drapeau franco-ontarien*, p. 18-19.

³⁰ Serge Dignard, *Camille Lemieux et l'Ami du peuple 1942-1968*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1984.

³¹ Stéphane Savard, « *Je t'aime, moi non plus* », *réceptivité et identités des membres des élites franco-ontariennes vis-à-vis du gouvernement Trudeau, 1968-1984*, thèse de maîtrise (histoire), Québec, Université Laval, 2005, p. 82-90.

les fondements historiques de l'Ontario français et à les inscrire symboliquement dans l'espace et le temps. Il s'agit donc d'amener la collectivité franco-ontarienne à se donner une représentation cohérente et substantielle d'elle-même, qui puisse tenir dans une synthèse entre la « nouvelle » identité franco-ontarienne provincialisée et l'ancienne identité canadienne-française. Une telle démarche nous semble, pour le moins, s'éloigner du projet identitaire véhiculé par les artistes de la contre-culture.

L'année suivante, lors du Congrès annuel de l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO), tenu à l'Université Laurentienne, Gaétan Gervais prend à nouveau ses distances du mouvement contre-culturel franco-sudburois, à qui il reproche de vouloir faire de la culture, des arts, des loisirs et de la langue les seuls instruments de l'affirmation collective. Lors d'une intervention en assemblée, il dira :

Or si on regarde comment fonctionne une société, c'est bien évident, et c'est la priorité fondamentale que l'on ne devrait jamais perdre de vue – à savoir qu'il n'y a pas une société au monde qui puisse survivre sans posséder des assises économiques solides. Et puis quand on possédera ces assises économiques, le restant viendra par surcroît. Mais aussi longtemps que l'on passe notre temps à nous occuper des « bébelles », et puis dans les bébelles là, je m'excuse auprès de ceux que ça pourrait affecter, mais en tout cas, la poésie, le théâtre et la chanson... toutes les choses qui finalement devraient être le glaçage sur le gâteau, ou le pain si vous voulez [en référence ici au thème du Congrès « Du beurre sur notre pain »]. Mais essentiellement ce qui nous manque, c'est le pain, parce que les fondements de toute vie sociale, culturelle et politique sont d'abord économiques³².

L'historien de l'Université Laurentienne est alors bien conscient d'une chose : pour une collectivité de plus en plus urbanisée, son

³² Paul Lapointe (réalisation) et Georges-André Prud'homme (production), *J'ai besoin d'un nom*, Montréal, Office national du film du Canada (ONF), 1978, enregistrement vidéo couleur, 55 min.

épanouissement culturel et social dépend, en partie, du dynamisme de ses structures économiques. En 1979, il publie un long article sur le sujet dans les pages du journal *Le Nord* dans lequel il rappelle l'importance, pour les Franco-Ontariens, d'assumer davantage leur participation à la société capitaliste nord-américaine. Il insiste notamment sur l'importance de favoriser la création de petites et moyennes entreprises (PME), mais, surtout, la création de coopératives dont il vante le caractère « éminemment démocratique » et accessible³³.

Cet appel à investir dans des structures économiques autonomes indique, chez Gervais, le refus de considérer le discours symbolique et culturel comme unique horizon de l'expression identitaire des Franco-Ontariens. Le projet de l'Ontario français ne saurait se limiter, selon lui, à la reconquête d'un espace de culture, comme semblent le proposer les artistes de la contre-culture. Cette dimension de sa pensée est capitale pour comprendre la suite de son œuvre. En effet, Gervais sera de tout temps convaincu de la nécessité, pour l'Ontario français, de capitaliser sur l'autonomisation et la consolidation de son espace institutionnel (plutôt que culturel ou discursif). Pour lui, l'autonomie des institutions françaises est un principe qui découle du « paradigme politique » de l'égalité entre les deux peuples fondateurs. Elle s'inscrit, par ailleurs, en filiation directe avec une pensée de l'autonomie du politique défendue par l'élite traditionaliste canadienne-française³⁴. Les institutions font, à ses yeux, fonction de lien social entre les membres d'une collectivité. Aussi, permettent-elles une « adaptation à la modernité » en assurant « la continuité des valeurs et de la culture d'une part, et l'adaptation, par des emprunts ou des changements, aux conditions nouvelles d'autre part³⁵ ». Ce faisant, leur santé et leur solidité représentent pour lui une condition de la cohésion et de la permanence de cette même collectivité.

³³ Gaétan Gervais, « La vie économique des Franco-Ontariens », *Le Nord*, 5 septembre 1979, p. H-20.

³⁴ Gervais, « La stratégie de développement institutionnel », p. 84.

³⁵ Gaétan Gervais, « Le Canada-Français : un phare allumé sur mille citadelles », *Francophonies d'Amérique*, n° 4 (1994), p. 166.

Ainsi, il nous apparaît clair que Gaétan Gervais a toujours entretenu de profondes divergences de vues avec la *doxa* contre-culturelle franco-ontarienne, tout particulièrement en ce qui a trait à la conception de l'identité franco-ontarienne. Alors que le milieu de la contre-culture envisage l'avenir en opposition avec la société canadienne-française, délivré en quelque sorte de la pesanteur de son histoire, Gaétan Gervais rappelle plutôt l'importance de la référence au passé national canadien-français dans la définition de l'identité. Dans un article publié au début des années 1980, il mettait d'ailleurs en garde ses lecteurs contre le « mythe » de la rupture qui s'est créé autour de la dynamique d'affirmation culturelle et identitaire des années 1970. Selon lui, le mouvement du Nouvel-Ontario serait aussi, et surtout, l'héritier d'une tradition :

Ce qu'il importe de retenir aussi de cette « explosion culturelle », c'est qu'elle s'inscrit dans la suite des activités qui se déroulaient autrefois dans la Salle Sainte-Anne, au Collège du Sacré-Cœur, au Centre des Jeunes, quand ce n'était pas dans les salles paroissiales de la région. Qu'il s'agisse de théâtre, d'édition, de musique, de création artistique, toutes ces activités font partie d'une tradition. Renouvelée oui, révolutionnaire non [...] Ainsi, l'intensité de l'activité artistique ne doit pas faire oublier qu'elle marche dans les sentiers battus de la tradition³⁶.

Gervais ne remet pas en cause le caractère nouveau et dynamique de l'ébullition culturelle qui marque cette époque. Sa critique vise plutôt la tendance à en faire un moment de « rupture » ou un moment « fondateur » de l'Ontario français contemporain, qui serait forcément opposé à la dynamique qui le précédait.

Selon Gervais, parce que le passé reste imbriqué dans le présent, il ne serait pas aisé pour la nouvelle génération de changer en profondeur les structures et l'univers des représentations. C'est bien parce que l'Ontario français est déjà quelque chose et dispose d'une expérience historique plusieurs fois centenaire à laquelle il peut se référer

³⁶ Gervais, « La stratégie de développement institutionnel », p. 84.

qu'aucun acteur social ne peut la remodeler à son image en l'espace d'une seule génération. C'est d'abord comme héritiers de la nation française en Amérique du Nord que Gervais appréhende les Franco-Ontariens et leur identité. À ce propos, citons cette phrase, très évocatrice, qu'il écrit en 1995 : « [...] pour bien marquer les continuités, soulignons [...] que "l'identité franco-ontarienne", comme "l'identité québécoise", et malgré des ruptures profondes, ne sera jamais que le prolongement de l'"identité canadienne-française", elle-même le prolongement de l'"identité française"³⁷. » Par la référence au Canada français et à l'Europe, Gervais réitère ici quelque chose de la profonde singularité du modèle d'intégration sociétal canadien-français et franco-ontarien, prolongeant la grande tradition culturelle française. L'œuvre que Gervais échafaude depuis près de quarante ans est, comme nous nous apprêtons à le voir, traversée par ce souci d'une continuité référentielle au passé canadien-français.

Le projet historiographique de Gaétan Gervais

L'engagement de Gaétan Gervais dans l'aménagement d'un espace d'encadrement, de concertation, de production et de reconnaissance spécifique à l'histoire des Franco-Ontariens est indissociable de la problématique identitaire que nous venons d'aborder. Il doit surtout être compris dans son rapport à l'éclatement du projet national canadien-français. En effet, l'émergence de la « nation québécoise », comme sujet politique et nouveau référent identitaire durant les années 1960 et 1970, a un impact sur la production scientifique au Canada français. Ainsi, pour nombre d'historiens nouvellement formés, il ne s'agit plus de penser la nation canadienne-française à l'intérieur du cadre canadien comme peuple fondateur, mais de confirmer le Québec dans son nouveau statut de « société globale » ou d'État-nation potentiel³⁸. Il va sans dire que cette mutation de

³⁷ Gaétan Gervais, « Aux origines de l'identité franco-ontarienne », *Cahiers Charlevoix : I*, Sudbury, Société Charlevoix et Éditions Prise de parole, 1995, p. 168.

³⁸ L'expression « société globale » a été développée par le sociologue Marcel Rioux pour permettre un déplacement du cadre analytique depuis la société canadienne-

l'historiographie constitue un enjeu de taille pour les francophones hors Québec. En larguant une part du paradigme national canadien-français au profit du paradigme de la nation québécoise, plusieurs historiens québécois larguaient du même coup la problématique des minorités françaises qui, à leurs yeux, étaient irrémédiablement vouées à la disparition³⁹. Dans le compte rendu d'un ouvrage publié en 1975 portant sur la situation de la recherche sur la vie française en Ontario, Gaétan Gervais fait le constat qu'une telle occultation existe dans l'historiographie des Franco-Ontariens. Dans sa remarque, il écorche au passage le laxisme des universités bilingues de la province :

Souvent dissimulée comme une chose presque honteuse, la vie franco-ontarienne sort peu à peu de l'ombre. [...] le bilan des recherches est maigre : partout, on aligne des questions pour lesquelles, souvent, il n'existe pas même des éléments de réponse. Cette faiblesse de la documentation et la carence des recherches expliquent sans doute l'absence de débats de fond : il n'existe pas d'interprétation générale susceptible de susciter des discussions sur l'ensemble de la vie franco-ontarienne. En ajoutant que nous pouvons compter sur les doigts d'une main les véritables spécialistes de l'Ontario français, on comprend le peu d'avancement obtenu jusqu'à ce jour : les deux universités « bilingues » de l'Ontario commencent à peine à s'intéresser à ces questions, et elles doivent porter une partie de la responsabilité pour la situation actuelle⁴⁰.

Comme historien, Gervais entend remédier à cette situation. Ainsi, il participe, dès 1976, à la fondation de l'Institut franco-ontarien (IFO), voué à la création d'un milieu et à la fabrication d'outils

française vers la société québécoise. Voir à ce sujet, Gilles Bourque, Jules Duchastel et André Kuzminski, « Les grandeurs et les misères de la société globale au Québec », *Cahiers de recherche sociologique*, n° 28 (1997), p. 7-17.

³⁹ Michel Bock, *Quand la nation débordait les frontières*, p. 31.

⁴⁰ Gaétan Gervais, « Centre de recherche en civilisation canadienne-française, Université d'Ottawa, Actes du colloque sur la situation de la recherche sur la vie française en Ontario. Tenu à l'Université d'Ottawa les 28 et 29 novembre 1974 » (recension), *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 30, n° 1 (juin 1976), p. 110 et 112.

destinés à la promotion de la recherche dans le domaine nouveau des études franco-ontariennes. Pendant plus de vingt ans, Gervais sera tour à tour directeur, directeur adjoint, responsable de la documentation, de la recherche et des publications ainsi que trésorier de l'IFO. Il est aussi l'un des principaux collaborateurs dans d'autres secteurs d'activités de l'Institut, que ce soit la constitution de collections d'archives sur l'Ontario français, la mise en œuvre de divers projets de publication et le développement de programmes de recherche, l'organisation de colloques et de conférences ou encore la préparation de rapports de recherche⁴¹. On le voit aussi, dès 1977, prendre le relais du défunt Lorenzo Cadieux à la direction de la Société historique du Nouvel-Ontario, qu'il remet sur pied avec l'aide d'un groupe d'universitaires. La *Revue du Nouvel-Ontario* (RNO), dont il est membre du comité fondateur en 1978, est affiliée à l'IFO et se veut l'une des premières publications proposant un regard critique, académique et scientifique sur l'Ontario français. Plusieurs de ses premiers textes portant sur l'Ontario français figurent d'ailleurs dans les pages de cette publication, dont il devient le directeur pour l'année 1980-1981 et l'un des principaux collaborateurs durant les années qui suivront.

À maints égards, les tâches entreprises par Gaétan Gervais dans le milieu scientifique ontarien témoignent de l'orientation nouvelle dans laquelle s'engage l'historiographie franco-ontarienne au cours des années 1970. Cette dernière souhaite faire connaître l'histoire d'une collectivité à partir de nouvelles sources documentaires plus riches. Il s'agit aussi de combler certaines insuffisances en s'attardant à d'autres facettes du passé, que ce soit l'histoire des populations franco-ontariennes, leurs origines géographiques, les caractéristiques de leur colonisation, la nature des institutions qu'elles ont développées, etc. Pour Gervais, une telle ambition représente une prise de parole proprement franco-ontarienne et s'insère dans le mouvement d'affirmation identitaire qui a cours. Elle favorise l'inscription de la culture

⁴¹ Arsenault, *Gaétan Gervais : le « gardien du dépôt »*, p. 64.

du groupe dans l'espace public, sa présence n'étant plus limitée aux lieux immatériels et invisibles du discours et des représentations. Dans un article publié en 1977, Gervais discute du lien crucial qu'il perçoit entre l'avancement des connaissances historiques sur l'Ontario français et la question du renforcement de ses assises identitaires comme collectivité distincte :

Parler des sources, des archives ou des instruments de recherche disponibles pour étudier les Franco-Ontariens du nord-est de l'Ontario, c'est-à-dire du Nouvel-Ontario, c'est un peu poser la question de l'identité culturelle de cette communauté et des éléments qui la définissent. Conservées le plus souvent par les institutions qui encadrent la vie franco-ontarienne, les archives sont un reflet des secteurs où les Franco-Ontariens ont été le plus actifs : d'où cette relation évidente entre le type d'archives conservées et la définition culturelle des Franco-Ontariens. On ne s'étonnera pas, par conséquent, de constater l'importance, je dirais presque l'hypertrophie, des secteurs de l'éducation et de la religion, ces deux pôles traditionnels de la francophonie ontarienne qui nous rappellent en même temps l'atrophie des autres secteurs⁴².

Son propos laisse ici filtrer l'esquisse d'un projet historiographique en devenir, attestant un mariage entre une nouvelle ambition scientifique – celle de la recherche sur des aspects inédits de l'histoire franco-ontarienne – et la quête d'un sentiment historique renouvelé. C'est en ce sens qu'il faut voir dans les travaux de l'historien sudburois, menés au cours des années subséquentes, une intention non seulement de développer un savoir historique à proprement parler, mais aussi d'insuffler à sa communauté d'appartenance un *sentiment d'historicité*, afin qu'elle puisse être maîtresse de son propre développement historique et s'en représenter l'origine et l'évolution dans le temps. Il serait donc insuffisant de dire de la production historiographique

⁴² Gaétan Gervais, « Les sources de l'histoire des Franco-Ontariens du Nouvel-Ontario », dans Gérald Thomas *et al.* (dir.), *Actes du colloque sur les archives et recherches régionales au Canada français tenu à l'Université d'Ottawa les 17 et 18 février 1977*, Ottawa, CRCCF et ACFAS, 1977, p. 99.

de Gervais sur l'Ontario français qu'elle a pour unique fonction de restituer passivement les faits et gestes du passé. Elle est aussi productrice de sens pour les Franco-Ontariens, qui vivent alors une expérience d'incertitude identitaire. Voyons d'un peu plus près ce qu'il en est exactement.

L'historien et l'intellectuel de l'Ontario français (1980-2005)

À la fin des années 1970, hormis quelques recensions critiques, notices biographiques et comptes rendus bibliographiques, Gaétan Gervais est plutôt absent des publications émergentes sur l'Ontario français. Entre ses obligations d'enseignement, ses tâches administratives, la rédaction de sa thèse de doctorat et ses nombreux engagements en comités académiques et communautaires⁴³, il reste peu de temps pour entreprendre de nouveaux projets de recherche et d'écriture. C'est au tournant des années 1980 et dans les décennies qui suivront qu'il réoriente définitivement sa carrière en histoire franco-ontarienne, en s'investissant dans de nouveaux sujets d'étude et en travaillant au développement ainsi qu'à l'enseignement des premiers cours sur l'histoire des Franco-Ontariens à l'Université Laurentienne⁴⁴. Comment expliquer ce virage professionnel ?

⁴³ Les principaux comités auxquels siège Gaétan Gervais au cours de la décennie 1970 sont les suivants : Comité central de CULON (Canayens de l'Université Laurentienne, Ontario Nord) ; Comité des affaires francophones (dont il sera le président de 1975 à 1976) ; Comité du service d'animation ; Conseil des sciences sociales ; Comité des programmes ; Comité consultatif de l'École des sciences de l'éducation ; Comité pour la structuration du fait francophone ; Comité *ad hoc* de l'Association des étudiant(e)s francophones ; Comité organisateur de la Franco-Fête laurentienne.

⁴⁴ Le premier cours en histoire franco-ontarienne mis sur pied par Gaétan Gervais est un cours interdisciplinaire de 3^e année portant sur l'histoire, la science politique et la sociologie. Le cours vise à étudier « la population franco-ontarienne dans le temps et dans l'espace. L'histoire du groupe. L'éducation et les luttes scolaires. La question linguistique. La sociologie de la religion. La situation économique. Les groupes sociopolitiques organisés. Les élites traditionnelles et les nouvelles élites. La vie politique. Le folklore franco-ontarien. Les idéologies et le devenir des Franco-Ontariens » (voir *Annuaire officiel de l'Université Laurentienne*, 1978-1979).

Plusieurs hypothèses peuvent être envisagées. Tout d'abord, comme nous l'évoquions précédemment, l'élargissement d'un espace de production et de connaissances scientifiques sur l'Ontario français au cours des années 1970 motive très certainement de nouveaux chercheurs, comme Gervais, à s'y investir. Cet élargissement ne concerne pas uniquement l'Université Laurentienne, mais aussi l'Université d'Ottawa, où se trouve le Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF), puis l'Université de Toronto grâce aux activités scientifiques du Centre de recherche en éducation franco-ontarienne (CREFO). Ensuite, en 1978-1979, Gaétan Gervais soutient sa thèse de doctorat et devient professeur adjoint. Ce nouveau départ professionnel l'amène peut-être à réorienter ses recherches vers de nouveaux sujets d'étude. Il est possible aussi que cette réorientation professionnelle s'explique par la volonté de donner une légitimité aux études franco-ontariennes et, plus largement, aux programmes d'enseignement universitaire en français, dont il avait eu l'occasion de mesurer la précarité et les insuffisances au cours des années précédentes⁴⁵. Cette quête de légitimité trouve d'ailleurs, au même moment, une certaine caution scientifique dans les nouvelles théorisations sur l'autonomie des communautés francophones, développées notamment dans le champ sociologique, et auxquelles Gervais s'intéresse manifestement⁴⁶.

⁴⁵ En effet, Gaétan Gervais avait souligné à maintes reprises, dès son entrée en fonction comme chargé de cours, l'urgence d'améliorer les structures d'enseignement pour les francophones de l'Université Laurentienne. En avril 1976, à la demande du Comité de bilinguisme et du Comité des affaires francophones de l'Université Laurentienne, il publie un rapport important intitulé « Pour une réforme des programmes en français à l'Université Laurentienne ». Le document, également connu sous le nom de « rapport Gervais », tente de cerner les faiblesses des programmes destinés aux étudiants francophones de l'institution d'enseignement et propose, entre autres choses, que l'administration universitaire concède à sa minorité française une autonomie dans la programmation et la planification de ses programmes (voir Gaétan Gervais, « Pour une réforme des programmes en français à l'Université Laurentienne », Archives de l'Université Laurentienne, Fonds G. Gervais, P187, boîte 61,18.3).

⁴⁶ On pense, entre autres, ici aux travaux pionniers de Raymond Breton sur la notion sociologique de « complétude institutionnelle » que découvriront nombre

À ce jour, Gaétan Gervais compte à son actif six ouvrages (dont il est l'auteur ou le coauteur), plus d'une dizaine d'outils bibliographiques, près de quarante articles scientifiques et chapitres de livres, sept recensions critiques et nombre de rapports, brochures, mémoires et documents de travail. S'ajoutent à cela plusieurs articles d'opinion publiés dans les journaux de même que plusieurs entrevues radiophoniques et télévisuelles. À l'analyse, son œuvre présente des positionnements historiographique, idéologique et épistémologique en lien avec les questionnements qui travaillent la conscience identitaire de la collectivité franco-ontarienne. Nous tâcherons ici de mettre en évidence quelques-uns de ces positionnements, en tentant de voir comment ils prennent place dans ses écrits portant sur l'histoire de l'Ontario français.

L'historien de la permanence et de la continuité

Dans un numéro de la *Revue du Nouvel-Ontario* paru en 1983 pour le centenaire de la ville de Sudbury, Gaétan Gervais publie un article que l'on peut qualifier de fondateur pour sa carrière d'historien et d'intellectuel en Ontario français. Proposant une réflexion sur « la stratégie de développement institutionnel de l'élite canadienne-française de Sudbury », ce texte permet de dégager un attribut fondamental de sa pensée et de son approche de l'histoire, soit le souci constant de mettre en évidence les éléments de permanence et de continuité dans le temps. Pour Gervais, « [l']évolution des sociétés et de leurs élites ne se comprend que dans le long terme où les structures économiques et sociales se transforment ; il se passe moins de choses significatives dans le court terme de la conjoncture ». Ainsi, ajoute-t-il, est-ce « par abus qu'on décrit chaque changement culturel

d'analyses de la francophonie ontarienne durant les années 1980. Cette théorie suggère que la survie d'une population minoritaire passe par le développement et la gestion de ses propres institutions. À ce sujet, lire Raymond Breton, « L'intégration des francophones hors Québec dans des communautés de langue française », *Revue de l'Université d'Ottawa*, vol. 55, n° 2 (1985), p. 77-99.

comme une révolution. En vieillissant, chaque génération, éprouvant un sentiment grandissant d'éloignement de la nouvelle génération, saute vite aux conclusions ; elle exagère les différences qui la séparent des jeunes⁴⁷ ». Dans ces passages, on peut penser que Gervais répond à nouveau aux artistes de la contre-culture, pour qui le Franco-Ontarien serait un « homme nouveau », de moins en moins « canadien-français » dans ses valeurs, sa culture et son identité. Le propos révèle aussi une orientation méthodologique particulière selon laquelle l'effervescence de l'événement ne saurait fournir à lui seul une juste appréhension du monde et de l'existence. L'événement doit plutôt correspondre, selon Gervais, à quelque chose qui se situe dans la durée. Il porte le témoignage de mouvements de profondeur qu'une conception instantanéiste du temps ne peut révéler. La parenté épistémologique avec le mouvement des *Annales* en histoire est ici frappante, plus particulièrement en ce qui a trait à l'élargissement temporel proposé par l'historien Fernand Braudel (la « longue durée »), auteur que Gervais a longtemps fréquenté dans sa jeunesse⁴⁸. Les passages cités mettent en évidence, par ailleurs, une certaine sensibilité traditionaliste, que Pierre Trépanier définit comme « une méthode pour aborder la dialectique du moment et de la durée⁴⁹ » ou, encore, comme une « conscience de la continuité historique⁵⁰ ». Ce projet ne s'entend pas comme une « répétition de l'autrefois, mais [bien comme] une marche en avant soucieuse du maintien dans l'être d'une culture, à travers ses mutations⁵¹ ». Gervais n'exprime pas autre chose lorsqu'il écrit à propos du Canada français, dans un article de 1991 portant sur l'enseignement de l'histoire :

Durer et innover, conserver en s'adaptant, inscrire le développement futur dans la continuité de son expérience historique, tel est le

⁴⁷ Gervais, « La stratégie de développement institutionnel », p. 68-69.

⁴⁸ Gaétan Gervais, entrevue, Sudbury, juillet 2011.

⁴⁹ Pierre Trépanier, « Qu'est-ce que le traditionalisme? », causerie-débat tenue à Montréal, 8 juin 2002, *Club du 3 juillet*, p. 10.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 1.

⁵¹ *Ibid.*, p. 14.

défi du Canada français. Il importe pour une communauté de maintenir, d'une génération à l'autre, la mémoire de son passé, le souvenir des grandes étapes de son évolution, les moments importants et les grands noms qui l'ont façonnée. Bref, une communauté tire de son passé les leçons qui lui permettent de se situer dans le temps et dans l'espace, de se faire une idée de sa place sur terre⁵².

Persévérer dans l'être tout en se renouvelant, infléchir l'avenir par l'autorité du passé, tel est ce qui, en quelques mots, résume la manière dont Gervais appréhende le devenir du Canada français et de l'Ontario français. Ainsi, le passé, plutôt que de se présenter comme un ensemble de strates fossilisées, apparaît comme une source de sens dans le présent et le futur. Cette posture décrit, selon nous, une vision qu'il serait malavisé de réduire à une forme de « passéisme », encore moins à un refus obstiné du « progrès ». Elle décrit plutôt une disposition de l'esprit foncièrement sceptique et critique face au monde social, récusant toute adhésion aveugle au changement radical et aux velléités émancipatrices de la collectivité⁵³.

On peut penser que cette insistance sur la continuité dans le discours de Gervais n'est pas non plus étrangère au contexte particulièrement mouvementé du début de la décennie 1980, alors que la francophonie ontarienne doit composer avec un ensemble de mutations politiques, culturelles et économiques susceptibles de redéfinir ses orientations futures et, accessoirement, son rapport au passé. Ces mutations sont liées, d'une part, aux débats entourant le rapatriement de la Constitution du Canada en 1982, alors que nombre de dirigeants de la francophonie, issus des milieux politique et communautaire ainsi que des intellectuels, déploraient l'échec de l'Ontario français de faire reconnaître des droits additionnels, en particulier la reconnaissance de la dualité nationale fondatrice et du

⁵² Gaétan Gervais, « Liminaire : l'enseignement de l'histoire au Canada français », *Éducation et francophonie*, vol. 19, n° 2 (août 1991), p. 2.

⁵³ Foisy-Geoffroy, *Les idées politiques des intellectuels traditionalistes canadiens-français, 1940-1960*, p. 56.

bilinguisme officiel en Ontario⁵⁴. D'autre part, on peut penser que l'emploi d'un discours à teneur nationaliste et historique faisait contrepoids à la montée en force d'un discours néolibéral et individualiste, plus ou moins favorable, par ailleurs, à la hausse du financement public destiné à la minorité de langue française. Simultanément était déployé un important effort de repositionnement de certaines institutions déjà établies. L'ACFO provinciale décidait, par exemple, dès 1982, d'entreprendre une ronde de consultations en vue de mettre en place son nouveau « plan de développement global ». Il en va de même pour l'ACFO du Grand Sudbury qui, de son côté, s'apprêtait à devenir une société autonome sans but lucratif⁵⁵. Sur un autre plan, l'accentuation considérable du flux de l'immigration francophone en Ontario au cours des années 1980 et 1990, fruit d'une libéralisation des politiques d'immigration canadiennes, venait poser le défi de la diversité ethnoculturelle⁵⁶. L'apport de nouveaux arrivants francophones des quatre coins de la planète n'était pas sans provoquer certaines remises en question fondamentales, notamment en ce qui a trait aux modalités de transmission de la mémoire collective.

C'est en considérant ces divers éléments de contexte qu'il faut, nous semble-t-il, analyser les travaux historiographiques de Gaétan Gervais, en particulier, la manière dont il conçoit la thèse de la

⁵⁴ Voir à ce sujet Christiane Rabier, « Les Franco-Ontariens et la Constitution », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 5 (1983), p. 37-49; Serge Dupuis, « On prévoyait le déluge! La résistance franco-ontarienne au rapatriement de la Constitution canadienne : 1977-1982 », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 33 (2008), p. 7-39; Serge Miville, « À quoi sert au Canadien français de gagner l'univers canadien s'il perd son âme de francophone? » *Représentations identitaires et mémorielles dans la presse franco-ontarienne après la « rupture » du Canada français (1969-1986)*, thèse de maîtrise (histoire), Ottawa, Université d'Ottawa, 2012.

⁵⁵ Voir à ce sujet Michel Bock, « L'ACFO du Grand Sudbury Inc., 1982-1987 », dans Guy Gaudreau (dir.), *Bâtir sur le roc : de l'ACFÉO à l'ACFO du Grand Sudbury (1910-1987)*, Sudbury, Éditions Prise de parole et Société historique du Nouvel-Ontario, 1994, p. 131-190.

⁵⁶ Pour les statistiques, voir Gaétan Gervais et Michel Bock, *L'Ontario français : des Pays-d'en-Haut à nos jours*, Ottawa, CFORP, 2004, p. 12.

« rupture » avec le Canada français. Pour lui, s'il y a bel et bien lieu de parler de « rupture » au tournant des années 1960, encore faudrait-il en préciser la nature. En réponse à la thèse avancée par l'historien Yves Frenette, selon laquelle les Canadiens français n'auraient pas survécu à « l'irréversible fragmentation des années 1960 » et désigneraient un peuple qui aujourd'hui « n'existe plus », Gervais écrit :

L'auteur [Yves Frenette] a bien raison de parler de la rupture des années soixante, mais cette mutation ne signifie pas nécessairement la « mort » d'un peuple. On peut douter qu'il soit possible de faire « mourir un peuple » dans une génération? [*sic*] À l'encontre des nombreux intellectuels québécois, apparemment impatients de démontrer les décès des minorités françaises, prenons un point de vue différent et argumentons que la nation canadienne-française n'a que *changé de forme* [nous soulignons]. Et, pour rester dans le thème de la mortalité, on pourrait alors réciter comme autrefois à la messe des morts : *vita mutatur, non tollitur* (la vie n'est que transformée, elle ne cesse pas). Il en va de même pour le Canada français, qui n'a pas encore disparu, quel que soit le souhait de ceux qui prédisent depuis un siècle sa fin imminente⁵⁷.

Ainsi, la « rupture » que note Gervais correspond moins à un fait de culture qu'à un fait institutionnel et politique. Rupture institutionnelle, tout d'abord, qui désigne, d'une part, le désengagement des grandes institutions canadiennes-françaises, établies surtout dans la province de Québec, à l'endroit des minorités françaises du pays et, d'autre part, la présence nouvelle du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux dans le soutien au développement des minorités linguistiques⁵⁸. Ensuite, sur le fond, la rupture fut politique parce qu'elle marque la fin d'une tradition de solidarité avec le Québec, l'une des pierres d'assise du nationalisme canadien-français. Ainsi, lorsque Gervais écrit que les États généraux marquent « le dernier

⁵⁷ Gaétan Gervais, « Compte rendu : *Brève histoire des Canadiens français* (de Yves Frenette) », *Liaison*, n° 99 (novembre 1998), p. 31.

⁵⁸ Gaétan Gervais, « Aux origines de l'identité franco-ontarienne », p. 142.

acte de l'histoire du nationalisme canadien-français⁵⁹ », il se réfère au nationalisme politique et institutionnel. Cela ne suppose pas forcément la disparition du peuple canadien-français, puisque doit lui survivre, d'après Gervais, une expérience culturelle et historique singulière à réactualiser et à prolonger.

Plutôt que de voir le Canada français comme une simple catégorie historique ou comme une curiosité de musée, Gervais considère qu'il doit persister en tant qu'acteur légitime dans les discours et les représentations des communautés francophones de même que dans la définition de leurs projets. Son ouvrage *L'Ontario français : des Pays-d'en-Haut à nos jours*, publié en 2004 et rédigé avec l'historien Michel Bock, offre un témoignage éloquent de ce désir de mettre en évidence une continuité historique proprement franco-ontarienne dans l'espace public. Le livre, qui se veut aussi un manuel d'histoire franco-ontarienne destiné aux élèves du secondaire⁶⁰, présente une grande synthèse des quatre siècles de la présence française en Ontario. L'Ontario français s'y révèle comme une collectivité à part entière, distincte de l'ensemble canadien dont elle fait partie. Les événements qui marquent son existence sont mis en récit jusqu'à ses origines en Nouvelle-France.

Penser et dire la spécificité franco-ontarienne

La recherche historiographique menée par Gaétan Gervais a pour objet principal l'étude de l'Ontario français, plus particulièrement la période canadienne-française du passé de l'Ontario français. Deux objectifs distincts nous semblent la guider. Dans un premier temps, elle vise à cerner la part spécifiquement franco-ontarienne des enjeux et des faits du passé pour donner à cette collectivité une existence

⁵⁹ Gaétan Gervais, « La participation de l'Ontario français aux États généraux du Canada français et l'Ontario 1966-1969 », *Cahiers Charlevoix : III*, Sudbury, Société Charlevoix et Éditions Prise de parole, 1998, p. 233.

⁶⁰ Il s'agit ici du deuxième manuel d'histoire franco-ontarienne à voir le jour en Ontario français. Le premier à s'être lancé dans une telle entreprise est Robert Choquette avec la publication de *L'Ontario français : historique*, Montréal, Éditions Études vivantes, 1980.

propre dans l'espace public. Dans un second temps, par-delà les différentes thématiques abordées dans ses travaux, on peut dire de son entreprise interprétative qu'elle cherche à présenter la formation et la construction, dans le temps et l'espace, d'une société canadienne-française à part entière. Cette histoire est construite autour de moments forts et symboliquement très significatifs, lesquels font bien souvent l'objet central de ses analyses. Qu'il s'agisse des États généraux du Canada français, du Règlement 17, des jumelles Dionne, des congrès patriotiques, de l'école du Fort Frontenac, du rôle des paroisses dans la survivance du fait français en Ontario, de la participation des Canadiens français au commerce des fourrures à l'époque du régime anglais, de l'historiographie franco-ontarienne, de l'enracinement des sociétés d'histoire en Ontario français, de la contribution scientifique de Germain Lemieux ou, encore, de la première foulée de Samuel de Champlain et d'Étienne Brûlé en terre ontarienne, tous ces événements de l'histoire franco-ontarienne dont Gervais traite dans ses travaux constituent autant d'empreintes qui confirment la permanence de l'enracinement français dans la province. Sous sa plume, l'Ontario français devient une réalité historique formelle et cohérente. En restituant ainsi un parcours historique proprement franco-ontarien, les écrits de Gervais participent des nombreux discours sociaux qui contribuent à organiser, modeler et meubler la référence à un imaginaire et à un espace géographique particuliers à partir desquels la collectivité franco-ontarienne peut se définir.

Force est aussi de constater que l'historiographie que développe Gaétan Gervais à compter des années 1980 rejoint la perspective théorique adoptée, la plupart du temps, par ce qu'il convient d'appeler « l'histoire nationale ». En effet, dans la plupart de ses travaux, l'Ontario français n'est jamais présenté sous l'angle de sa fragmentation ou de sa division sociale. À de rares occasions, il s'intéressera, par exemple, aux différentes catégories sociales franco-ontariennes susceptibles d'avoir été marginalisées par la mise en avant d'un récit national, qu'il s'agisse ici de conflits sociaux, d'inégalités liées au genre, à la

classe sociale, à l'ethnie ou encore aux différences intergénérationnelles. Mais, en définitive, ces thèmes, généralement privilégiés par les historiens du social, Gervais y accorde assez peu d'attention. Il importe toutefois de préciser que sa tendance à relativiser certains enjeux ou le parcours de certains acteurs ou de groupes à l'intérieur de la collectivité ne signifie pas pour autant qu'il en nie l'existence. Ce sont plutôt, faut-il le rappeler, les éléments de continuité qui intéressent l'historien sudburois, ce qui implique un souci particulier du « commun » et la nécessité de dégager un sens de la multitude des intérêts sociaux et des conflits. Sous sa plume, la société minoritaire est donc envisagée comme un sujet collectif, historiquement circonscrit dans le temps long, engagé dans des rapports de pouvoir permanents avec la majorité anglaise⁶¹ et animé par une intention historique singulière. L'accent est ainsi régulièrement mis sur la fraternité comme, par exemple, lorsqu'il évoque la « grande famille canadienne-française⁶² », expression largement utilisée par les penseurs nationalistes des générations précédentes pour qualifier le Canada français historique. De la même manière, ce sont davantage les grands événements au cours desquels s'est jouée l'existence de l'Ontario français en tant que « communauté » qui le préoccupent et auxquels il consacre ses principaux travaux. On en trouve un exemple éloquent dans son étude sur l'Ontario français et les grands congrès patriotiques où il

⁶¹ À ce propos, il y aurait lieu de discuter des études historiques de Gervais dans lesquelles il met en scène les « combats » livrés par les Canadiens français de l'Ontario pour le maintien de leur intégrité culturelle. Ces combats et ces luttes, que Gervais a notamment revisités dans ses travaux sur le Règlement 17 et les jumelles Dionne, semblent constituer, chez lui, une part importante de l'architecture historiographique des Franco-Ontariens.

⁶² Gaétan Gervais, *Des gens de résolution : du « Canada français » à l'« Ontario français »*, Sudbury, Éditions Prise de parole, 2003, p. 22 ; Gaétan Gervais, « Les droits du français en Ontario, l'argumentation traditionnelle des élites à l'époque du Canada français », dans Marc Cousineau (dir.), *La communauté franco-ontarienne : un peuple, ses droits et son destin : actes du colloque tenu à Ottawa le 11 août 2000*, Sudbury, Institut franco-ontarien, 2001, p. 50 ; voir aussi Gaétan Gervais, « L'histoire de l'Ontario français (1610-1997) », dans Joseph Yvon Thériault (dir.), *Francophones minoritaires au Canada : l'état des lieux*, Moncton, Les Éditions d'Acadie, 1999, p. 157.

explique en quoi, selon lui, ces rassemblements ont constitué un moment privilégié pour apprécier l'unité du projet national canadien-français :

L'unité de la pensée canadienne-française se traduit de nombreuses façons, certes, mais se manifesta rarement avec plus d'éclats que lors des dizaines de congrès, tant patriotiques que religieux, qui ponctuèrent l'histoire de la nation canadienne-française. Ces rassemblements solennels fournirent aux élites, tant religieuses que laïques, l'occasion de se retrouver, de se concerter, de proclamer publiquement les hauts principes qui les inspiraient [...] Ainsi, les congrès devinrent eux-mêmes des « symboles », de véritables structures de signification, représentatives de l'ensemble du Canada français⁶³.

Cette insistance sur la dimension collective et commune des Franco-Ontariens apparaît aussi dans son texte sur les régionalismes en Ontario français. Si, *a priori*, un tel sujet d'étude appelle une mise en évidence du caractère éclaté du groupe entre ses différentes régions physiographiques, géographiques, de peuplement, et ses divers pôles d'influence institutionnels, sa conclusion se veut un rappel du « sort commun » qui unit les Franco-Ontariens :

[...] peut-on parler de « régions » en Ontario français ? Il semble que l'encadrement le plus significatif de la communauté soit le réseau institutionnel. Celui-ci est plus dense dans certaines villes qui exercent une place centrale dans chacune des trois régions reconnues [Ottawa, Sudbury et Toronto]. Toutefois, leur fonctionnement n'est pas bien connu, pas plus que les caractéristiques qui les distinguent. Les manifestations de patriotisme régional sont rares. Menacés au point de vue culturel, les Franco-Ontariens ont plutôt le sentiment de partager un sort commun⁶⁴.

⁶³ Gervais, *Des gens de résolution*, p. 18-19.

⁶⁴ Gaétan Gervais, « L'Ontario français dans toutes ses régions », dans Société Charlevoix, *Les régionalismes de l'Ontario français : actes de la table ronde de la Société Charlevoix : dixième Salon du livre de Toronto*, Toronto, Éditions du GREF, 2005, p. 15.

Ainsi, autant sa démarche aspire à un certain idéal de scientificité, autant elle garde pour préoccupation fondamentale de permettre à l'espace minoritaire franco-ontarien de perdurer en tant que lieu de socialisation et de transmission d'une culture et d'un héritage. L'un des exemples les plus probants où coexistent ces deux impératifs se trouve sans doute dans sa monographie sur les jumelles Dionne. Alors que plusieurs travaux ont été consacrés aux quintuplées dans la perspective d'un récit national canadien (c'est le cas notamment de l'historien Pierre Berton⁶⁵), Gervais propose plutôt d'en faire un jalon de l'histoire franco-ontarienne : « [...] aucune étude d'ensemble, autre que les traductions, ne raconte en français l'histoire de celles qui furent, sans aucun doute, les Franco-Ontariennes les plus illustres de l'histoire⁶⁶ », écrit-il. Ce passage est lourd de signification dans la mesure où il montre comment l'historien sudburois entend associer ce fait d'histoire à une référence proprement franco-ontarienne plutôt qu'à une référence canadienne. Autrement dit, le récit qu'il propose est endogène à la collectivité et confirme celle-ci dans son historicité singulière et son caractère distinct des autres récits nationaux. L'objet d'étude est, quant à lui, posé comme une société ou, à tout le moins, comme une minorité nationale inscrite dans un cadre référentiel autonome.

Ainsi, on comprend mieux pourquoi Gervais, dans d'autres textes plus engagés, ne souscrita jamais aux thèses sur l'« hybridité » identitaire des Franco-Ontariens, c'est-à-dire à l'idée selon laquelle, parce qu'immergés dans un milieu bilingue, les Franco-Ontariens auraient à négocier une « double personnalité » ou une « identité dédoublée ». « La possession de deux cultures [est] un fantasme [...] », de dire l'historien sudburois, fidèle en cela à ses opinions de jeunesse. « Cette idée de biculturalisme discréditée partout, ne sera qu'un masque pour déguiser l'acculturation, mot savant pour décrire le

⁶⁵ Pierre Berton, *The Dionne Years: A Thirties Melodrama*, Toronto, McClelland and Stewart, 1977.

⁶⁶ Gaétan Gervais, *Les jumelles Dionne et l'Ontario français (1934-1944)*, Sudbury, Éditions Prise de parole, 2000, p. 17.

processus d'assimilation⁶⁷. » Gervais rejoint ici l'analyse du sociologue Roger Bernard selon laquelle l'identité « bilingue », concept de plus en plus valorisé dans les représentations identitaires de la francophonie canadienne, ne serait en fait que le reflet du transfert de la culture française vers la culture anglaise⁶⁸. Aux yeux de Gervais, « les “biculturels” sont absents de la communauté franco-ontarienne, ils ne participent pas à ses institutions, ils ont de moins en moins le sentiment d'en faire partie⁶⁹ ». Autrement dit, ils ont abandonné l'espoir de construire une société franco-ontarienne « globale ». De la même manière, Gervais entrevoit la substitution du terme « Canadien-Français » par celui de « francophone » comme une dégradation de l'identité des minorités françaises. Le bannissement du terme « Canadien-Français », qu'il attribue notamment au lexique identitaire dénationalisant du Secrétariat d'État et à la diffusion du vocable « Québécois » et « francophone » par le mouvement néonationaliste québécois et la Société Radio-Canada, serait l'un des principaux symptômes du processus d'assimilation des minorités françaises, désormais réduites à leur stricte appartenance linguistique. « Dépouillé de toute connotation spécifique, le mot “francophone” trahit l'aliénation culturelle d'une communauté dont on attaque l'identité en la privant de son nom propre, canadien-français ou franco-ontarien. Quel genre de leadership nous prépare-t-on avec une telle conception de la culture, de la personne et de l'identité⁷⁰ ? »

⁶⁷ Gaétan Gervais réagissait ici aux propos de la journaliste anglo-québécoise Sheila McLeod Arnopoulos, publiés en 1982 dans son ouvrage *Hors du Québec, point de salut?*, dans lequel elle discutait notamment de la double exigence culturelle des Franco-Ontariens (voir Gervais, « La stratégie de développement institutionnel », p. 87).

⁶⁸ Roger Bernard, « Du social à l'individuel : naissance d'une identité bilingue », dans Jocelyn Létourneau (dir.), *La question identitaire au Canada francophone*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1994, p. 155-163.

⁶⁹ Gervais, « La stratégie de développement institutionnel », p. 87.

⁷⁰ Gaétan Gervais, « Préface », dans Guy Gaudreau (dir.), *Du Centre des jeunes au Carrefour francophone 1951-1990 : quarante ans de vie communautaire et culturelle à Sudbury*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, 1992, p. 9-10.

*Positionnement épistémologique : réfléchir « à partir »
de l'Ontario français*

Jusqu'ici, nous avons décrit quelques-uns des traits marquants de l'œuvre historique et intellectuelle de Gaétan Gervais. Nous avons montré en quoi l'exercice de sa pensée et son écriture prennent la forme d'un geste d'engagement envers la construction d'une collectivité franco-ontarienne spécifique, à l'heure où cette dernière est en profonde transformation dans son rapport à elle-même. Or cette analyse de son travail d'historien appelle un questionnement plus large sur ses intentions fondamentales. À tout le moins, on serait en droit de se demander si Gervais inféode sa démarche scientifique à un quelconque projet politico-identitaire franco-ontarien. Une juste appréciation des fondements de sa pensée nous apparaît ainsi nécessaire pour éclaircir ce point puisque son positionnement épistémologique nous semble correspondre à certaines exigences propres à la pratique réflexive en milieu minoritaire.

Bien qu'il n'ait pas exercé de réflexivité sur son propre travail et sur la nature de son épistémologie, Gervais agit néanmoins conformément à une conception particulière du rôle de l'historien en société. À ce propos, il écrit dans un texte publié pour la première livraison des *Cahiers Charlevoix* (1995) :

Que les historiens contribuent aux définitions identitaires, c'est une pratique qui se retrouve chez presque tous les peuples [...]. L'identité d'une communauté se fonde sur une certaine mémoire de son passé, sur une certaine compréhension de son expérience historique. Ainsi, il existe un lien entre l'histoire, tel que l'interprètent les chefs du groupe auquel on s'identifie, et l'identité qu'on veut mettre de l'avant. L'expérience historique résulte d'événements réels, mais le souvenir qu'on en garde se prête à bien des interprétations. La part du subjectif est donc importante dans la définition d'une identité, les faits et les événements passés étant sans cesse réinterprétés par les communautés⁷¹.

⁷¹ Texte publié à l'origine dans les *Cahiers Charlevoix : I*, p. 125-168, puis repris dans Gaétan Gervais, « Aux origines de l'identité franco-ontarienne », dans *Des gens de résolution*, p. 209.

En injectant du sens dans les événements, l'historien établit, selon Gervais, un certain rapport au passé et propose une construction identitaire. L'histoire, telle qu'il la conçoit et la pratique en Ontario français, cadre avec une conception profondément engagée du savoir. À ce propos, l'historien Michel Bock disait, au sujet de Gervais, que « [l]e savoir [qu'il] génère [...] depuis plus de trente-cinq ans, tout en étant scientifique – ou “honnête” –, n'en est pas moins “engagé”, en ce sens qu'il contribue puissamment à construire la “société” franco-ontarienne en tâchant d'en rappeler les “raisons communes”⁷² ». Ainsi, le savoir, tel qu'il se déploie dans la démarche épistémologique de Gervais, se révèle indissociable de son enracinement singulier. Plutôt que de s'extraire de sa propre communauté socio-identitaire pour faire œuvre de connaissance, l'historien de Sudbury montre que c'est plutôt par l'intermédiaire de sa propre culture, de son appartenance communautaire et de ses référents qu'il formule ses questionnements et insuffle à sa société une part de *vérité* historique. Nous oserons ici le parallèle avec Fernand Dumont en disant du positionnement épistémologique de Gaétan Gervais qu'il consiste à réfléchir *à partir* d'une culture et non pas seulement *sur* une culture⁷³. Autrement dit, toujours selon Dumont, il s'agit de placer « la *mémoire* [au] commencement de la *méthode*⁷⁴ ». Cette autre belle formule du sociologue québécois résume bien, à notre avis, la pratique réflexive de Gervais, qui, lui-même, envisage la mémoire et l'histoire dans une relation plutôt étroite, l'une alimentant l'autre : « Comme la mémoire, l'histoire est un dialogue permanent du présent avec le passé. Elle exprime, à un moment donné, l'ordre que la raison introduit dans

⁷² Michel Bock, « Gaétan Gervais, l'Université Laurentienne et l'Ontario français : l'engagement d'un intellectuel historien », conférence d'ouverture du colloque *L'Université Laurentienne : berceau de la culture et de l'identité franco-ontariennes*, Sudbury, 25 mars 2010.

⁷³ Gérard Bergeron, « En souvenir du temps de notre jeunesse », dans Simon Langlois et Yves Martin (dir.), *L'horizon de la culture : hommage à Fernand Dumont*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, Institut québécois de recherche sur la culture, 1995, p. 531-534.

⁷⁴ Fernand Dumont, *Le sort de la culture*, Montréal, L'Hexagone, 1987, p. 318.

la masse des faits historiques⁷⁵. » Ainsi, sous sa plume, l'histoire porte la mémoire des origines, la responsabilité d'un héritage, la construction et la préservation d'une culture particulière. « Si on n'enseigne pas l'histoire, affirme Gervais, l'étudiant ne développera pas le souci du contexte et de la relativité des vérités dites universelles. Il ne possédera pas le sentiment d'appartenir à une communauté spécifique [...] Car, sans histoire, nous n'héritons de rien⁷⁶. » En souhaitant montrer la spécificité franco-ontarienne à travers l'histoire, Gervais cherche indirectement à fonder un sentiment d'identification à celle-ci. La méthode indique une certaine intention politique; celle de *justifier* le droit d'existence et la permanence de cette collectivité en tant que « minorité nationale » dans l'ensemble canadien.

Ce désir de *justice*, au cœur de l'épistémologie de Gaétan Gervais, côtoie donc, sans pour autant s'y opposer, un désir de *vérité*. Celui qui a lu les écrits de l'historien saura, en effet, reconnaître l'empreinte d'une profonde rigueur empirique, soucieuse du respect des faits, manipulant avec prudence et empathie le contenu de la source de manière à restituer un rapport de qualité avec le passé. Y voir une démarche scientifique inféodée à un quelconque projet idéologique serait omettre de considérer le lieu historique et social singulier à partir duquel l'historien formule ses interrogations. Ce lieu, celui de l'Ontario français, est un espace minorisé, travaillé de l'intérieur par les impératifs de la survie culturelle et par l'inquiétude d'un devenir incertain. C'est ainsi, dirons-nous, par nécessité que l'historien sudburois développe une posture interprétative qui participe de l'expression d'une identité collective axée sur le particulier et la distinction. Cette perspective rejoint d'ailleurs ce qui nous semble être l'une des constantes de son œuvre d'historien, qui consiste à poser l'objet franco-ontarien comme une société et non comme une

⁷⁵ Gaétan Gervais, « L'historiographie franco-ontarienne : à l'image de l'Ontario français », dans Jacques Cotnam, Yves Frenette et Agnès Whitfield (dir.), *La francophonie ontarienne : bilan et perspectives de recherche*, Ottawa, Le Nordir, 1995, p. 123.

⁷⁶ Gervais, « Liminaire : l'enseignement de l'histoire au Canada français », p. 2.

composante, parmi tant d'autres, de la société globale canadienne. Dans ses écrits, la construction historique de l'Ontario français est envisagée dans son mouvement vers l'autonomie et l'autoréférentialité. Telle est l'exigence de pensée avec laquelle il exerce son métier. Elle décrit une pratique réflexive vécue comme une « pratique de solidarité », pour le dire à nouveau avec Dumont, c'est-à-dire dans une dynamique d'identification, de complicité et d'appartenance à l'objet d'étude. On pourrait donc dire de la posture de Gervais qu'elle correspond en tout point à celle de l'intellectuel des « petites sociétés » et que Jocelyn Létourneau situait au croisement de deux exigences en tension, qui consiste à « impenser » son pays, à s'y mettre à distance, tout en lui vouant un amour profond qui commande une certaine responsabilité, une fraternité et une fidélité⁷⁷.



Dans cet article, nous nous sommes intéressé aux dimensions intellectuelle et historique de l'œuvre de Gaétan Gervais dans le contexte plus large des importantes mutations référentielles vécues en Ontario français au cours des dernières décennies. Nous avons tenté de montrer que l'historien sudburois a cherché, par ses écrits historiques et certaines de ses initiatives, à faire sens de ces mutations dans le dessein d'autonomiser une référence propre à l'Ontario français. Dans un espace identitaire en pleine reconfiguration, Gervais est de ceux qui ont cherché à inscrire l'identité franco-ontarienne et ses supports dans une continuité référentielle avec le Canada français, souhaitant, par là, réactualiser en Ontario français une prétention sociétale à l'autonomie et à l'autoréférentialité. En cela, il exprime le refus de percevoir cette collectivité comme le simple fragment ethnique d'une nationalité *autre* – la nationalité canadienne. C'est peut-être là que réside l'intérêt premier de son œuvre, soit de rappeler que le passé est une catégorie qui infléchit le

⁷⁷ Jocelyn Létourneau, « "Impenser" le pays et toujours l'aimer », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. CV (1998), p. 361.

présent ; que l'existence de la collectivité franco-ontarienne n'est point le fruit d'une refondation ou d'un recommencement, mais plutôt le témoignage d'une étonnante continuité historique. Son œuvre pose ainsi l'épineuse question du *sens collectif* dans le contexte particulier des milieux minoritaires, dont la cohésion est aujourd'hui plus fragilisée que jamais par les effets de la mondialisation et la multiplication des demandes émancipatrices issues des mouvements sociaux et des revendications à fondement identitaire⁷⁸. De la même manière, et dans une logique contraire à celle d'une modernité radicale, l'œuvre de Gaétan Gervais rappelle en quoi les cultures minorisées, comme celle de l'Ontario français, qui n'ont pas de territoire national ni la possibilité de transformer leur sentiment national en une pleine autonomie politique, ne peuvent, au risque de participer à leur propre disparition, se dérober de la référence à un ordre transcendant, qu'il s'agisse de l'histoire, de la mémoire ou de la tradition. Cette œuvre comporte également une interrogation plus large touchant la permanence et la rupture d'une visée nationale dans les représentations et la structuration identitaires de la francophonie ontarienne. À cet égard, il semble possible d'affirmer qu'en proposant une interprétation de l'Ontario français à travers le prisme de la dualité nationale et de l'autonomie, Gervais a été un agent structurant d'une dynamique de continuité nationale héritée du Canada français en Ontario. Son œuvre est révélatrice du phénomène selon lequel il persisterait, dans le discours et l'imaginaire des francophones de l'Ontario, une référence, ténue, mais toujours existante, au Canada français. En creux de cette posture se révèle aussi le propre d'une sensibilité « nationalitaire », c'est-à-dire celle d'une forte aspiration à se percevoir en sujet national, mais qui se heurte abruptement à sa condition de minoritaire, dans laquelle les structures étatiques, économiques et sociales doivent être partagées

⁷⁸ À ce sujet, lire Jacques Beauchemin, *La société des identités : éthique et politique dans le monde contemporain*, Montréal, Athéna éditions, 2005.

avec la majorité⁷⁹. Elle évoque la persistance de cette double et dialectique réalité – celle de l'*autonomie* et de l'*intégration* – qui oriente encore de nos jours les grands questionnements sur l'avenir de l'Ontario français et des francophonies minoritaires.

⁷⁹ Joseph Yvon Thériault, « Entre la nation et l'ethnie : sociologie, société et communautés minoritaires francophones », *Sociologie et sociétés*, vol. 26, n° 1 (printemps 1994), p. 15-32.



Comptes rendus

Christophe Prochasson. *François Furet : les chemins de la mélancolie*, Paris, Stock, 2013, 558 p.

Moins de vingt ans après sa disparition, François Furet (1927-1997) a déjà trouvé son biographe. Bien connu pour ses travaux sur la gauche française, Christophe Prochasson donne à voir la trajectoire atypique d'un intellectuel qui mit ses contemporains en garde contre les passions révolutionnaires. Membre actif du Parti communiste durant sa prime jeunesse, marié à une militante, lecteur boulimique de la littérature du Mouvement, Furet vécut à fond cette passion enivrante, comme du reste la plupart des historiens de sa génération formés par Fernand Braudel ou Ernest Labrousse. Sorti en douce du Parti à la fin des années 1950, Furet amorce un long cheminement intellectuel qui l'amènera à analyser les ressorts historiques, philosophiques et psychologiques de cette passion. Comme il l'expliquait lui-même en 1995, lors de la sortie de son *magnum opus* *Le passé d'une illusion* : « Il me semble que, lorsque l'on a fait une erreur politique de cette taille, on est obligé, surtout si l'on est un intellectuel, de réfléchir aux conditions dans lesquelles on a été amené à partager cette illusion » (cité p. 61). Selon Prochasson, les « engagements historiographiques » de Furet s'expliqueraient en grande partie par la « métamorphose d'une sensibilité militante rentrée » (p. 77). C'est du moins le fil conducteur de ce livre qui, dans la première partie, présente et analyse le travail proprement historiographique de Furet alors que la seconde décortique sa sensibilité idéologique et montre son impressionnant rayonnement international et médiatique.

Furet se consacra d'abord à l'étude de la Révolution française, un champ de recherche alors dominé par l'historien Albert Soboul et quelques intellectuels du Parti communiste français. Comme le

montre bien Prochasson, qui s'inspire ici d'un témoignage de Mona Ozouf, la principale contribution de Furet fut de s'être dépris d'une relation émotionnelle à l'événement et d'avoir déconstruit l'explication téléologique et monocausale de la « révolution bourgeoise ». N'allant pas, à la manière des réactionnaires du XIX^e siècle, jusqu'à maudire la Révolution, il ne croyait pas non plus nécessaire d'y adhérer complètement pour l'étudier. « La Révolution pour la comprendre, il faut l'aimer », avait un jour déclaré l'historien Alphonse Aulard : une « phrase sottise », selon Furet (p. 87). Au travers de ses analyses de l'événement, que l'on retrouve notamment dans l'essai-choc *Penser la Révolution française* (1978), on observe un rejet féroce de tout déterminisme, qu'il considérait comme l'une des plaies de la lecture « jacobino-marxiste » de l'histoire et du structuralisme. À la suite de Raymond Aron, collègue inspirant de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), il considérait que la mission de l'historien était de « conjurer l'illusion rétrospective de la nécessité » et d'ainsi « réintroduire dans l'étude du passé la part des circonstances et de l'invention humaine » (cité p. 287). En toute logique, et ce, même s'il avait été formé par l'école des Annales, Furet allait donc renouer avec une histoire politique qui, bien qu'informée par les grandes mutations économiques et sociales, conserverait sa propre autonomie.

Si François Furet réhabilita le politique, il n'entendait pas rompre complètement avec l'héritage des Annales. Comme ses maîtres, il continua de croire que l'historien devait se consacrer à un « problème », non se contenter d'être un chroniqueur d'événements. Ce qu'il reprochait aux historiens plus traditionnels de la nation, c'était justement d'ignorer les idées générales. Dans *L'atelier de l'histoire* (1982), Furet distinguait de manière un peu carrée « l'histoire-problème » de « l'histoire-récit ». Comme en fait foi une entrevue qu'accorda Furet à ses collègues de l'EHESS en janvier 1994¹, tout indiqua qu'il évolua

¹ Excellente entrevue, divisée en 14 parties d'une dizaine de minutes chacune, disponible sur le Web : <http://www.youtube.com/watch?v=5qMfbQU4hF0>.

sur cette question. Sa grande synthèse sur l'histoire de la Révolution française publiée lors des fêtes du bicentenaire offrait au lecteur un récit vivant et relativement traditionnel qui fourmillait de portraits et d'anecdotes révélatrices. Prochasson, qui a consulté les manuscrits de l'auteur, montre que Furet n'était « pas l'homme du premier jet », que l'écriture était pour lui « l'un des aspects majeurs de sa tâche », que l'histoire en somme était une « entreprise littéraire » (p. 267-268). Au final, Furet ne semble pas avoir eu de position épistémologique très développée. Il écrivit peu de textes sur les aspects théoriques de la discipline et s'impliqua peu dans les débats qui opposèrent les tenants de l'histoire sociale à ceux de l'histoire politique. Selon Prochasson, la posture de Furet sur ces questions relevait d'un « relativisme épistémologique » (p. 284). « Il ne me semble pas possible d'avoir une doctrine normative sur la manière d'écrire l'histoire », écrivait-il à un collègue en 1983 (cité p. 276).

Fidèle à l'héritage des Annales, il ne voulut pas rompre avec les sciences sociales non plus. Dans l'ensemble cependant, si l'on excepte ses travaux sur l'alphabétisation dans la France du XVIII^e siècle, il fut beaucoup plus intéressé par les idées politiques et philosophiques que par les méthodes quantitatives d'une sociologie empiriste. Normal puisqu'à ses yeux, la passion révolutionnaire révélait moins les manœuvres intéressées d'une classe sociale qu'elle ne témoignait d'un regard neuf sur l'histoire et la politique. C'est la grande aspiration moderne à l'égalité qui fut à l'œuvre en 1789 comme en 1917, selon Furet. Cette passion pour l'égalité donnait un sens à l'histoire et devenait le moteur d'une grande espérance autant qu'un programme d'action. Cette intuition forte, il la devait en grande partie à Alexis de Tocqueville, l'un des pères de la sociologie moderne, qu'avec d'autres intellectuels de sa génération (ex. Pierre Manent, Marcel Gauchet, Pierre Rosenvallon) il contribua à faire redécouvrir. Prochasson croit également que Furet se reconnut dans le parcours de cet « être tout à la fois pleinement intégré dans le monde des élites de son temps », mais en même temps soucieux de « marquer sa différence en affichant une liberté intellectuelle sans limites » (p. 166). Il lut et fréquenta

toute sa vie les intellectuels, les historiens et les penseurs qui enracinèrent leur lecture de l'histoire dans les grandes interrogations du présent, qui cherchèrent dans le passé des filiations, des explications, une genèse. Il lut attentivement Edgar Quinet et Karl Marx, Edmund Burke et Jean Jaurès, dialogua de son vivant avec Ernst Nolte, l'historien controversé du totalitarisme, et avec le philosophe Paul Ricoeur avec qui il préparait un ouvrage avant de mourir subitement en 1997.

Souvent classé à droite par les historiens marxisants dont il contestait les thèses, Furet se laissa difficilement confiner dans un camp. Hostile au gaullisme – à ses yeux, un bonapartisme de « la décadence » (cité p. 383) –, il n'adhérait pas non plus complètement à la société libérale de son temps marquée, selon lui, par « le retrait des individus dans l'étroitesse de la vie privée, l'absence de substance spirituelle du monde de l'argent, l'hédonisme échevelé, le relativisme intellectuel » (cité p. 377). Devant les aspirations de la gauche, il se montra également sceptique. « Je crois qu'il y a dans la démocratie moderne quelque chose de désespérément abstrait avec lequel il faut vivre, explique-t-il devant un parterre de philosophes français en 1989 : le fait que nous vivons dans le monde de l'égalité alors que nous sommes tous inégaux est une idée avec laquelle il nous faut vivre, je la crois d'ailleurs noble et belle, mais je ne crois pas qu'on puisse résoudre cette tension, inséparable de la démocratie moderne entre l'affirmation de l'égalité et les conditions concrètes de l'inégalité. On peut la réduire, mais non la supprimer, sauf à supprimer la liberté » (cité p. 345). Ce que proposait Furet, c'est une adhésion lucide à la démocratie libérale. Ce régime de libertés était préférable aux autres propositions de la modernité qui, pour accoucher de l'utopie égalitaire, asservissaient les hommes. Il était cependant pleinement conscient que, dans ce régime libéral, l'aspiration à l'égalité ne serait jamais totalement comblée, d'où sa mélancolie, concept clé pour comprendre les grandes questions qui travaillèrent l'œuvre ambitieuse de cet historien, selon Prochasson.

Cet ouvrage est davantage une monographie d'histoire intellectuelle qu'une biographie à l'américaine. Si Prochasson a consulté

les archives personnelles de Furet, il traite peu de sa vie privée, sauf pour rappeler ce que l'historien avait lui-même confié lors d'entrevues. On apprend que Furet perdit ses parents très jeune, qu'atteint de tuberculose il fut alité de 1950 à 1954, qu'il épousa trois femmes avec qui il eut deux enfants. « Je préfère la passion amoureuse à la passion politique », admit-il lors d'une entrevue radiophonique. Historien des idées plutôt que sociologue des connaissances, Prochasson ne s'intéresse pas aux divers réseaux entretenus par Furet, aux rivalités académiques ou aux luttes de pouvoir internes à l'université. L'aurait-il fait qu'on aurait peut-être mieux compris pourquoi ses idées en vinrent à rayonner à ce point, surtout à l'extérieur de l'université. Cela dit, il montre bien le souci de Furet pour le grand public, son talent dans les médias, sa facilité à communiquer au plus grand nombre. Plus passeur que vulgarisateur, Furet croyait qu'il était possible « d'énoncer clairement et élégamment les résultats de la recherche historique, sans renoncer à une rigueur fondée plus objectivement. L'histoire a son vocabulaire, elle n'a pas besoin de son jargon » (cité p. 485). Seule lacune notable dans cet ouvrage instructif, on n'y trouve aucune bibliographie complète des ouvrages et articles de François Furet ni des études portant sur son œuvre.

— *Éric Bédard*
TÉLUQ

Germain Lacasse, Johanne Massé et Bethsabée Poirier.
Le diable en ville : Alexandre Silvio et l'émergence de la modernité populaire au Québec, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2012, 299 p.

Cet ouvrage d'histoire culturelle permet de découvrir la figure méconnue du bonimenteur, cette personne qui avait pour tâche, aux premières années du cinéma, de lire, de traduire ou de bonifier les intertitres qui facilitaient la compréhension des films muets. Comme l'expliquent les auteurs, c'est une figure qui a généralement eu une présence plus importante et durable dans les communautés

minoritaires comme le Canada français. Plus spécifiquement, l'ouvrage s'intéresse à la trajectoire d'Alexandre Silvio, bonimenteur qui est, par la suite, devenu auteur, producteur et directeur de différents théâtres et qui a joué un rôle clé dans le développement du divertissement populaire dans le Montréal francophone des premières décennies du xx^e siècle.

À partir de sources malheureusement très fragmentaires et à la suite d'un travail de recherche et d'analyse visiblement minutieux, l'historien du cinéma Germain Lacasse et deux de ses étudiantes à la maîtrise, Johanne Massé et Bethsabée Poirier, parviennent à éclairer ce pan peu connu de la culture urbaine montréalaise. Le premier chapitre de l'ouvrage leur permet de mettre en contexte les activités de Silvio, et c'est probablement sur ce plan que se situe la principale faiblesse de l'ouvrage. Dans ce chapitre et dans ceux qui suivent, Lacasse et ses collaboratrices exagèrent nettement l'influence culturelle de l'Église catholique dans la métropole durant le premier tiers du xx^e siècle. Décrivant fréquemment leur bonimenteur et ses activités comme une sorte de bastion de liberté inattendu dans une cité écrasée par le joug d'une religion conservatrice et rigoriste, ils sous-estiment largement l'espace de liberté dont disposaient les Canadiens français catholiques de la métropole durant ces années. Ignorant l'évolution de l'historiographie québécoise des dernières décennies, ils opposent ainsi une « société évoluant selon les idéaux traditionalistes solidement entretenus par une élite cléricale [aux] créations audacieuses d'artistes qui exploitaient sur scène en jargon populaire les sujets les plus contemporains liés à la modernité » (p. 11). Le simple ajout, dans leur bibliographie, de l'ouvrage de Lucia Ferretti sur la paroisse Saint-Pierre Apôtre leur aurait permis de mesurer à quel point la capacité de l'Église à encadrer efficacement ses fidèles dans ce milieu était allée en déclinant depuis la deuxième moitié du xix^e siècle. La lecture de l'ouvrage d'E.-Martin Meunier et Jean-Philippe Warren sur le personnalisme, ou alors celui de Michael Gauvreau sur les origines catholiques de la Révolution tranquille, leur aurait également permis de constater qu'ils ne sont pas les premiers à « trouver » les racines

de la Révolution tranquille dans les décennies qui précèdent l'élection du gouvernement de Jean Lesage. En d'autres mots, leur contribution n'est pas tant, comme ils se l'imaginent, d'avoir découvert une modernité populaire insoupçonnée dans le Montréal du premier tiers du xx^e siècle, que d'avoir mis au jour certaines des formes, très peu connues, qu'elle prenait dans les théâtres francophones de la métropole.

Les auteurs ont plus de succès lorsque vient le moment de situer la place, ingrate, qu'occupent les formes populaires de divertissement, tant chez la critique de l'époque que dans les recherches qui ont suivi et qui se sont longtemps concentrées sur les formes plus « nobles » de la culture canadienne-française. Mais, comme ils le montrent éloquemment dans les trois autres chapitres de l'ouvrage (autant d'actes subdivisés en différents tableaux), les formes culturelles étudiées ici représentent autant de façons, pour les classes populaires montréalaises, d'appriivoiser et de s'approprier la modernité urbaine.

Ainsi, le premier acte de leur démonstration leur permet d'explorer les débuts de différentes formes de divertissement populaire urbain. Il y a évidemment le cinéma, la censure qu'il suscite, les bonimenteurs qui, au contraire, accompagnent le spectateur dans son écoute, et le *star-system* qui s'organise rapidement autour de lui. Il y a également ces « revues d'actualité », ces spectacles hétéroclites enfilant des scènes variées le long d'un fil conducteur généralement assez simple et qui traiteront avec légèreté de différents sujets d'actualité. D'importation française, c'est une formule qui sera adaptée au contexte canadien-français et, notamment, au parler populaire. Comme le notent bien les auteurs, l'utilisation fréquente du personnage de l'habitant des campagnes découvrant la ville illustre le rôle que jouent les revues dans l'appropriation d'une certaine modernité urbaine. Le chapitre suivant, consacré à l'étude du riche contenu des revues, le confirme aisément. Les nouvelles technologies, et spécialement l'électricité, les grandes questions sociales ou morales, et notamment la prohibition, ainsi que l'avènement de la société de consommation avec ses grands magasins sont au cœur des spectacles présentés dans le cadre des revues. Dans ce contexte, on ne peut que

déplorer l'état très fragmentaire des sources. À partir des quelques textes de revues qui nous sont parvenus, les auteurs nous donnent un aperçu de la densité et de la complexité des représentations du monde moderne transmises lors de ces événements courus. Finalement, un dernier chapitre permet à Lacasse, Massé et Poirier de s'attarder plus longuement sur le personnage d'Alexandre Silvio, dont la trajectoire est intimement liée à ces divertissements populaires. Ils s'arrêtent également sur celui qui pourrait être l'exact opposé de Silvio, le « bonimenteur académique » Joseph Dumais. Le premier permet de suivre la montée et le déclin des revues d'actualité ainsi que les stratégies commerciales et publicitaires mises en avant pour en assurer le succès ; alors que le second nous permet de mieux comprendre l'attitude souvent méprisante réservée par l'élite culturelle à ces divertissements populaires.

Lorsque Silvio meurt, en 1935, l'âge d'or des revues d'actualité est déjà bel et bien révolu. Le cinéma parlant et d'autres formes de divertissement populaire prennent la relève. L'ouvrage de Lacasse, Massé et Poirier permet néanmoins de redonner sa place dans l'historiographie à cet épisode coloré et riche de l'histoire culturelle de Montréal et de prendre la mesure des différentes avenues empruntées par les Canadiens français pour apprivoiser la modernité urbaine au cours de la première moitié du xx^e siècle.

— *Harold Bérubé*
Université de Sherbrooke

Frédéric Smith. « *La France appelle votre secours* » : *Québec et la France libre, 1940-1945*, Montréal, VLB éditeur, 2012, 293 p.

Frédéric Smith, historien pour la Commission de la capitale nationale à Québec, produit ici un livre intéressant et qui poursuit le travail amorcé depuis plusieurs années par Éric Amyot, Sébastien Vincent, Olivier Courteaux et d'autres, sur les liens des Canadiens français avec le régime de Vichy pendant la Seconde Guerre mondiale. On

le sait maintenant, ces liens furent complexes, caricaturés malheureusement pendant longtemps en légende urbaine autour de l'antisémitisme et du conservatisme raciste généralisé des francophones. Si plusieurs, en effet, ont pu être séduits par « le beau risque » du maréchal Pétain, il appert dans les recherches récentes que des Canadiens français se sont aussi tournés vers la France du général Charles de Gaulle, en s'engageant militairement ou en participant à des réseaux de soutien de la France libre. C'est à eux que le livre de Smith est consacré. Au hasard d'une recherche et d'une rencontre, l'auteur a pu mettre la main sur les archives de la famille de Marthe Simard, principale animatrice du comité France libre de Québec. Ainsi, Smith part à la rencontre d'une Française installée à Québec, mariée à un Canadien français, qui bâtit un réseau intellectuel de soutien aux gaullistes, ouvre sa maison aux représentants français de la France libre de passage à Québec et termine sa carrière en France, en faisant partie des premières femmes nommées membres de l'Assemblée consultative provisoire de Paris en 1944.

Les débuts ne seront pas faciles, et l'auteur décrit bien les écueils qui attendent Marthe Simard, le professeur de littérature de l'Université Laval, Auguste Viatte, et Élisabeth de Miribel, émissaire du général de Gaulle au Québec. Les quatre premiers chapitres décrivent le développement et l'organisation d'un réseau gaulliste au Québec. Les Simard créent le premier comité France libre, suite à l'appel du 18 juin 1940 du général de Gaulle. De Gaulle se félicite d'un tel soutien et demande si on ne pourrait pas lever des fonds au Québec pour lui acheter quelques chars d'assaut... Le mouvement reste très marginal cependant et l'adresse du général, sur les ondes de la BBC en août 1940, n'y change rien : « L'âme de la France cherche et appelle votre secours, le vôtre, Canadiens français » (p. 43). L'arrivée d'Élisabeth de Miribel, envoyée spéciale du général de Gaulle, active la formation officielle du réseau et permet le remplacement de ses éléments jugés les moins dynamiques. Finalement, la visite du commandant d'Argenlieu permet de nommer un nouveau représentant du général au Canada, le colonel français Jacques-Émile Martin-Prével. L'auteur

évoque, en parallèle de cette structuration du réseau, le peu d'intérêt des Canadiens français pour leur mouvement, du moins, jusqu'en 1943. Cela explique, peut-être, pourquoi le comité France libre ne prend pas position officiellement en faveur de la conscription en 1942. La majorité des membres étant des Français, il leur apparaît risqué de s'aliéner les quelques Canadiens français favorables au réseau en soutenant une conscription que rejetait la majorité des francophones.

Les trois derniers chapitres du livre s'attardent au succès qu'a connu le réseau France libre au Québec et aux actions de ce réseau pour soutenir la France à la fin de la guerre. À partir de 1942, lorsque le gouvernement canadien rompt ses relations officielles avec la France de Vichy et que la victoire alliée se rapproche, il est plus facile au réseau gaulliste du Québec de recruter des membres. Pendant cette période, 84 comités de la France combattante ont vu le jour au Canada. Les deux héroïnes de cette histoire, Élisabeth de Miribel et Marthe Simard, poursuivent chacune de leur côté leur destin exceptionnel. Elles s'impliquent politiquement, intellectuellement et émotivement dans la guerre, qui leur réservera en retour ce que peu de femmes avaient alors : l'accès au pouvoir en France. Marthe Simard, après un séjour en Algérie où elle siège comme représentante du Canada au Parlement provisoire de la France libre, est invitée à poursuivre sa carrière à Paris. Elle refuse finalement et part retrouver les siens au Québec. Élisabeth de Miribel, pour sa part, est rappelée par le général de Gaulle. Après la guerre, elle travaille dans la diplomatie française.

Ce livre, bien écrit et très narratif, trouvera certainement son public. Le spécialiste reste, en revanche, sur sa faim et vu le sujet assez spécialisé du livre, ses attentes sont élevées. Mis à part le fonds Auguste Viatte des Archives du Canton du Jura en Suisse, les autres fonds présentés en bibliographie apportent assez peu de nouveauté au propos. Les fonds du ministère des Affaires étrangères français (AMAE), cités curieusement AMAEE, ont déjà été exploités par Éric Amyot dans *Le Québec, entre Pétain et de Gaulle* et par Olivier Courteaux. L'histoire des relations entre les Canadiens français et le

régime de Vichy ainsi qu'avec les débuts du gaullisme ne méritait donc pas une place aussi grande dans ce livre. On trouve, par exemple, dans l'ouvrage de Smith le même genre de titre : *l'Envol*, qu'Amyot a utilisé pour son chapitre 4. Manifestement, le fonds de Marthe Simard n'a pas donné les résultats escomptés puisque l'auteur ne l'utilise que dans les deux derniers chapitres de son livre. Il s'agit pourtant du point d'intérêt principal de cette recherche. De nombreuses citations dans le texte ne comportent pas de référence (par exemple, aux pages 45-46 où l'auteur utilise les mémoires de Marthe Simard) et donnent l'impression que le livre s'adresse finalement au grand public. Une bibliographie très maigre et apportant assez peu de nouvelles informations sur le sujet achève d'en faire un livre qui rate un peu sa cible, celle d'un public universitaire averti. Cependant, le sujet est exceptionnel, et l'auteur a eu le mérite de le découvrir. L'incroyable activité de ces Français et, dans une moindre mesure, de ces Canadiens français gaullistes à Montréal et à Québec est une piste de recherche à poursuivre. Le rôle de premier plan des femmes dans ce réseau est aussi une découverte qui pourrait être approfondie et analysée dans de nouvelles recherches.

— Magali Deleuze
Collège militaire royal du Canada

Simon Jolivet. *Le vert et le bleu : identité québécoise et identité irlandaise au tournant du XX^e siècle*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2011, 292 p.

Avec cet ouvrage, Simon Jolivet tente de combler un vide énorme dans l'historiographie canadienne. *Le vert et le bleu* explore les relations entre les Québécois d'origine irlandaise et les Canadiens français au tournant du XX^e siècle. C'est une période de nombreux changements politiques au Québec tout comme en Irlande. Ces changements eurent des conséquences significatives sur l'expression de l'identité irlandaise au Québec. L'analyse de Jolivet est faite dans une perspective identitaire.

Jolivet pose deux questions avec son étude. D'abord, est-il possible de déterminer si l'irlandicité persiste au Québec au début du xx^e siècle, plusieurs décennies après les premières vagues d'immigration originaires d'Irlande? Ensuite, est-il possible de savoir si les courants politiques en Irlande, principalement la question de l'autonomie irlandaise, eurent une influence au Québec chez les Irlandais et les Canadiens français? Il faut noter que dans le cadre de cette étude, Jolivet n'applique l'identité irlandaise qu'aux Irlandais catholiques. Il met les protestants de côté dans l'avant-propos, en posant l'hypothèse qu'ils se sont assimilés à la culture anglo-protestante, comme les Anglais et les Écossais. C'est une proposition introduite avec précaution, bien sûr, mais qui n'a pas, jusqu'à présent, trouvé de justification dans l'historiographie.

Pour répondre aux questions posées, Jolivet utilise des événements tels que les célébrations communautaires, les commémorations et les événements politiques au Canada et en Irlande, qui lui permettent d'examiner comment les Irlandais et les Canadiens français ont exprimé leurs identités. Cette période a été fortement politisée dans les deux pays. « Sans contredit, les développements politiques dans ces deux régions secouent le lien impérial avec la Grande-Bretagne et contribuent à accentuer les tensions ethniques » (p. 101).

Le livre commence avec l'exemple des commémorations du centenaire de la rébellion de 1798 à Montréal. En cette année 1898, l'organisation des commémorations fut confiée non pas à la Société Saint-Patrick de Montréal, mais bien à l'Ancient Order of Hibernians, une société secrète, inspirée d'autres sociétés secrètes en Irlande (p. 41). Un défilé eut lieu, mais il n'emprunta pas le parcours traditionnel du défilé de la Saint-Patrick. On choisit plutôt de suivre les rues principales de Griffintown, la banlieue des Irlandais de la classe ouvrière. Une messe inaugura les célébrations et la journée se termina par une grande fête dans le parc d'exposition, réunissant « selon de variables estimations journalistiques entre 3000 et 6000 personnes » (p. 47).

Ceux qui participèrent à cet événement se rallièrent à l'idée de la liberté irlandaise. Toutefois, l'expression de cette idée ainsi que la

définition de ce que cette « liberté irlandaise » représentait demeurent ambiguës. Les orateurs invoquèrent les noms de rebelles connus, considérés comme des hommes de principes, même s'ils ne soutenaient pas la rébellion. De plus, la présence de drapeaux orange témoigne d'une certaine unanimité irlandaise, tant chez les protestants que chez les catholiques, bien qu'il n'y eût pas d'organisation protestante présente parmi les participants.

Les événements qui se produisirent après 1898 permirent aux Irlandais québécois d'exprimer leur irlandicité, et, compte tenu des tensions politiques de plus en plus fortes en Irlande, de définir ce que signifiait être Irlandais. La popularité de l'Ancient Order of Hibernians atteignit son apogée entre 1916 et 1922, période où ils s'occupèrent de l'organisation des célébrations du jour de la Saint-Patrick (p. 67). L'Ancient Order of Hibernians a aussi été responsable de la construction d'une croix celtique à Grosse-Île, près de Québec, en 1909 et de Black Rock à Montréal en 1913, deux monuments à la mémoire des victimes de la famine de 1847. Ces événements furent l'occasion de critiquer le rôle de la Grande-Bretagne en Irlande, mais aussi de rassembler la communauté irlando-catholique du Québec.

Selon Jolivet, le Québec est un centre important pour les mouvements sociaux et politiques irlandais. Les principaux acteurs politiques irlandais visitèrent régulièrement le Québec durant la période étudiée, Montréal particulièrement, pour prononcer des discours et se procurer des fonds. Leur présence et leur opposition à la politique impériale britannique suscitèrent plusieurs discussions et donnèrent aux Québécois l'occasion de s'impliquer dans les débats politiques en Irlande.

L'identité canadienne-française se développe aussi durant cette période ainsi que des mouvements pour la protection de la langue gaélique et de la langue française. En raison des nombreuses similarités entre ces mouvements, la presse canadienne-française de l'époque, particulièrement *Le Devoir*, publia de nombreux appels aux membres de ces organisations à faire cause commune. L'analyse de la presse que propose cet ouvrage est forte et équilibrée, et présentée parallèlement à l'analyse de chaque événement lié à l'identité.

Jolivet met clairement en relief la vaste diversité d'opinions présente dans la communauté irlandaise au Québec. Certains étaient pour l'indépendance irlandaise, ou *Irish Home Rule*, alors que d'autres, plus conservateurs, soutenaient des causes irlandaises, tout en voulant préserver les liens impériaux avec la couronne britannique. Les violentes confrontations qui eurent lieu en Irlande influencèrent les opinions des Irlandais catholiques et protestants du Québec.

La création du Régiment Irish Rangers durant la Première Guerre mondiale est révélatrice de « la confusion identitaire installée dans les rangs irlando-catholiques québécois » (p. 170). En organisant un tel groupe, l'avocat montréalais Henry Trihey espérait réunir les Canadiens d'origine irlandaise fidèles à la mère patrie au sein d'un même bataillon. Les difficultés rencontrées illustrent les conflits intérieurs vécus par beaucoup d'entre eux : « Pour qui nous battons-nous ? Pour le Canada, le Roi ou l'Empire ? » Ces questions furent particulièrement difficiles dans une période où les problèmes politiques en Irlande prenaient de l'ampleur, et où les sentiments à l'égard de l'Empire britannique, à la suite des gestes posés par la Grande-Bretagne en Irlande, furent durement mis à l'épreuve. Des questions similaires furent soulevées au Québec durant la crise de la conscription, mesure à laquelle s'opposaient une majorité de Canadiens français, qui se questionnaient aussi sur la nature du conflit : « S'agit-il d'une guerre canadienne ou européenne ? » Jolivet analyse ces conflits de façon efficace, claire et fascinante.

Si je dois relever une lacune dans cet ouvrage, c'est que Jolivet centre son analyse sur la notion d'irlandicité chez les catholiques originaires d'Irlande qui participèrent activement aux activités politiques de ce pays. Pourtant, les identités irlandaises à l'époque étaient nombreuses, et les sentiments d'attachement à la mère patrie, variés. Un examen plus approfondi des participants aurait peut-être pu clarifier la nature du concept d'irlandicité.

Cela dit, je recommande fortement la lecture de cet ouvrage. Il aide grandement à combler les vastes lacunes que comporte l'historiographie des Irlandais au Canada. Les Irlandais catholiques partagent

leur foi avec les Canadiens français, et leur langue avec les élites britanniques et les autres communautés anglophones. Il s'agit là d'une idée centrale pour Jolivet : les Irlandais se trouvent au centre d'un conflit de loyauté entre leur vie canadienne et leur patrie turbulente. Jolivet réussit à illustrer comment les diverses communautés trouvèrent leur voie à travers ces nombreux conflits identitaires. Écrit en français, cet ouvrage est très important dans l'historiographie canadienne. Espérons que cette importance sera confirmée par une traduction en anglais.

— Gillian I. Leitch
Canadian Development
Consultants International Research Inc.

La Gazette littéraire de Montréal (1778-1779), édition présentée par Nova Doyon et annotée par Jacques Cotnam, en collaboration avec Pierre Hébert, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2010, 977 p.

Bernard Andrès fait plus qu'œuvre utile en publiant une édition critique de la *Gazette littéraire, Pour la Ville & District de Montréal (GLM)*, dans sa collection « L'Archive du littéraire au Québec ». En mettant à la disposition d'un public intéressé l'entièreté du premier hebdomadaire montréalais, il offre à la lecture critique du plus grand nombre une des pièces essentielles de la thèse qui soutient son projet d'« archéologie du littéraire ». D'évidence, le fait littéraire québécois existe bien avant l'institutionnalisation du champ proprement dit. L'écriture et la recherche de sa légitimation sont des pratiques déjà manifestes dans la vallée laurentienne sous les premières administrations coloniales.

L'existence de la *GLM* est brève : cinquante-deux livraisons sur une période d'un an à peine (du 3 juin 1778 au 2 juin 1779). Son édition n'en commandait pas moins un travail colossal, endeuillé par la mort prématurée de son principal artisan, Jacques Cotnam. L'érudit qui, en collaboration avec Pierre Hébert, colligeait des notes critiques

depuis de nombreuses années sur la publication de Fleury Mesplet n'en a jamais vu l'aboutissement. Les notes se comptent par centaines, voire par milliers. Elles occupent plus de 175 pages de l'ouvrage, qui en consacre près de 600 à la seule édition des 574 textes publiés dans les pages de la *GLM*. Beaucoup de chiffres pour illustrer l'ampleur du projet éditorial.

L'édition critique de la gazette de Mesplet bénéficie d'une introduction copieuse qui dresse la table à une meilleure compréhension et à une analyse plus fine de son contenu. Nova Doyon, qui n'en est pas à sa première incursion dans l'univers de la *GLM*, propose une étude des contextes historiographiques et historiques de la publication, de ses modes de fonctionnement et de son contenu. Elle met ainsi en lumière la part belle faite par l'histoire littéraire à cet imprimé en regard d'une histoire plus généraliste. Plus encore, elle insiste sur l'adaptation rapide du projet initial de Fleury Mesplet destiné d'abord aux commerçants et aux négociants pour leur permettre d'échanger de l'information de nature économique. Aussi les douze premières livraisons du journal paraissent-elles sous le titre de *Gazette du Commerce et Littéraire*. Mais comme en fait foi le titre, les ambitions littéraires de l'imprimeur montréalais – issu du milieu du livre de Lyon, avant de passer brièvement par Londres et Philadelphie – ne sont pas en reste.

Dès le départ, Mesplet manifeste son intention pédagogique et politique d'offrir à la communauté coloniale un espace d'expression littéraire. Grand promoteur de la thèse du retard culturel des coloniaux de l'ancienne administration française, il veut stimuler l'intérêt des Canadiens pour le savoir. Toutefois, le divertissement ne doit pas céder le pas à l'utilité : la *Gazette* doit « instruire tout en divertissant » (p. 20). L'invitation aux « jeunes Canadiens » d'exprimer leurs idées et d'en débattre sous le couvert de l'anonymat dans les pages de la *GLM*, toute pédagogique soit-elle, n'est pas sans danger. Les représentants de l'ordre et du pouvoir public sont à l'affût de tout propos qui chercherait à saper leur autorité juridique et morale. Ils sont d'autant plus à l'affût que Fleury Mesplet est arrivé dans la province

de Québec à la faveur du mouvement révolutionnaire des colonies britanniques du Sud et que la rumeur d'une deuxième tentative d'envahir les colonies britanniques du nord se fait grandissante. L'imprimeur doit également compter avec une Église catholique toujours en crise de légitimité depuis l'arrivée de l'administration britannique. Interrompue une première fois, le temps de deux livraisons, au tournant de l'année 1779, la publication de la *GLM* est définitivement suspendue au début de juin de la même année, en raison de l'emprisonnement de ses principaux artisans, Fleury Mesplet et Valentin Jautard. Selon toute vraisemblance, victimes d'une censure de guerre, les deux hommes passeront plus de trois ans au cachot.

Doyon accorde beaucoup d'attention à Jautard, véritable animateur des débats qui s'engagent dans les pages de la *Gazette*. Sous le pseudonyme du « Spectateur tranquille », notamment, il agit comme un zélé laïque auprès des citoyens qui osent prendre la plume pour exprimer leur opinion dans ce premier espace public colonial. Il ne se gêne pas à l'occasion pour aviver les échanges en empruntant d'autres pseudonymes. Ce faisant, il crée une fiction éditoriale propre au genre journalistique du « spectateur », que l'on retrouve en France et en Angleterre et auquel le pseudonyme principal de Jautard semble faire une référence complice.

La reproduction de la *Gazette littéraire, Pour la Ville & District de Montréal*, est avenante et aérée. En cela, elle n'a rien à voir avec l'impression originale sur deux colonnes en regard. Ici, les textes s'étalent à pleine page. Chacun est coiffé d'un titre – original ou parfois ajouté entre crochets par les éditeurs scientifiques –, et d'un numéro séquentiel qui facilite la navigation au sein du document, mais qui accentue aussi l'illusion de son unité organique – d'autant plus que chaque numéro est précédé du signe typographique du paragraphe (§). Deux listes des textes, selon leur ordre de parution ou l'ordre alphabétique de leur auteur, exploitent habilement cette procédure éditoriale. Il en va de même de la liste des pseudonymes, au demeurant fort nombreux (132), mais rarement décryptés (quatre auteurs).

Ainsi offerte, la *GLM* devient une véritable mine à ciel ouvert pour les historiens et les littéraires auprès desquels l'index général ne remplit pas tout à fait son rôle. S'il signale le nom des personnes, les lieux, les institutions, les pseudonymes et le titre des œuvres que l'on retrouve dans les pages de l'hebdomadaire et dans l'apparat critique, il ferme la porte à toute recherche thématique rapide en n'indiquant pas les multiples thèmes abordés dans ces pages. Travail éditorial fastidieux, certes, mais essentiel à l'exploitation du filon. Il y est question des belles-lettres ou de la littérature, dans son acception large de l'époque, tout comme il y est question de mode vestimentaire, des *comportements genrés* (masculin / féminin), de la vie militaire, de l'enseignement, de l'éducation, des pratiques juridiques, de la philosophie, etc. Il s'y trouve aussi, à chaque livraison, une énigme ou un logogriphe pour lesquels les éditeurs ont eu la joyeuse idée de donner les solutions en annexe.

Dans l'ensemble, l'édition critique de la *GLM* est donc une réussite. Dans le détail, on pourrait se permettre quelques reproches. Si l'apparat critique pêche parfois par excès de citations intégrales, extensives, en revanche on reste parfois sur sa faim quant aux tentatives de décryptage des pseudonymes ou à la précision des références des textes cités ou auxquels font allusion les animateurs et les participants à la gazette. En ce qui a trait à l'analyse que nous propose Doyon en guise d'introduction, il faut noter l'incapacité à prendre une certaine distance avec le discours de la *Gazette*. Le fait est notable en ce qui concerne la thèse du retard culturel, voire intellectuel, des coloniaux sous l'administration française. Il n'y a pas lieu de débattre ici de la question. Il existe une culture lettrée et un marché du livre en Nouvelle-France; ils sont à l'aune d'une petite ville française d'Ancien régime dont l'éloignement géographique et maritime du pôle de référence qu'est Paris tend à exacerber les différences. Aussi le changement d'administration ne consacre pas une rupture violente entre deux réalités culturelles – un avant et un après – portée par une idéologie libérale du progrès. S'il est vrai que les conséquences de ce changement politique sont déterminantes sur le plan culturel pour

la colonie laurentienne, elles sont aussi d'une grande complexité. Par exemple, la transition du marché du livre, à Québec, semble s'effectuer en douceur, tandis qu'on ne sait toujours rien des conséquences du changement de pôle de référence ultime, Paris et Londres, dans le développement du fait littéraire à la fin du XVIII^e siècle québécois. Il faut signaler, finalement, l'absence surprenante de références à Charles Berger, premier partenaire financier de Mesplet dans son établissement montréalais. Une zone d'ombre qui tend à cristalliser le tandem emblématique voltairien de Mesplet-Jautard, aux dépens de l'association d'affaire Mesplet-Berger. Autrement dit, l'aspect strictement littéraire de la gazette plutôt que son aspect commercial, comme si les deux réalités étaient autonomes.

— François Melançon
Chercheur indépendant

Benoît Melançon. *Les yeux de Maurice Richard : une histoire culturelle*, Montréal, Éditions Fides, 2012, 315 p.

Rares sont les essais québécois qui acquièrent une reconnaissance sociale et intellectuelle quasi immédiate. C'est le cas des *Yeux de Maurice Richard : une histoire culturelle* de Benoît Melançon, paru initialement en 2006, et déjà rendu à sa troisième édition, cette fois dans un format de poche. La fortune de ce texte se perçoit par sa réception enthousiaste, par les prix remportés (prix Maurice-Arès 2006 ; prix Marcel-Couture 2007), par sa traduction vers l'anglais, mais surtout par la multiplication des essais universitaires consacrés à l'examen socioculturel du hockey, enfant pauvre de la réflexion en sciences humaines avant la publication de l'essai et dorénavant manne éditoriale, hélas pas toujours fructueuse.

Cet essai met en évidence de quelle manière Maurice Richard est mythifié à travers des discours, des objets, des images, des chansons qui répondent tous à une volonté d'identification avec l'héroïsme du hockeyeur et à un besoin de compensation où le Rocket devient le modèle de comportements valorisés par la collectivité. Melançon

n'est pas le premier à affirmer que Richard acquiert du sens parce que la communauté s'est identifiée à ses exploits, à son style, à ses triomphes et qu'elle a investi une axiologie dans son parcours et dans l'Émeute dont il a été l'épicentre. Mais il innove assurément en refusant de participer à ce mythe, en repérant les traces de ce discours et en l'organisant en suites compréhensibles qui permettent au lecteur de saisir autant la malléabilité discursive du mythe que la chronologie de l'exhaussement de Richard au rang de précurseur de la Révolution tranquille.

Le sous-titre de l'ouvrage est significatif; l'auteur procède en effet à une histoire culturelle inspirée des travaux de Roger Chartier. Il met en commun des récits, des articles de journaux, des pièces de théâtre, des photos et des films. Une abondante production artistique, de valeur évidemment variable, est mise à contribution, analysée, répertoriée, contextualisée. Mais à cette production, populaire ou instituée, qui détermine usuellement le champ de la mise en représentation d'une pratique culturelle, Melançon ajoute des objets émanant du circuit économique, de la vente et de la publicité, de même que le discours de commémoration au décès du joueur, où la parole est laissée à la foule anonyme qui témoigne de son attachement au numéro 9. La multiplicité de ces sources est l'intérêt premier de l'essai, le mythe s'abreuvant de tous les côtés. Mais le traitement proposé par Melançon recèle, à mon avis, un intérêt méthodologique encore plus grand, parce que le chercheur ne tente pas simplement d'amalgamer des objets trop souvent distingués, la publicité et le roman par exemple, mais parce qu'il montre comment ces types de discours et de représentations fonctionnent en réseau et différemment, apportent des éclairages singuliers, tout en reconduisant des topos plus généraux quant à l'organisation hégémonique de ces pratiques discursives spécifiques. C'est une chose que d'aborder une lampe à l'effigie de Richard après avoir évoqué un conte de Roch Carrier; c'en est une autre que de manier le contexte qui rend intelligibles ces objets dans les suites assemblées.

La légitimation d'un nouvel objet d'étude et d'un corpus original s'appuie sur une perspective historique, où des découpages organisent la mise en récit du mythe, à travers des dominantes. Un des apports de l'essai est de cerner les mutations du mythe opérées en fonction du déplacement des enjeux sociaux au Québec. Dans le discours sur Maurice Richard, il y a des périodes de surabondance, d'autres plus calmes, ce qui indique que la réception du joueur varie en fonction des besoins culturels de ceux qui utilisent l'athlète. Melançon signale le glissement qui s'opère entre le joueur fougueux des années 1950, celui qui tient tête aux dirigeants anglophones, et le grand-père modèle des années 1980. Il en va de même entre les deux lectures nationalistes : l'une privilégie, dans les années 1960 et 1970, l'image du précurseur de la Révolution tranquille, en marquant fortement son appartenance sociale et culturelle à la collectivité, l'autre, assez contemporaine, insiste sur sa capacité à réussir à l'étranger, ouvrant la voie au Cirque du Soleil et autres Céline Dion.

S'il y a une trame commune à tous ces Maurice Richard (ses exploits canoniques, ce que Melançon nomme ses douze travaux ; sa familiarité avec la culture populaire québécoise ; le passage obligé par l'Émeute ; l'ambiguïté de l'individu (avec ses contradictions) et qui trouve à se révéler dans son surnom, le Rocket), n'en demeure pas moins une diversité d'interprétations et de formulations. Si la voie historique permet de cerner cette évolution, tout comme la multiplication des supports, il convient de noter qu'une des portes pour cerner cette labilité du discours n'est pas souvent ouverte, celle de la langue. Maintes fois, le Rocket est interprété comme un objet culturel uniquement francophone. L'essai de Paul Daoust, exactement contemporain de celui de Melançon, en apportait la preuve éclatante en 2006. Toutefois, la perspective de ce dernier est plus riche, alors qu'il n'hésite pas à plaider pour un mythe aussi canadien que québécois. Entrelaçant les deux discours sur Richard, l'auteur se distancie du mythe et montre que l'une des dimensions de celui-ci est justement d'établir cette concordance entre le Rocket et le Québec, concordance pourtant elle-même porteuse de contradictions autrement glissées

sous le tapis et explicitées dans l'essai (pensée politique, ambivalence identitaire, affinités avec des politiciens, langue problématique, etc.).

S'il fallait mettre en évidence un élément moins convaincant de la riche interprétation du discours sur Maurice Richard, ce serait la volonté manifeste de singulariser à tout prix le hockeyeur des autres figures sportives dont le parcours pourrait les apparenter au joueur du Canadien. En cherchant à isoler le mythe Richard des héros et légendes sportives, Melançon peut certes distinguer la portée des attributions identitaires apposées à Richard, mais il le fait en dévaluant une part du caractère récurrent des procédés d'identification, de compensation et de mise en discours qui sont employés pour énoncer le sport. Il suffit de penser à la manière dont le court séjour de Jackie Robinson à Montréal est utilisé au Québec depuis au moins trente ans afin de valoriser l'ouverture à l'autre de la population francophone, pour comprendre que le discours sur l'héroïsme échappe souvent à l'arène sportive pour épouser les enjeux sociaux et discursifs d'une collectivité. Il en va de même de la figure de Jos Montferrand, non abordée par Melançon, et qui me semble correspondre à la définition du mythe qu'il propose, en vertu, entre autres, de sa longévité et du caractère malléable des interprétations de ses exploits.

En montrant la nécessité d'historiciser les discours récents au Québec, en traitant de la culture populaire sans l'opposer à une culture lettrée dont elle serait l'exact opposé, en légitimant l'étude culturelle du sport, en proposant des avancées méthodologiques, en sortant Richard d'une perspective monolithique, Melançon a ouvert de nombreuses voies, ce qui explique la résonance de sa contribution dans le paysage culturel québécois.

— *Michel Nareau*
Collège militaire royal du Canada



RS

**RECHERCHES
SOCIOGRAPHIQUES**

*Revue pluridisciplinaire
exclusivement consacrée à l'étude
de la société québécoise et du Canada français*

Recherches sociographiques, Faculté des sciences sociales, Département de sociologie
1030, av. des Sciences-Humaines, bureau 3465, Université Laval, Québec QC G1V 0A6
Téléphone : 418-656-3544 • Télécopieur : 418-656-7390 • rechsoc@soc.ulaval.ca

Paiement en ligne : www.soc.ulaval.ca/recherchessociographiques/

DANS CHAQUE NUMÉRO

Des études empiriques inédites sur des sujets très variés
Des essais critiques pour stimuler les débats et la réflexion théorique
Des comptes rendus couvrant systématiquement l'essentiel des parutions récentes
Des approches pluridisciplinaires de l'histoire à l'économie,
en passant par la sociologie, la science politique et la littérature



ABONNEMENT À
MENS

Revue d'histoire intellectuelle et culturelle

La revue *Mens* est vouée à l'étude de l'histoire intellectuelle et culturelle de l'Amérique française. Elle paraît sur une base semestrielle, les printemps et automne de chaque année. Pour s'abonner, il suffit de remplir ce bon et de l'envoyer avec son paiement à l'adresse suivante :

Revue *Mens*
CRCCF
Université d'Ottawa
Pavillon Morisset
65, rue Université, pièce 040
Ottawa (On) K1N 6N5

Nom, Prénom / Institution

Adresse

Ville

Province / État

Code postal

Courriel

Téléphone

Pour les abonnements à la version numérique, les institutions, les consortiums et les agences d'abonnements doivent communiquer avec Érudit :

Tél. : 514 343-6111, poste 5500

Courriel : erudit-abonnements@umontreal.ca

Type d'abonnement

(Tarif + 5 % de TPS pour le Canada)

- Étudiant (23 + 1,15 = 24,15 \$)
- Étudiant – 2 ans (38 + 1,90 = 39,90 \$)
- Régulier (28 + 1,40 = 29,40 \$)
- Régulier – 2 ans (48 + 2,40 = 50,40 \$)
- Institution (38 + 1,90 = 39,90 \$)
- Soutien (50 \$ ou autre ____ \$)
- Régulier – étranger (46 \$ USD)
- Institution – étranger (51 \$ USD)

Paiement par chèque libellé à l'ordre de
Revue *Mens*

- Cochez pour obtenir un reçu

N° d'enregistrement TPS : R119278877

